

POUR LA PREMIÈRE FOIS
DEPUIS DOUZE ANS

Wall Street
tombe au-dessous
de la cote 600

LIRE PAGE 47

سكاي الرابح

1000

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

UNE CRISE « DANS L'OBSCURITÉ »

La démission de M. Rumor pourrait conduire à des élections anticipées en Italie

Sollicitude américaine ?

La façon dont vient de s'engager la nouvelle crise italienne, avec ses soupçons de manœuvres qui impliquent aux États-Unis — de façon systématique et parfois abusive — des interventions dans la vie politique de l'Europe, a été l'objet de critiques sévères par la C.I.A. : « Des critiques bien plus dures sont adressées à l'Italie qu'à la France », a-t-on dit. Tout le monde dit que les États-Unis n'ont pas fait le nécessaire pour la sauver.

Le scénario de la crise est assez troublant pour faire songer à un effet de la sollicitude du secrétaire d'État américain. À la veille du départ du président de la République, M. Leone, pour Washington — où il se rendait essentiellement pour appuyer par son « affectus psychologique » la demande de crédits que sa haute charge lui intéresse de fournir à l'Italie — les socialistes du P.S.I. demandaient, une fois de plus, que le gouvernement américain leur apportât son soutien « officiellement avoué ». Ils considéraient les démocrates-chrétiens, sans cesse de conviction à quitter la coalition, l'élément le plus dangereux du mouvement radical et seules sources d'être coupés de la « dynamique de gauche ». Le P.S.I. ne cesse en effet d'aggraver son grand rôle. Il faut l'écarter plus vivement que des derniers mois que les restrictions de crédit ont vivement menacées les entreprises, ou il recule une voie par son électorat.

Par sa déclaration fracassante, les socialistes-démocrates — les syndicalistes — ont provoqué la chute du gouvernement. Le P.S.I. a été officiellement brisé par la C.I.A. à propos d'un rôle à jouer dans la coalition. Les socialistes dans la coalition ont refusé l'écueil d'une ouverture au P.C. sans leur bien que son rôle était de conduire à des élections anticipées et à une bataille électorale sur le thème du compromis historique qui avait été le thème de la coalition. On a soutenu que la C.I.A. avait joué un rôle de médiation dans la coalition. On a soutenu que la C.I.A. avait joué un rôle de médiation dans la coalition.

Un tel rôle de médiation ne peut être que le résultat d'une intervention de la C.I.A. dans la vie politique italienne. On a soutenu que la C.I.A. avait joué un rôle de médiation dans la coalition. On a soutenu que la C.I.A. avait joué un rôle de médiation dans la coalition.

La crise politique, qui semblait inévitable depuis plusieurs jours, s'est ouverte le jeudi 3 octobre à Rome. La multiplication des appels à la solidarité nationale pour faire face aux difficultés économiques n'a pas empêché les partis de la coalition au pouvoir de mettre un terme à leur collaboration. Les socialistes-démocrates ayant proclamé inconditionnelles les positions en matière de politique économique et sociale de la démocratie chrétienne et du parti socialiste P.S.I.

Le plus grand des commentateurs de presse de ce vendredi, en Italie, traduisent la consternation et ne voient d'autre issue à cette nouvelle « crise du duo » (crise dans l'obscurité) que des élections anticipées.

De notre correspondant

Rome — M. Mariano Rumor, après avoir tenu un bref conseil des ministres, s'est rendu le jeudi 3 octobre au Quirinal pour annoncer la démission de son gouvernement. Selon la formule d'usage, le président de la République, le cardinal Agostino Casaroli, a réservé sa décision, en demandant au cabinet d'expédier les affaires courantes. Mais il a communiqué jeudi ses consultations avec les principaux dirigeants politiques du pays.

La démission de M. Rumor, pourtant informée par la presse, a été l'objet d'une violente polémique, qui s'est engagée le 4 octobre entre deux formations représentatives de la démocratie chrétienne — au gouvernement : le parti social-démocrate (P.S.D.I.) et le parti socialiste (P.S.I.). Ce dernier avait été secondé de tous les côtés de la coalition centriste par les socialistes-démocrates, qui déclarent la majorité morte et effondrée. M. Rumor n'avait plus qu'à tirer la conclusion de ces propos. Il ne l'a fait qu'après avoir épuisé les dernières possibilités de trêve. Les représentants du gouvernement, sans y participer.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE D'OCTOBRE

- Une partie inachevée, par Eric Rouleau.
- La révolution péloponnésienne, par Philippe Simonnot.
- Les arabes de nos correspondants en Égypte, en Israël et au Liban.

(Lire page 4 à 6.)

DES ASSISES NATIONALES DU SOCIALISME AU CONGRÈS DU P.C.

Les voies du socialisme

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série de six articles sur le socialisme, sa nature, ses méthodes et ses fondements. C'est un vieux débat, aussi vieux que le socialisme lui-même, marqué par l'écoulement du temps, la diversité des méthodes, la diversité des fondements. Mais une série d'événements lui donne une grande actualité, qu'il s'agisse de l'Assemblée générale des Nations unies, occasion de débats entre Chinois et Soviétiques, ou de la préparation de la prochaine conférence des partis communistes européens, dont la date n'est pas encore fixée, ou de la conférence nationale du socialisme, qui aura lieu les 12 et 13 octobre, et que M. Edmond Maire évoque en page 2, et du congrès extraordinaire du parti communiste français du 21 au 27 octobre.

Politiques et conceptions trouvent en partie leur origine dans l'histoire, soit que de vives querelles soient nées de l'idéologie qui ex-

« Pour arriver, il faut mettre de l'eau dans son vin », dit-on. C'est un vieux adage.

JULES RENARD.

On ne peut parler de la social-démocratie avec la même érudition que de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

« Les vagues » — que des « vagues » — sont les vagues de la social-démocratie.

LA FRANCE A L'HEURE DE L'«AUSTÉRITÉ»

Le projet sur les économies d'énergie est présenté aux députés par M. Chirac

M. Giraud d'Estaing a inauguré vendredi 4 octobre le 81^e Salon de l'Automobile. Le président de la République a déclaré qu'il souhaitait toutes mesures qui pourraient apporter des difficultés pour l'industrie automobile, ce qui semble exclure la limitation supplémentaire des ventes et le rationnement de l'essence.

M. Jacques Chirac, premier ministre, et Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de l'Aéronautique, ont présenté les conclusions du projet de loi qui vise à restreindre la consommation d'énergie. Les restrictions de chauffage dans les administrations et les immeubles d'habitation provoquent d'ores et déjà une gêne très sensible pour beaucoup. Le froid a été particulièrement virulent.

Les problèmes de l'énergie sont enfin en centre du rapport « Anticipation » (« Le Monde » du 4 juillet), qui a été présenté par M. Claude Gruson et examiné le 2 octobre par le haut comité de l'environnement présidé par M. André Fauriol, ministre de la Qualité de la vie, et M. Gabriel Pannetier, secrétaire d'État à l'environnement.

Ce document constitue l'acquis d'une nouvelle société moins dépendante des importations et plus respectueuse de l'environnement. Il fera l'objet, vers la mi-octobre, d'une communication en conseil des ministres qui en tirera les conclusions sous forme de mesures concrètes. Voici, esquissées par le ministre de la Qualité de la vie, les idées qui motivent et animent cette nouvelle politique.

Depuis des années, la croissance a été l'objectif premier de presque toutes les nations. Le développement de la production est, en effet, le seul moyen d'élever le niveau de vie. La croissance s'est faite, il est évident que, pour nous, la solution consistait à faire rebondir le niveau de vie sans que l'environnement soit dégradé. Il ne s'agit pas de faire vœu de pauvreté, il s'agit de réorienter notre croissance.

C'est qu'en effet, entre cette croissance et le bien-être, les rapports sont de plus en plus complexes.

De là deux conséquences principales : d'une part, la nécessité de limiter la production, d'autre part, la nécessité de limiter la consommation.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La C.G.T. appelle à un mouvement de protestation contre la « désinvolture » gouvernementale

Tandis que les conflits sociaux portent sur le défilé de l'emploi, soit chaque jour un peu plus nombreux, la C.G.T. vient de lancer un appel aux travailleurs pour qu'ils « mobilisent leur énergie dans une vaste mouvement de protestation nationale ». Elle reproche au gouvernement d'avoir permis de faire preuve d'une « désinvolture » en refusant « une négociation sérieuse et constructive » sur les problèmes économiques et sociaux les plus urgents. Elle leur fait appel de chercher à créer un climat « de peur et de répression » collective.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le G.S.T. propose aux autres syndicats, y compris la F.E.N. et la F.O., de participer à ce mouvement de protestation nationale.

Le gaspillage menace la qualité de la vie

Par ANDRÉ JARROT (*)

Depuis des années, la croissance a été l'objectif premier de presque toutes les nations. Le développement de la production est, en effet, le seul moyen d'élever le niveau de vie. La croissance s'est faite, il est évident que, pour nous, la solution consistait à faire rebondir le niveau de vie sans que l'environnement soit dégradé. Il ne s'agit pas de faire vœu de pauvreté, il s'agit de réorienter notre croissance.

C'est qu'en effet, entre cette croissance et le bien-être, les rapports sont de plus en plus complexes.

De là deux conséquences principales : d'une part, la nécessité de limiter la production, d'autre part, la nécessité de limiter la consommation.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

La limitation de la consommation est la plus difficile. Elle est la conséquence de la limitation de la production.

La limitation de la production est la plus évidente. Elle est la conséquence de la limitation de la consommation.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

à la place clichy

le vrai spécialiste du tapis d'orient

93, rue d'Amsterdam - tel. 387 54 20

exposition-vente exceptionnelle du 1^{er} au 31 octobre

JOANNE ROY.

(Lire la suite page 30.)

JOANNE ROY.

(Lire la suite page 30.)

JOANNE ROY.

(Lire la suite page 30.)

JOANNE ROY.

(Lire la suite page 30.)

JOANNE ROY.

Le plan détaillé concernant la "opération Doreur", dans la nuit du 15 au 16 octobre, avait été conçu par des militaires israéliens bien avant le déclenchement des hostilités. Les divergences qui opposèrent les membres de l'état-major de Tel-Aviv après le franchissement du "no man's land" furent donc



Les forces en présence sur le front de Suez après le deuxième cessez-le-feu (26 octobre 1973) connaissent donc essentiellement le moment de sa mise en application.

Le général Sharon, commandant du front sud pendant les années 1969-1971, était partisan d'une action immédiate sur l'autre berg du canal afin de surprendre les Égyptiens en les prenant

sur leurs arrières. Le chef d'état-major, le général Elan, et son «*co-président*», le général Haim Ben Elan, désignent tous deux pour superviser toutes les opérations militaires, et ont également pris le général Gonen sous leur aile. Gonen affirmait pour leur part qu'il était préférable de laisser les Égyptiens se déplacer sur la rive ouest du canal, afin de passer à l'attaque sur leurs arrières en traversant le canal de Suez.

Faisant outre ces recommandations, les supérieurs, le général Sharon en dirige la 5^e brigade, à la tête de ses troupes, persisteraient où plutôt insisteraient à ce que les Égyptiens, dans le but de traverser la voie d'eau, s'arrêtent dans le désert, et ne se dirigent pas vers le canal. Le général Gonen, lui-même, ordonna de ne pas engager de troupes, mais de laisser l'ennemi se battre seul.

La polémique, à ce sujet entre généraux israéliens prend fin quand l'Egypte fait passer le 12 octobre la majeure partie de ses blindés sur la rive orientale pour organiser l'offensive — qui devait commencer le 14 octobre. Le canal est désormais libre et des unités de l'armée israélienne peuvent sans crainte traverser le canal. Dans la nuit du 15 au 16 octobre, les parachutistes de la division placée sous le commandement du général Sharon franchissent le canal dans le secteur central, après être passés par la « coquille » qui sépare le canal du lac de Mérit. Les troupes égyptiennes au nord du grand lac Amer, près du lieu dit du Désastre,

La face de la guerre sur le front égyptien est désormais changée. Le succès israélien est dû aussi bien au travail méticuleux de préparation qui a précédé l'opération qu'à la carence du haut commandement égyptien.

ANDRÉ SCHEMAMA

De notre correspondant

Jerusalem. — Les Israéliens ont commencé le choc que leur inflige la guerre d'octobre à un « trauma » naissant de terre. Un an après, on peut bien reconnaître que les tensions provoquées par la « violence » sont pas allées suffisamment loin pour ébranler le moral de sa population. Certes, la brutale et cruelle réalité que l'ashkhar (l'armée) pouvait leur offrir, les a fait réfléchir, mais elle n'a pu par la suite leur faire avaler et bousculer l'adversaire, à ses inimaginables effets psychologiques. C'est à l'extrême de profonde remous. Les Israéliens ont subi une déroute à jamais douloureuse ! L'émotion a ajouté par l'image nouvelle que donnait d'elle-même une route dont on croyait trop fermement qu'elle était définitive. On a vu l'effort, les valentins d'agression. Ce sont d'ailleurs des membres du état armée, officiers et simples soldats, qui ont été désolidarisés.

tations dans la rue que soient
bilisés les responsables des
politiques et militaires dans le
gouvernement. Les élections ont
été conduites à la fin des cen-
tes de kilomètres du Caïre et à
70 kilomètres de Damas.

Le bième populaire a provoqué
le retrait de la scène politique de
sonnalités qui, pendant de nom-
breuses années, avaient incarné
l'État : Mme Gouda, M. el-
nébi, le général Abdel Kader
Pinhas Sapir, Le commandant
Chif, le général David Elazar,
limogé, ainsi que le général G.
commandant le front sud.

S'il le besoin d'hommes nou-
veaux à la tête du pays était évident
à l'élection générale d'après la «
élection de terre » ont démo-
nstré que le pays ne souhaitait pas
de changements aussi brusques
d'orientation, qu'il n'en avait

[illegible]

réserve dans l'armée sont plus fréquents qu'en Israël. Kippour 1978, l'année du « jeûne du pardon », est le plus dangereux. Et surtout la vigilance est accrue, car on ne doit pas être surpris une seconde fois. Et comme les soldats ont été entraînés à se battre en chef, l'armée pourrait être amenée à frapper le premier en cas de nécessité. Effectivement, les soldats ont pu se battre à l'ennemi, mais ils ne peuvent donc pas affronter toutes les situations. L'un des effets pourrait être la démission de 27 septembre à la télévision. Les soldats ont pu être entraînés à se battre, mais ils ne peuvent donc pas affronter toutes les situations. L'un des effets pourrait être la démission de 27 septembre à la télévision.

Le déficit de la balance commerciale croît à pas de géant : 7 milliards de francs en 1972, 12 milliards en 1973, et près de 17 milliards en 1974. Ce déséquilibre catastrophique est imputable aux besoins grandissants en armements, à la plus en plus coûteuse, et à la montée des prix sur les achats militaires, notamment des produits pétroliers. L'effacement de l'économie israélienne ne paraît pas toutefois perdre leur sang-froid devant une telle situation. Ils expliquent calmement que ces énormes trous seront bouchés par les exportations, qui ont couvert en 1973 la moitié des importations, et par des « importations de capitaux » en provenance des États-Unis et, dans une moindre mesure, d'autres pays, sous

ANDRÉ SCHEMAMA.

Un énorme gâchis de matériel militaire

Un char détruit lors des combats d'Alger pendant les trois semaines de guerre, un avion toutes les heures, tel est, selon les chiffres fournis par le GICAP (1), le bilan des pertes militaires françaises causées par le groupe armé algérien sur le plan du matériel. Aussi bien le nombre de victimes en figure qu'une somme 6.000 millions de francs pour les dommages matériels et les dépenses engagées à l'abord des opérations de spécialistes de la logistique. Sans l'effort de ravitaillement des unités combattantes, les pertes auraient dépassé les deux milliards, sans compter les pertes de grande envergure, les bombardements d'aviation pu poursuivre les opérations, du moins à ce rythme, sans l'apport des matériels et des stratégies de l'OTAN et des responsables du Pentagone qui d'ailleurs ont réabonné les bases américaines à des missions de combats et de comburant et de matériaux de recharge.

[illegible]

net du Sinaï, et de Golan, sur le plateau syrien. Les deux ans d'entraînement au vol àéropout ailé ont été aménagés près du monastère de Sainte-Catherine, en plein cœur du Sinaï, et qu'un budget était délégué à cet effet.

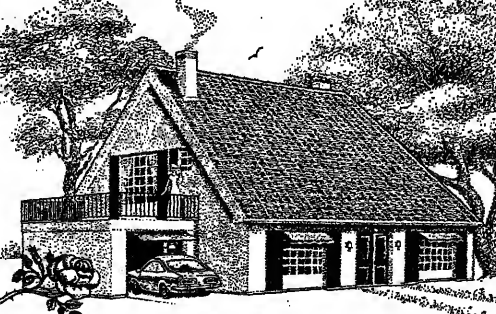
M. Ygal Allon, qui a succédé à M. Eban à la tête du la diplomatie, a une tâche dramatiquement simplifiée grâce à la guerre d'occupation. L'effacement d'Israël semble être sans précédent dans l'histoire, alors que les « Palestiniens » ont désarmé d'ordinaire dans la zone la scène internationale.

Ce nombre tabernum est présenté sans la moindre complaisance su public israélien, qui est aussi invité à se préparer à l'éventualité d'une reprise de la guerre. Les périodes de

TIMBRES POSTE
ACQUAT ARGENT

ANDRÉ SCHEMAMA.

AU SUD-EST DE PARIS
CINQ NOUVELLES MAISONS
BREGUET CONSTRUCTIONS

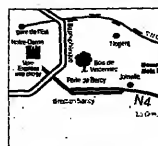


BELGRAVIA : 150 m², 7 pièces, séjour 41 m², 3 s.d.b.
Vous visiterez aussi 4 autres maisons de 4 à 6 pièces - Prix de 220 à 320 000 F. terrain compris - Crédits spéciaux

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77-PONTAULT-COMBAULT - ☎ 406.53.56 & 64.63

VISITE DES MAISONS MODELES, décorées par Alessandra Orsini, TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.



à la gare de Pontan
plus de 40 trains par jour p

À 18 KM DU PÉRIPHÉRIQUE. À 12 MN À PIED DE LA GARE.

THIS REPORT IS THE PROPERTY OF THE AIR FORCE OFFICE OF SPECIAL INVESTIGATION

Pour recevoir une luxueuse documentation gratuite, remplissez ce bon et adressez-le nous. Ou téléphonez.

NOM	ADRESSE	TEL.
-----	---------	------

FIRST IN THE WORLD

ROTHMANS INTERNATIONAL

Luxury Length



Au filtre exclusif damasquiné d'or

Une Rothmans International vous l'a fait
savourer les tabacs les plus parfaits que
l'homme puisse connaître. Cette prestigieuse
"mouly length", au filtre exclusif d'arôme de
cette cigarette, à cette exquise richesse, ce subtil velouté qui
de cigarette est en mesure de vous offrir.

ROTHMANS OF PALL MALL

ROTHMANS OF FALL MALL
BLENDERS OF FINE CIGARETTES THROUGH SIX REIGNS

la paix

CHES DE MARIAGE
SUIVANT LEUR DATE

CISJORDANIE et GAZA : LE CONFLIT A ACCOUCHE DE LA RÉVOLUTION PÉTROLIÈRE

sions de quelques faibles charges pré-
sents de bâtiments publics
israéliens dans les territoires
occupés, essentiellement dans les
bureaux d'ambassade. La plus
grande action de répression par
l'armée israélienne fut l'arrestation
de Yehyia el Natfati contre le
gouverneur militaire de Naplouse,
qui fut blessé lors d'une visite
dans la ville au mois de
décembre 1973.

Un phénomène inquiète beau-
coup plus les autorités israélien-
nes : la régression des sentiments
des territoires occupés ont com-
mencé à exprimer leur credo
politique, affirmant notamment
qu'ils considèrent l'O.L.B. comme
un ennemi réel, pour toute
solution du conflit Israël-Arabie.

semales. Comme si l'histoire vous avait écrit une dernière fois de spectacle, au moment même où elle tournait la page dans le fracas d'une guerre impitoyable.

Ce n'est que la semaine qui vient, à Koweït, le 16 octobre, que les pays pétroliers se réunissent, pour la première fois, afin de fixer *unilatéralement* leurs prix et en profitent pour augmenter de quelque 70 % les revenus fiscaux tirés de la production. Les pays du Golfe, eux, ne se joignent pas à la dernière conférence de l'OPEP, en septembre, à Vienne, encore.

[illegible]

La dernière journée de guerre, le 24 octobre, fut au

ment d'attitude fut l'abstention quasi générale des citoyens des quartiers arabes de Jérusalem aux élections municipales de la fin de décembre 1973.

Si les attentats perpétrés après la guerre ont été le fait de groupes liés aux organisations de fedayin, les activités politiques relèvent du Front national palestinien. Cet organisme, regroupant toutes les tendances oppositionnelles et clandestines en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, est rattaché à l'Organisation des Nations Unies pour la Palestine. Sa constitution date d'avant octobre 1973, mais, après la guerre, il commença à déployer

Les premiers profitent alors de l'affaiblissement des seconds ; la spéculation effrénée sur des saisons marginales leur permet d'imposer le 23 décembre, le jour du nouveau doublement de la production fiscale pétrolière. Par la suite, beaucoup d'observateurs pensent que si l'Occident avait dû imposer la rigueur fiscale, il aurait pu, par la parole, au « coup d'ortie », l'OPEP n'aurait pas eu à frapper une seconde fois.

l'intérieur des nations. Au niveau international, parce que le degré actuel de solidarité est insuffisant, mais suffisant et qu'on peut craindre de le voir reculer encore. Dans chaque espace national, parce que le mode économique et social en vigueur, fait de plein emploi et de profit, donne d'insuffisance, n'est plus adéquat.

Le changement, pour employer un terme de la mode, sera forcément douloureux. Et peut-être aussi dangereux pour la démocratie.

PHILIPPE SIMONNOT.

(1) Le Monde des 2-3 décembre 1978.

[illegible]

Après le double coup de Rowe et de Théran, c'est l'illusion et la résignation qui dominent.

L'illusion d'ordre, notamment en France et aux États-Unis. On croit que les prix du pétrole finiront bien par baisser, grâce notamment à l'alliance entrepris-
avec l'Arabie Saoudite. Mais au

1^{re} Tranche entièrement

ilf

à CHF 900.000

ilf

off. le m²
s Paris.

[illegible]

et la tranquillité des
es prestations (dres
ins harmonieuseme
u 4 pièces, dans un
ngement 5000 m²
jeux. Un rapport q
ANDRE un investiss

in sur place
e 14 à 19 h.
andre, Paris 19°.

la réalisation **seres**
33 80 90

appartements
ins aménagés,
ent équipées...)
quartier
d'espaces verts
qualité/prix qui fait
sement très sûr

Pour recevoir
gratuitement le
documentation,
retournez ce bon.
type d'appartement
recherche :

St. □ 2 p. □ 3 p. □ 4 p. □
SOVIC. □

43, rue des Plantes
75104 Paris

Nom _____
Adresse _____ Tél. _____

100

سكوت الالهي

PROCHE-ORIENT

DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES
M. Allon suggère des accords intermédiaires
pour mettre fin à l'état de belligérance

De notre correspondant
New-York (Nations unies). — Le «serpent du Kippour» a fourni la preuve décisive que le conflit israélo-arabe ne peut être résolu par des moyens militaires, a déclaré jeudi 3 octobre, devant l'Assemblée générale des Nations unies, M. Allon, ministre des affaires étrangères d'Israël. «De même, il n'existe aucun problème, compte tenu de l'identité fondamentale des populations, que des négociations sérieuses entre les parties ne puissent résoudre», a-t-il ajouté.

Israël, selon M. Allon, est prêt à étudier la possibilité d'un compromis territorial et à faire des concessions importantes, mais il ne peut souscrire de compromis sur sa sécurité. Nous préférons, a-t-il dit, «signer un accord de paix complet et intégral, mais si les conditions ne sont pas réunies pour un tel accord, on pourrait examiner la possibilité de parvenir à des accords intermédiaires, basés sur un compromis, qui mettraient fin à l'état de belligérance sous ses diverses manifestations, d'est-à-dire des accords intermédiaires concernant la sécurité mutuelle, et qui conduiraient, au moment voulu, à des négociations sur un traité de paix définitif.

M. Allon a déclaré que son pays est au courant de la question de l'identité palestinienne. Israël estime qu'elle peut et doit être résolue dans le contexte d'un règlement avec la Jordanie. Il a rappelé la déclaration du gouvernement israélien du 21 juillet, selon laquelle le pays sera fondé sur l'existence de deux États indépendants, israélien et arabe, dans les limites géographiques actuelles, avec Jérusalem divisée comme capitale, et un État juif et un État arabe, à l'est du Jourdain, sous le régime d'occupation, jusqu'à ce que des négociations sérieuses entre la Jordanie et Israël soient menées.

Israël le continuant palestinien, qui précède, ne doit pas être assimilé aux «organisations terroristes».

Israël refuse, a-t-il dit, de reconnaître «un mouvement terroriste» sous le nom d'O.L.P. Le statut n'est pas qu'il existe un peuple arabe asservi de son libérateur à ses propres forces armées.

L'O.L.P. est invitée à envoyer des observateurs à la conférence générale de l'UNESCO

Des délégués de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) vont sans doute pouvoir prendre la parole à la prochaine conférence générale de l'UNESCO, qui doit s'ouvrir le 11 octobre. En effet, le conseil exécutif de l'UNESCO a décidé le jeudi 3 octobre, par 25 voix contre 2 et 1 abstention, d'inviter l'O.L.P. à envoyer des observateurs à la conférence générale. Toutefois, cette dernière doit encore voter un amendement à son règlement intérieur. Le texte du conseil exécutif prévoit notamment que les observateurs de l'O.L.P. pourront faire des déclarations orales ou écrites, sans être membres du conseil. Les commissions et organes subsidiaires, sous l'auspice du président.

Invité à exprimer son avis
avant le vote

La résolution votée avait été présentée par deux pays : l'Arabie saoudite et l'Algérie. Les délégués de l'O.L.P. ont été invités à exprimer leur avis avant le vote.

Quand on a une femme sur le dos et une maîtresse dans les bras, on est sûr de s'offrir un costume en pure laine vierge de Modern House.

modern house
15 Bd Saint Michel, Paris 5^e

tielsa®
technique internationale de la cuisine

On inaugure
la plus vaste exposition spécialisée
de cuisines par éléments

21 cuisines témoins exposées
Audaces techniques, astuces pratiques, lignes
et coloris étonnants.

Nocturnes : Jeudi jusqu'à 22 h 30

inter-design CUISINES
281, rue du Fr-St-Antoine 75011 PARIS
Tél. 68.46.27 et 345.66.63

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

Mme PERON a décidé de quitter l'Argentine. Elle a quitté Buenos Aires le 3 octobre. Elle a été accueillie à l'aéroport par des milliers de personnes. Elle a déclaré qu'elle était heureuse de retrouver son pays.

Un évêque catholique s'est réfugié en Europe en raison de la situation politique en Argentine. Il a déclaré qu'il était inquiet de la situation dans son pays.

Belgique

Les forces de M. GERTSCHAGHE ont arrêté un suspect dans une affaire de corruption. Le suspect a été arrêté à Bruxelles.

Côte-d'Ivoire

Le gouvernement ivoirien a décidé de réviser la constitution. La révision sera faite par une commission spéciale.

Grande-Bretagne

Les forces de M. MURPHY ont arrêté un suspect dans une affaire de terrorisme. Le suspect a été arrêté à Londres.

Suisse

La Suisse a ratifié le traité de commerce avec l'Europe. Le traité sera signé par le gouvernement suisse.

Tunisie

M. HADJI BOUKHAR a été élu président de la République tunisienne. Il a été élu par le peuple tunisien.

Union soviétique

Le gouvernement soviétique a décidé de réduire les dépenses militaires. La réduction sera de 10 %.

Liban

M. SAËB SALAM EST CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Berthoud (A.F.P.). — M. Saïb Salam a été chargé de former le nouveau gouvernement libanais. Il a été nommé par le président libanais.

Laos

La Chine et le Laos ont signé un accord de coopération économique et technique. L'accord a été signé à Pékin.

Oman

Le prince d'Oman a été élu roi du pays. Il a été élu par le peuple omanais.

République Dominicaine

Le commandant des forces armées de la République Dominicaine a été élu président du pays. Il a été élu par le peuple dominicain.

Tunisie

M. HADJI BOUKHAR a été élu président de la République tunisienne. Il a été élu par le peuple tunisien.

Union soviétique

Le gouvernement soviétique a décidé de réduire les dépenses militaires. La réduction sera de 10 %.

Liban

M. SAËB SALAM EST CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Berthoud (A.F.P.). — M. Saïb Salam a été chargé de former le nouveau gouvernement libanais. Il a été nommé par le président libanais.

Laos

La Chine et le Laos ont signé un accord de coopération économique et technique. L'accord a été signé à Pékin.

Oman

Le prince d'Oman a été élu roi du pays. Il a été élu par le peuple omanais.

République Dominicaine

Le commandant des forces armées de la République Dominicaine a été élu président du pays. Il a été élu par le peuple dominicain.

Tunisie

M. HADJI BOUKHAR a été élu président de la République tunisienne. Il a été élu par le peuple tunisien.

Union soviétique

Le gouvernement soviétique a décidé de réduire les dépenses militaires. La réduction sera de 10 %.

Liban

M. SAËB SALAM EST CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Berthoud (A.F.P.). — M. Saïb Salam a été chargé de former le nouveau gouvernement libanais. Il a été nommé par le président libanais.

Laos

La Chine et le Laos ont signé un accord de coopération économique et technique. L'accord a été signé à Pékin.

Oman

Le prince d'Oman a été élu roi du pays. Il a été élu par le peuple omanais.

République Dominicaine

Le commandant des forces armées de la République Dominicaine a été élu président du pays. Il a été élu par le peuple dominicain.

Tunisie

M. HADJI BOUKHAR a été élu président de la République tunisienne. Il a été élu par le peuple tunisien.

Union soviétique

Le gouvernement soviétique a décidé de réduire les dépenses militaires. La réduction sera de 10 %.

PORTRAIT D'UNE VILLE.

la démographie de rouen.

Rouen, au sens administratif du terme, fait partie d'un ensemble urbain qu'il convient de considérer globalement si l'on veut apprécier l'évolution de la région sous l'angle démographique.

Les 30 communes de l'agglomération de Rouen comptent aujourd'hui plus de 400 000 habitants. La population devrait atteindre 600 000 habitants environ en 1985. Le schéma d'aménagement de la Basse Seine, qui prend en considération une notion extensive du Grand Rouen prévoit pour la zone d'attraction de la ville une population de 1 180 000 habitants vers l'an 2000.

Mais au cours de ces dernières années, l'évolution la plus spectaculaire est celle de la composition socio-professionnelle de la population. En effet, la part du tertiaire tend à dépasser celle du secondaire. Ceci correspond d'ailleurs aux objectifs du schéma d'aménagement de la Basse Seine qui prévoit un développement net du tertiaire dans la zone de Rouen.

L'extension du centre ville sur le nou-

veau quartier de Saint-Sever en est un exemple frappant et de nombreuses entreprises commencent ainsi à installer leurs sièges ou leurs bureaux d'études dans l'agglomération.

La composition de la population de Rouen avec la poussée du tertiaire et l'extension des activités universitaires va donc encore se modifier au cours des prochaines années.

Tableau de la répartition des emplois (ensemble Rouen-Elbeuf)

	1968	1985
emplois industriels	78700	112000
emplois tertiaires	87200	141000

hier la croissance aujourd'hui la crise demain

LE BONHEUR EN PLUS



par FRANÇOIS DE CLOSETS

le document de l'année

175 000 exemplaires

PRIX CAZES

denoël

Jocelyn PARIS



noblesse du cuir

134 bd St-Germain Paris 6^e 033.44.10
5 rue du Cherche-Midi 548.75.47
Hôtels 1 rue de l'Arc de Triomphe 021.61.62
76/78 champs-Élysées (Carrousel) 225.33.33

e d'octobre
VOLUTION PÉTROLI

MARQUE

CHASSIS

200 f. le m
ans Paris

ualité.

ité des
ns d'exp
seuveni
ans un d
000 m
part d
invest

19^e
PO

ÉTUDE

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : UNE CRISE D'IDENTITÉ ?

(Suite de la première page.)

D'autres insistent sur le blocage négatif autour du débat technique, ou plus encore sur la nature profondément syndicale des assemblées populaires de la social-démocratie, ses liens privilégiés avec un type de combat à finalité révolutionnaire post-travail, à procédure réformatrice certainement. Quel qu'il en soit, ce sont les mêmes bases historiques du refus de toute théorie qui inspirent à Harold Wilson la fameuse formule selon laquelle le travailleur a une dette plus grande envers la méthodologie qu'envers la mardonnade, et à ses allées les approximations lyriques du « socialisme non doctrinaire », « syndicalisme d'humanité chrétienne » et de pragmatisme libéral. Autant de vocabulaires qui reculent en eux-mêmes leur propre contradiction, et l'on considère qu'ils recouvrent, en fait, tout un discours clairement antiféministe dont la création anthropologique « pour conduire à un autre dogmatisme » condamne tout abandon à une plus complète identité encore.

Origine ou abandon, le résultat reste le même : ce refus de tout fondement « scientifique » autonome

La collaboration de classes légitime

Certes, la référence à l'appropriation collective des moyens de production et d'échange est parfois encadrée par les idées, en fait, selon les styles et les situations, le système capitaliste est présenté comme défectueux à petit, quand on est sûr, ou réformé progressivement, quand on est sûr, par un ensemble de mesures « efficaces » qui constituent pour les plus sages une sorte de décalage des « plus importantes fonctions qui constituent la propriété ». Quant aux slogans les plus courants de la tradition socialiste — abolition de la propriété privée et dictature du prolétariat, — on sont deux, trois, zéro Bad Godesberg (2) qui les placent un peu partout. Si un régime social-démocrate conserve un secteur nationalisé assez étendu (Autriche, Royaume-Uni), il le doit pour l'essentiel à l'impératif après-guerre, quand même ce « service public » ne se trouve pas largement privatisé, comme en Allemagne. Un beau jour, Karl Schiller parla d'« un élément essentiel de la législation économique », et d'un « test de la propriété privée qu'il s'agit ».

Dans ces conditions, la collaboration des classes est devenue légitime. Il n'est que plus frappant de découvrir alors qu'elle n'est jamais et bien symbolique que par une conception d'une capitalisation populaire alléguée mise en place par la démocratie chrétienne, ou par une série de « compromis » soutenus inaugurés en 1908 par un gouvernement « bourgeois ». On sait qu'au vu des observations l'édifice contractuel atteint, dans ce dernier cas, une sorte de classicisme — l'ampleur dans la simplicité, n'est-ce pas ? — avec le accord national L.O. (contrôle centralisé national) permis par la répression des « tribunaux du travail », de ce qui se traduit d'ailleurs pour la base ouvrière par une dépossession de toute initiative face aux puissances fédérales d'industrie, vient-elle, soit dit en passant, de tout chef d'entreprise.

Au bout de cette évolution, en face d'un patronat qui concède avec méthode ce que ses interlocuteurs se

permettent. Sur ces deux plans, le loi de la jungle établie se trouve incontestablement battue en l'échec par un régime déjà très sophistiqué de sécurité sociale, de défense du consommateur et de l'environnement, de création, de médiation et de laïcité.

Contestation interne et réconciliation sociale

Démocratie contractuelle, et socialisation des infrastructures, ce socialisme du 19^{ème} siècle apparaît ainsi moins soucieux de l'économie que du culturel, et il s'est pris à pousser l'initiative en ce dernier domaine. Il finit aussi par isoler à ce point des entreprises du substrat économique qu'il s'assigne alors des objectifs strictement individualistes, singulièrement dépourvus des principes néo-classiques, mais plus proches de ceux des deux communis, à Karl Marx et à Robert Owen. On comprend qu'il puisse être si facilement récupéré par les « parties bourgeoises » de tous pays, et lui-même tomber dans la double piège des pratiques politiques contemporaines : le modernisme, substitut d'une mutation révolutionnaire, et le technocratie, héritage des « réformateurs », socialistes de l'entre-deux-guerres, qui conduisent à ne plus faire du socialisme qu'une méthode parmi d'autres, et des plus molles, d'économie dirigée.

De moins ce libéralisme « radical », — au sens anglo-saxon — restait-il, par nécessité, à base syndicale. Et sans doute fut-il voir dans cette définition à double entrée, après l'effacement de son choix et de ses revendications passées, celle de ses contradictions actuelles.

Ce n'est pas que cette crise soit exempte de dimensions culturelles. On ne lance pas impunément un vocabulaire idéologique, et quand la « société de tolérance » semble évoluer en absence des processus évolutifs essentiels, le dialogue avec les infrastructures économiques s'en trouve plus que perturbé. Décapités plus tôt, les social-démocrates s'en redressent — elles pas avec d'autant plus de force les russes de l'industrialisation ? Que les universités accablées, par exemple, continuent toujours après quarante années une nette sous-représentation des milieux les plus diversifiés, et qu'au bout de ce processus d'industrialisation, on compte les systèmes éducatifs et libéraux de tous ces pays n'est peut-être qu'un autre indice de la discipline, la propédeutique à la gestion du travail par les travailleurs eux-mêmes ?

Ces arguments nourrissent les critiques des ailes gauches social-démocrates. Parfois chassées hors sites et chironiquement attribuées par la direction du départ — tentation que les ailes droites savent toujours fort peu, ou les comprennent, — elles ne sont que l'expression d'un mouvement d'ensemble, justifié souvent par leur interventionnisme par un mouvement syndical prêt à s'arrêter au canon contre tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à un idéologue, ou à un « entraineur ».

La gauche social-démocrate, qui a permis aux grands traits et bédouins privés de prospérer sans gêne, au basculement des chevaux de bataille révolutionnaires les plus à l'honneur au début du siècle, la coopération et le « socialisme municipal ».

Elle est les bouches émissaires dégelées de toute guerre froide. Puis le temps a passé. Après l'échec de diverses solutions gauchistes, ces minorités dynamiques se sont tues à l'assaut des vieilles organisations. Sur ce plan, le congrès travailliste de Blackpool répondait, que qu'il s'assigne alors des objectifs strictement individualistes, singulièrement dépourvus des principes néo-classiques, mais plus proches de ceux des deux communis, à Karl Marx et à Robert Owen. On comprend qu'il puisse être si facilement récupéré par les « parties bourgeoises » de tous pays, et lui-même tomber dans la double piège des pratiques politiques contemporaines : le modernisme, substitut d'une mutation révolutionnaire, et le technocratie, héritage des « réformateurs », socialistes de l'entre-deux-guerres, qui conduisent à ne plus faire du socialisme qu'une méthode parmi d'autres, et des plus molles, d'économie dirigée.

Mais le mouvement des années 70 finit dans ce qu'il a essor de cette contestation interne s'ajoute une rénaissance visible de la revendication sociale, l'une nourrissant l'autre bien entendu, à laquelle les syndicates peinent de moins en moins à rester insensibles, même au sommet. L'effort du patronat pour accroître la productivité met au jour, par-delà les fagades contractuelles, la fragilité d'une certaine idéologie salariale. Une large part, aux yeux des protestataires, au fait que le combat politique n'a pas été mené avec la même

vigilance sur tous les fronts, ce qui a permis aux grands traits et bédouins privés de prospérer sans gêne, au basculement des chevaux de bataille révolutionnaires les plus à l'honneur au début du siècle, la coopération et le « socialisme municipal ».

L'émergence de pratiques à prétention autogestionnaire

Troublée par la contestation culturelle, harcelée par la revendication sociale, la social-démocratie peut ainsi se voir reléguée à la force principale à ce que nous la recherche, c'est-à-dire à ce qu'elle a encadré le pouvoir : son auto-satisfaction, cette existence à l'abri d'une gestionnaire de la concession comme règle des règles. Sans doute ses principaux leaders ont-ils conscience de cette situation, mais ils ne peuvent que constater l'existence d'un mouvement d'ensemble, justifié souvent par leur interventionnisme par un mouvement syndical prêt à s'arrêter au canon contre tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à un idéologue, ou à un « entraineur ».

Les nouvelles solutions à ces problèmes sociaux-démocrates s'en trouvent ainsi peu à peu l'annonce ? Pendant qu'un peu partout de fortes impôts frappent à coups redoublés les grosses fortunes, la nécessité du contrôle de la gestion privée par l'Etat se exprime avec évidence. En Suède, la

nouvelle « non-alignement » pas la suite « qualitatif » qu'indiquent des représentants le passage au socialisme ?

L'hypothèse n'est pas trop avancée, quand on considère la faveur croissante — ou le défaveur croissante — avec laquelle, de part et d'autre, est envisagé aujourd'hui l'unité d'action avec les communistes. Pour des raisons évidentes, le S.P.D. reste en retrait ; mais en Finlande et en Islande la collaboration gouvernementale s'accroît et peut prendre, dans la Royal-Danish lui-même le dialogue s'est engagé. Le socialisme français, qui, à une tactique délibérément équivoque, a substitué une pratique rationnel unitaire et qui paraissait par là même à l'abri du mal de « son » internalisme, serait-il, pour la première fois depuis 1935, en avance sur son temps ?

PASCAL RY.

(2) 1968 : la social-démocratie allemande frôla le socialisme ; les marxistes, Votons cependant que, dans la même année, le socialisme, à l'initiative de son comité exécutif, a été élu à la présidence de la République.

la clé des sciences humaines

LE LANGAGE

Jakobson, Chomsky... La structurelle, la phonétique, la sémantique, la psychanalyse, la lexicologie, la linguistique mathématique, la rhétorique, etc.

En 10 grands articles de fond et 500 définitions précises et complètes. Un des meilleurs dictionnaires du C.E.P.L. sur la clé des sciences humaines : le langage.



BIEN D'AUTRE À ACHETER

BON D'EXAMEN GRATUIT

114, Chemin de la Vallée, 75006 Paris
« LE LANGAGE »
Demandez 10 jours l'essai sans la moindre obligation. Vous recevrez le livre et le bon d'examen. Si vous ne le souhaitez pas, nous vous le renverrons sans frais.

Prénoms : _____
Nom : _____
N° Rue : _____
Code Postal : _____
Ville : _____
Pays : _____

Encore quelques maisons à l'orée de la forêt de Marly à Saint-Nom-la-Bretèche.

Pré Saint Nom

Av. des Platanes
78600 Saint-Nom-la-Bretèche. Tél. 460.88.79

Bacaux (rue de la Chapelle - 4 étages)
2 chambres, salon avec cheminée en bois, salle à manger, cuisine équipée, salle de bains, salle de toilette, garage, 12 voitures.
47.000 F (hors taxes)
3 autres modèles à voir tous les jours de 10 à 20 heures (dimanches compris).

Kaufmann & Broad : la sécurité en plus

Elle marche mieux à l'ordinaire !

Le moteur de la Civic (1155 cc) a été conçu pour cela bien avant la crise de l'énergie. Et aussi pour moins polluer. Pour consommer peu (6 litres à 80 km/h de moyenne). Pour aller rapidement au garage (c'est une Civic 1600 cc). Et pour aller vite (0 à 100 en 12 secondes). Et pour aller vite (0 à 100 en 12 secondes). Et pour aller vite (0 à 100 en 12 secondes).

13 490 F pour la version boîte mécanique.
14 790 F pour la version transmission automatique.
HONDA CIVIC
20, rue Pierre Curie - 93170 BAGNOLET - Tél. 257.49.29

AFD.T. souhaite la bonne opération de...

VIANSSE

De entre

nyctal

سكنا من الالهي

D'IDENTITÉ

La clé des sciences humaines

LE LANGAGE

BON

reche mieux laire

POLITIQUE

AVANT LES ASSISES DU SOCIALISME

La C.F.D.T. souhaite l'aboutissement de cette opération de restructuration

NOUS DÉCLARE M. EDMOND MAIRE

« Au cours des assises du socialisme qui se dérouleront les 12 et 13 octobre, les représentants du P.S., du P.S.U. et de la C.F.D.T. — troisième composante de la gauche — se réuniront pour débattre de la restructuration de la C.F.D.T. »

« Que pensez-vous du « projet de société » élaboré par les participants aux assises nationales du socialisme ?
— Ce texte nous a fait bonne impression. Il énonce la vision du socialisme politique en des termes clairs, bien structurés, et en concordance avec les réflexions de la C.F.D.T. L'autoquestionnement n'y est pas seulement une perspective lointaine, mais elle tend à prendre une acuité nouvelle. Par exemple, en ce qui concerne l'action sur le type de développement, la C.F.D.T. insiste sur l'importance d'accorder à la culture et à l'éducation, dans le nouveau schéma d'action, la même importance qu'à la production. C'est vrai en termes d'objectifs. En termes de moyens, la manière dont est définie la propriété sociale des moyens de production est très proche de ce que la C.F.D.T. a appelé la « répartition sociale ».

Vingt-cinq ans d'efforts
« Il n'en reste pas moins qu'il s'agit, bien entendu, d'un texte de parti politique qui correspond à une logique de parti. C'est évident. Mais, dans certaines propositions, notamment la lutte contre l'action dans les institutions et l'action de masse, par ailleurs, les débats sont très riches. Ils ont permis de constater que la C.F.D.T. a-t-elle pas néanmoins dans l'impression d'être partie prenante dans le processus de la restructuration de la gauche socialiste ?
— Il n'y a jamais été question. Les réflexions menées à une certaine période, entre Michel Rocard, Pierre Mauroy et moi-même, pour tenter de définir une ligne commune à la gauche socialiste, ont été très riches. Elles ont permis de constater que la C.F.D.T. a-t-elle pas néanmoins dans l'impression d'être partie prenante dans le processus de la restructuration de la gauche socialiste ?

Le parti et le syndicat
« Justement, à propos de l'indépendance syndicale, votre attitude a suscité des réactions au sein de la C.F.D.T. Qu'en pensez-vous ?
— Pour l'essentiel, les critiques internes ont porté sur deux points. En premier lieu, le risque de confusion qui est venu du fait qu'un tiers des membres du bureau national ont été élus à l'appel pour participer au développement d'une grande force socialiste. Ils ont estimé que les circonstances rendaient possible et nécessaire la participation active de militants C.F.D.T. à la direction d'une perspective politique allant dans la même sens que leur combat syndical. Ils se sont donc engagés publiquement dans la préparation des assises. »

Le vrai scandale du vin
« C'est là, pour faire la C.F.D.T. d'aujourd'hui, il a fallu vingt-cinq ans d'efforts. Ce doit être la question, avec les assises, me semble-t-il, c'est de rassembler les meilleures conditions pour créer une force politique socialiste autonome susceptible d'accéder au pouvoir et liée aux luttes sociales. Il y faudra du temps, il y faudra un lien étroit entre l'action, la réflexion et les moyens d'organisation pendant une longue période.

Le vrai scandale du vin
« C'est là, pour faire la C.F.D.T. d'aujourd'hui, il a fallu vingt-cinq ans d'efforts. Ce doit être la question, avec les assises, me semble-t-il, c'est de rassembler les meilleures conditions pour créer une force politique socialiste autonome susceptible d'accéder au pouvoir et liée aux luttes sociales. Il y faudra du temps, il y faudra un lien étroit entre l'action, la réflexion et les moyens d'organisation pendant une longue période.

PIERRE VIANSSON-PONTE

Des jours entre les jours

«Une ressource d'indignation, une fraîcheur de couleurs qui font du bien.»

CLAUDE ROY
Le Monde

Stock

conduite de nuit **nyctalux** pour mieux voir

DU VENDREDI 4 OCT. AU SAMEDI 12 OCT. INCLUS

PRESENTATION mondiale de la FOURRURE aux Champs-Élysées

dans les salons de **L'HOTEL GEORGE V**

31, Avenue George V. Paris. 8^e

ENTRÉE LIBRE

Tous les jours, dimanche 6 oct. compris de 10 h. à 20 h. sans interruption.

PRESTIGIEUX DEFILE DE MANNEQUINS

présenté par les animateurs d'EUROPE N° 1 à 15 h 30

LA PLUS IMPORTANTE EXPOSITION-VENTE JAMAIS RÉALISÉE

PLUS DE 5000 MANTEAUX

collection présentée par les Fourrures du Nord, Passy-Lafayette, avec le concours des plus importants fabricants français, américains, canadiens, anglais, allemands, italiens, hollandais, suisses, belges, etc...

Toutes les fourrures précieuses, classiques, fantaisies, dans toutes les tailles.

REMISE EXCEPTIONNELLE 10%

PENDANT TOUTE LA DURÉE DE L'EXPOSITION, jusqu'au 12 octobre.

MANTEAUX

Vison pastel	6.845 F	5.980 F
Vison saphir	5.675 F	5.105 F
Vison pastel allongé	10.250 F	9.225 F
Vison dark allongé	17.250 F	15.525 F
Vison black glamma	22.500 F	20.250 F
Castor du Québec	9.750 F	8.775 F
Loutre de mer	6.850 F	6.165 F
Astrakan Swakara	8.255 F	5.825 F
Astrakan pleine peau	3.750 F	3.375 F
Murmel	2.850 F	2.565 F
Rat d'Amérique	3.850 F	3.465 F
Queue de Vison	4.850 F	4.365 F
Renard	3.850 F	3.465 F
Castor de couleur	15.750 F	14.175 F
Zibeline de Sibérie	98.000 F	88.200 F

CRÉDIT DIRECT

MÉTRO & PARKING GEORGE V

M. Bonnet: la France n'a rien à craindre d'un bilan de la politique agricole commune

L'opposition, elle, a comme prévu profité de ce débat pour instruire le procès de la politique gouvernementale et établir, elle aussi, une véritable radiographie de l'agriculture française. On notera cependant que les radiologues les plus soucieux ne se trouvaient pas seulement sur les bancs de l'opposition.

PATRICK FRANCES

M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Agriculture, répond que les négociations communautaires en matière de sucre à Luxembourg se poursuivent. Il déclare : « Il faut trois

1) Conformer l'accord du 1968 à la législation allemande ; 2) Conformer l'accord à l'Allemagne et obtenir que l'augmentation de 5 % des prix agricoles soit prise en compte ; 3) Que ce soit un accord bilatéral ; 4) Que ce soit chose faite ; 5) Que ce soit la première fois que les prix de produits agricoles communautaires sont augmentés en cours de

part, à la faiblesse des moyens de stockage et de transformation

M. RAOUÏ BATON (P.S.) se réjouit que l'accord de 1968 soit le premier accord qui ne soit pas le résultat d'une facilité qui pèse sur le vin par le jeu des impôts dans la fabrication de 1968, c'est-à-dire l'absence de la loi de 1968 sur T.V.A. et du droit de circulation.

M. LOIC BOUVARIER (rad.) déclare qu'il ne faut pas attendre la fin d'un calendrier précis pour 50 ans, mais qu'il faut attendre 50 ans d'un relèvement rapide du taux du remboursement.

M. GABRIEL DE POULTELOT (rad.) déclare qu'il faut

[illegible]

pose à cette sorte de remise en question, elle ne pourrait accepter que l'entreprise de stabilité soit laissée à l'initiative de la Commission. Or, « il s'agit en somme de faire une radiographie de la communauté », dit-il, « et c'est à la communauté que et à son seul, la commission, « La France », poursuit le ministre, « a le droit de faire la radiographie et d'élaborer les conclusions et les ainsi données de faire face de certaines contreparties. »

« Je ne suis pas un homme qui n'ait montré que le politique

[illegible]

e le principe stitutionnel

composition du Conseil constitutionnel était désormais posée. La commission a apporté au texte deux importantes modifications : elle a décidé, sur proposition du rapporteur, que le Conseil pourrait être saisi par un dixième des membres du Parlement, alors que le projet ne prévoyait la saisine que par un cinquième des députés ou des sénateurs ; elle a, sur proposition de M. Villa, supprimé, par la voie canonique, l'article 2 du décret prévoyant la possibilité d'auto-saisine du Conseil. M. Friche (P.S., Hérault) a notamment estimé que la facilité donnée au Conseil de se saisir lui-même deviendrait à lui seul un droit de veto sans limite sur le Parlement. Deux députés (D.P., Indre) ont exprimé la même opinion. MM. Jean Foyer et Charles Bigon, respectivement président et vice-président de la commission,

Cergy-Pontoise
5 ans après
10.000 lignes
téléphoniques équipées

1000

[illegible]

e le principe institutionnel

composition du Conseil constitutionnel était désormais posée.

La commission a apporté au texte deux importantes modifications : elle a décidé, sur proposition du rapporteur, que le Conseil pourrait être saisi par un dixième des membres du Parlement, alors que la loi actuelle prévoit la mainmise que par un cinquième des députés ou des sénateurs ; elle a, à sur proposition de M. Villa, supprimé, par la voie com- mune, l'article 10 de la loi de 1958 prévoyant la possibilité d'auto- sollicitation du Conseil. M. de Fréche (P.S., Herault) a notamment ar- gué que la faculté donnée au Conseil de saisir lui-même le di- videnduel à lui confier un droit de veto sur ses textes votés par le Parlement. Deux députés U.D.R. ont exprimé la même opposition : MM. Jean Foye et Claude Bi- gon, respectivement président et vice-président de la commission.

Cergy-Pontoise
5 ans après
10.000 lignes
téléphoniques équipées

POLITIQUE

LE FRONT COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE réunira son congrès constitutif en décembre

M. Alain Krivine, membre du bureau politique du Front communiste révolutionnaire (organisation trotskiste qui s'est succédé à la ligne communiste), a annoncé jeudi 3 octobre, au cours d'une conférence de presse, que le F.C.R. réunira en décembre prochain, à Paris, un congrès constitutif. Ce congrès devra notamment se prononcer, après un débat sur la situation politique générale, sur le type d'organisation à mettre sur pied et le lancement éventuel d'un quotidien du mouvement.

« A chaque rentrée politique, a déclaré M. Krivine, on entretient toujours les révolutionnaires. Mais la crise économique et sociale s'approfondit et ne peut être résolue par de simples réformes. »

Le Front communiste révolutionnaire a notamment retenu comme thème de revendications la retraite à cinquante-cinq ans, la réduction de la durée hebdomadaire de travail à trente-cinq heures, l'adoption d'une échelle mobile des salaires, la généralisation de la lutte contre le chômage et une augmentation uniforme des salaires mensuels de 400 F.

Un appel

Parallèlement aux changements politiques les plus significatifs des évolutions internes de la gauche, l'ancien candidat à la présidence de la République relève notamment le fait que le P.S. dépasse de plus en plus le cadre d'un parti communiste et d'implante dans les entreprises, tandis que, de son côté, le P.C.F. ne peut

plus servir d'intermédiaire entre les révolutionnaires et les partisans de l'union de la gauche.

Le Front communiste révolutionnaire compte donc faire appel à tous les militants du P.S.U. et de la C.F.D.T. qui refusent de voir dans le rôle-masque du parti socialiste une solution révolutionnaire à la crise. « Autant plus que le parti communiste, en adoptant une tactique de front national comportant notamment un appel en direction des gauchistes, abandonne la notion de parti d'union-gauche. »

A propos de l'agitation dans l'armée, M. Krivine a indiqué : « On nous accuse d'être les seuls responsables. Si seulement c'était vrai ! Mais sous communi-

SAVOIE : les électeurs attendent une confirmation des résultats du 29 septembre

De notre envoyée spéciale

Albertville. — « Neige de saint Michel ne reste pas dans le ciel », affirme un proverbe savoyard, qui signifie qu'à une chute trop précocement des premières neiges, succèdent toujours le beau temps. Certains électeurs de la deuxième circonscription de la Savoie n'attendent pas à transformer ce dicton météorologique en prévision politique : « M. Fontanet de la majorité ne reste pas déçu. » Les résultats du premier tour, qui s'est déroulé le jour de la saint Michel, au même temps que le neige tombait en altitude, justifient, certes, une telle attente. Pourtant, pas plus que M. Joseph Fontanet ne s'avoue tout à fait battu, M. Maurice Blanc, son adversaire

socialiste, ne se considère comme déjà élu.

Les deux candidats, restant en lice après l'élimination, pour s'avoir pas atteint au moins 10 % des suffrages exprimés, de MM. Denus (indépendant et réformateur). C'est en fait l'attente de M. Marcel Rochaix (P.C.I.) en faveur du candidat socialiste, loin de considérer que les deux étaient battus, ne sont engagés dans une lutte acharnée de son amant comme jusqu'à présent mais qui s'est durci, et plus, semble-t-il, de côté de M. Fontanet, qui a pris la décision de passer à l'offensive.

Il est vrai que pour M. Blanc, il s'agit moins de tenir un hypothétique déchaînement des électeurs de l'éducation nationale — comme il l'avait déjà fait avant le premier tour — que de conserver la totalité des voix obtenues par les candidats de la gauche au premier tour, et plus particulièrement celles de M. Rochaix.

Le candidat communiste, qui, pour la première fois depuis 1958, ne participe pas au second tour, a perdu 985 voix par rapport au score qu'il avait réalisé au premier tour des élections législatives de mars 1973, et cela malgré les suffrages qui n'ont pas manqué — même s'ils sont officiellement chiffrés — de lui apporter des nouveaux jeunes électeurs. Les responsables du P.C.I. soulignent qu'une partie de leur électorat traditionnel a été sensible à l'argument de leurs alliés socialistes : M. Blanc est le seul capable de battre M. Fontanet. Ils constatent également que, là où leur implantation était la moins forte, le glissement de leurs voix vers le candidat socialiste a été plus important.

M. Rochaix

accompagne M. Blanc

Cette situation pourrait rendre réticents quelques électeurs communistes qui se sont battus avec M. Rochaix pendant plus de dix-huit ans, contre M. Fontanet, dont la défaite possible ne leur profiterait pas directement. Se refusant à un comportement dicté par l'émotion, les militants communistes ont décidé de « jouer loyalement le jeu de l'union de la gauche », et M. Rochaix accompagne M. Blanc dans toutes les réunions politiques que tient ce dernier — comme d'ailleurs M. Blanc l'avait fait au profit de M. Rochaix en mars 1973.

Candidat d'union de la gauche, M. Blanc doit également préserver son score du premier tour. Il n'ignore pas que sa candidature a attiré les voix des « mécontents » et qu'en plus qu'un soutien au parti socialiste, les électeurs ont manifesté leur opposition au candidat de la majorité.

M. Fontanet se trouve dans une situation pour le moins paradoxale. Il lui faut, pour gagner, rassembler les voix des réformateurs qui avaient voté pour lui au second tour en mars 1973 et qui se sont prononcés en faveur de M. Blanc le 29 septembre. Cette opération est d'autant plus difficile que l'incertitude de M. Fontanet ne correspond pas, pour cette catégorie d'électeurs, à celle de l'actuelle majorité présidentielle. M. Fontanet apparaît alors victime d'un second tour de cette délicate majorité : « Il s'agit d'un vote hostile à l'actuelle majorité politique gouvernementale, politique avec laquelle je ne suis pas d'accord en matière économique et sociale », dit-il.

Le revirement d'une partie de l'électorat de M. Blanc, ne se fait, ne saurait pas de toute façon à la suite d'un. D'où les efforts que M. Fontanet déploie en direction des 20 172 abstentionnistes du premier tour. Beaucoup de suffrages lui ont manqué dans les stations touristiques où les hôteliers, les commerçants, les propriétaires de résidences secondaires n'ont pas fait l'effort de venir aux urnes ou d'interrompre leurs vacances pour s'y rendre. Il paraît donc que tous se décident à accomplir leur devoir de citoyens au second tour.

M. Fontanet, en provoquant cette élection difficile, n'aurait pas pris un risque inutile ? Il ne le pense pas, au contraire. « Je crois que cela aurait été pire d'avoir quelques mois », affirme-t-il. Ce qu'il ne dit pas, mais ses adversaires l'ont exploité, c'est que le fait de voter plus tôt devient un handicap, car il diminue la confiance que des électeurs mettent dans l'efficacité d'une action quand elle s'accroît à un niveau gouvernemental. Certains de ses amis en arrivent même à regretter l'existence d'une autre candidature, comme par exemple des républicains

indépendants, qui aurait pu, au premier tour, capter les voix modérées, ce qui n'a pas fait la candidature de M. Denus, qui se présentait avec l'étiquette d'indépendant et réformateur, mais sans avoir reçu l'investiture de l'un ou de l'autre de ces deux partis. En outre, M. Denus a signalé à ses électeurs que « son idéal de progrès social, de justice et d'indépendance nationale lui paraissait incompatible avec les positions prises jusqu'ici par M. Fontanet ».

Se définissant comme gauchiste, M. Denus s'interroge : pourquoi les amis politiques de M. Fontanet, les réformateurs et les républicains indépendants notamment, ne viennent-ils pas, eux aussi, en Tarentaise défendre leur candidat ? Pourtant, M. Fontanet, qui reprochait avant le premier tour à ses adversaires de la gauche de faire venir des économistes externes — MM. Fabre, Marchais et Mitterrand, notamment, ont tenu des meetings — a invité qu'un-que-uns de ses amis : MM. Stal (C.D.P.), ancien ministre des départements et territoires d'outre-mer, Barrot (C.D.P.), secrétaire d'Etat au logement, et Ponsard (R.O.R.), secrétaire d'Etat au budget. M. Blanc rosnay, pour sa part, le soutien de M. Gaston Deleury, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale : « Je préfère les économistes aux wagons de queue », ajoute-t-il.

Les propos se font plus acides et les initiatives se multiplient. Ainsi, pour avoir relancé le choc-blanc qui proposait M. Fontanet, M. Blanc se voit accusé de dérobade. Pourtant, un face-à-face à ce lieu, presque immédiatement dans le sous-sol du foyer des jeunes travailleurs d'Albertville, l'initiative de l'Union féminine civique et sociale de cette ville. Devant une quarantaine de femmes, les deux candidats se sont écartés le matin, ont répondu aux questions sur l'événement, la formation professionnelle des femmes ; ils ont beaucoup écouté, mais ont évité le débat. A la fin de cette réunion, son organisatrice a déclaré : « L'un de vous, messieurs, sera élu dimanche soir le député de la Tarentaise. Nous l'inviterons dans un an pour qu'il nous fasse un compte rendu de son mandat. » Sur le visage des deux adversaires, un même sourire s'est dessiné.

ANNE CHAUSSEBOURG.



145-147 bd Davout,
75020 Paris

DES APPARTEMENTS DE GRAND CONFORT ET TOUS LES EQUIPEMENTS COLLECTIFS

A la Résidence Saint-Blaise, tout en haut de la ville, vous avez le grand confort chez vous et Paris à vos pieds.

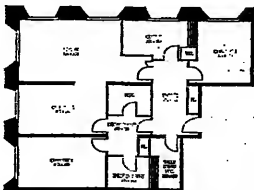
Moquette dans la salle de séjour et les chambres. Carrelage grès cérame dans les pièces d'eau. Cuisine en tout électrique. Parking et cave avec chaque appartement.

Une aire de promenade vous isole de la circulation et du bruit.

CRÈCHE ET COMMERCE A DOMICILE

Les équipements intégrés sont nombreux. Sans sortir de la résidence, vous trouvez la crèche (coursant 75), un restaurant, une bibliothèque et des magasins. Un espace de jeux est aménagé pour les enfants.

Du studio au 4 pièces, tous les appartements sont habitables immédiatement. Prix moyen d'un 4 pièces : 291.300 F, prix ferme et définitif.



VISITE DE L'APPELÉMENT-TEMOIN, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :

Sur place : 145/147 bd Davout, 75020 Paris, tous les jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h ; samedi, dimanche et jours fériés, de 11 h à 19 h.

A la boutique Océ, 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tel. 387.33.28 et 522.67.10.



57-59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure

NOM _____ ADRESSE _____

Donner à voir et réserver à Océ 57-59 bd Malesherbes Paris Cedex 08

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES, NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER.



Un hiver tout en vert
Pourquoi les grands
hommes ne seraient-ils
pas eux aussi à la mode ?

Les chemises du 37 au 46
dans une gamme
de super-lustrés
de manches et de boutons.
Les vestes du 42 au 60
fort doud avec elles.
Les pantalons du 38 au 82
ont des jambes,
qui n'en finissent pas.



70 AVENUE DES TERRES
PARIS 17 TEL. 380.25.13
PARIS 17



Longjumeau
LE VAL D'OR
39 maisons
dans une clairière

Construction
traditionnelle

Bati-Service
Tél. 744.87.79.

LE VAL D'OR
39 maisons
dans une clairière

Visite sur place
rue de Ballainvilliers
91. LONGJUMEAU
le s. de 13h à 19h
sam. et dim. de 10h30
à 12h30 et de 14h à 19h.

Bati-Service
Tél. 744.87.79.

DÉFENSE

LE REMPLACEMENT DES AVIONS DE COMBAT EN EUROPE

Le dossier du concurrent suédois des appareils français et américains à l'étude

Les ministres de la défense de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège et du Danemark doivent se réunir lundi 7 octobre à Bruxelles pour examiner les problèmes politiques, financiers et industriels liés à l'achat éventuel de nouveaux avions de combat pour remplacer les F-104 Starfighter et les F-4 Phantom de leurs armées de l'air respectives. Après une visite d'information, en septembre, en France et aux États-Unis, les quatre ministres étaient le mercredi 2 et le jeudi 3 octobre en Suède, puisque l'avion suédois Viggen est en compétition avec les modèles français et américains.

La ministre suédoise de la défense a annoncé que l'armée

de l'air suédoise venait de passer aux usines Saab une commande de trente Viggen, dans sa version d'interception, celle qui soulevait les quatre ministres européens en visite à Stockholm. La défense suédoise a précédemment commandé cent quatre-vingt Viggen, dont cinquante ont déjà été livrés dans d'autres versions de cet appareil.

Après le ministre danois de la défense (le Monde daté 22-23 septembre), le ministre belge de la défense, M. Vanden Boeynants, a récemment répondu aux récents propos de M. Jacques Chirac, à Paris, selon lesquels la décision des quatre pays est « un acte de la volonté politique de l'union de

l'Europe ». « C'est la grave », a dit le ministre belge, que des hommes politiques puissent faire des déclarations outrancières qui dépassent leurs pensées. « M. Vanden Boeynants a été plus intolérable encore que les États-Unis puisqu'il laisse dépendre leur concours à la défense de l'Europe d'un tel marché.

Affirmant qu'elle avait une solution totalement européenne qui mettrait d'accord les quatre clients, la société britannique British Aircraft Corporation (BAC) a proposé, de son côté, une combinaison de deux avions distincts : le Mirage F1 et le bi-réacteur Jaguar produit en coopération franco-britannique.

Propositions « tous azimuts » de vente de l'avion Jaguar par les Britanniques

Ce n'est pas seulement aux quatre pays européens désireux de remplacer leurs avions F-104 Starfighter que la société britannique British Aircraft Corporation (BAC) propose le bi-réacteur d'appui tactique Jaguar, mais à de nombreux autres clients étrangers à l'occasion d'une importante campagne de promotion commerciale et tous continents. Cette campagne a récemment été suivie d'effet puisque deux États — sur l'identité desquels le fournisseur ne veut donner aucune indication — viennent de commander des Jaguar.

Selon certaines informations de bonne source, il s'agit de l'Émirat du Koweït et du Sultanat d'Oman, dans le golfe Persique qui ont chacun acquis une douzaine d'exemplaires pour un montant de l'ordre de 150 millions de francs. D'autre part, les industriels britanniques ont proposé le Jaguar à l'Arabie Saoudite et au Koweït, en concurrence avec des offres américaines et l'achat par ce pays de dix-sept intercepteurs Mirage F-1.

Enfin, ils ont proposé à l'armée de l'air turque d'acquiescer des Jaguar au prix de 19 millions de francs l'unité.

De surcroît, il n'existe pas une entente parallèle entre les constructeurs franco-britanniques de l'avion, la BAC et le groupe privé Dassault-Breguet, sur les marchés extérieurs potentiels.

À la conclusion d'un accord de vente, le groupe français s'oblige à vendre, le groupe britannique à acheter, 40 % environ de la commande — le montant de sa participation industrielle à l'exportation — et le préfixe de toute évidence tenter de placer à l'étranger des versions du Jaguar, à plusieurs reprises, les dirigeants de la BAC se sont plaints de l'attitude de leur partenaire, qui propose de vendre contre le Jaguar un avion exclusivement français. Ce n'est que lorsque les Américains ont obtenu des chances d'obtenir la commande que, sur certains marchés, le groupe privé Dassault-Breguet s'efforce pour promouvoir à son tour le Jaguar.

Les garanties proposées par la France et les États-Unis

Avant la visite en Suède des quatre ministres de la défense de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège et du Danemark, les constructeurs américains ont, pour leur part, précisé les garanties qu'ils offrent à leurs clients européens s'ils choisissent l'un ou l'autre des modèles en compétition : le Mirage F1 du groupe Dassault-Breguet, le F-16 de General Dynamics et le bi-réacteur F-15 de Northrop, pour remplacer les F-104 Starfighter.

Ces garanties offertes par les constructeurs américains sont de nature à rassurer les clients européens. Elles consistent à garantir, pour une période de dix ans, la disponibilité de pièces de rechange et de pièces détachées, ainsi que la possibilité de transférer une partie de la charge de travail à leurs clients. Les constructeurs américains proposent d'assurer des services de maintenance et de réparation, ainsi que la possibilité de transférer une partie de la charge de travail à leurs clients. Les constructeurs américains proposent d'assurer des services de maintenance et de réparation, ainsi que la possibilité de transférer une partie de la charge de travail à leurs clients.

Au moins 90 % sont assurés dans les domaines aéronautiques (cellules, équipements et moteurs) et le complément à 70 %, est assuré, d'autre part, par la Belgique et les Pays-Bas, représentés par une charge de trente millions d'autres produits dans chacun des deux pays, soit trois mille emplois assurés pendant dix années.

Pour le Danemark et la Norvège, les possibilités d'une coopération avec la France seraient, en outre, dans les domaines agricoles, des équipements et de l'économie.

En dépit de la surenchère qui oppose actuellement les constructeurs américains et français, il se révèle que des propositions sont relativement comparables, dans le genre de marché. La preuve en est que six ans après avoir acheté cent six Mirage-F1, la Belgique a repoussé, à ce jour, des industriels français, les commandes se montant à 55 % de la charge totale de travail et de l'achat de dix ans, cette compensation industrielle et financière devrait atteindre 70 % de la valeur du contrat conclu à l'époque.

JACQUES ENARD.

à la place clichy
93 rue d'Amsterdam, Paris



tout l'Afghanistan parmi une prestigieuse collection de tapis artisanaux d'orient et d'occident

Voilà ce que vous offre la place clichy après avoir parcouru onze pays pour y sélectionner, en spécialiste, le beau et l'authentique.

L'orgueil de cette délicate mission est une série de tapis afghans dont la personnalité est intacte, brute, rayonnante d'originalité et de fraîcheur.

Chacune des pièces exposées, par son origine artisanale, est une œuvre d'art véritable.

Issue de pays encore représentatifs d'une production de qualité :
Cachemire, Chine, Espagne, Iran, Maroc, Népal, Pakistan, Portugal, Roumanie, Turquie... et Afghanistan.

Venez les découvrir en toute liberté pour le plaisir. Et si l'une d'elles vous séduit vous constaterez qu'elles sont d'un prix raisonnable pour un placement avantageux.

exposition-vente exceptionnelle
du 1^{er} au 31 octobre

à la place clichy, le magasin de Paris

Océanographie

AU COURS DE SES FORAGES SOUS-MARINS

Le « Glomar Challenger » a découvert des gisements d'hydrocarbures à plus de 4 000 mètres de profondeur

Amsterdam. — Arrivé à Amsterdam le 4 octobre, en provenance de Dublin, via l'océan Atlantique, le Glomar Challenger a été accueilli par le D.D.P. (Deep Drilling Project) de l'océanographie de l'Université de l'État de New York. Le navire a été accueilli par le D.D.P. (Deep Drilling Project) de l'océanographie de l'Université de l'État de New York.

De notre envoyé spécial

Un navire de recherche océanographique de l'océanographie de l'Université de l'État de New York. Le navire a été accueilli par le D.D.P. (Deep Drilling Project) de l'océanographie de l'Université de l'État de New York.

514 TROUS
EN SIX ANS !

De 1966 à 1972, le « Glomar Challenger » a effectué 514 trous de forage sous-marins à une profondeur moyenne de 4 000 mètres. Le navire a été accueilli par le D.D.P. (Deep Drilling Project) de l'océanographie de l'Université de l'État de New York.

d'eau, prouvant ainsi pour la première fois que des hydrocarbures sont présents sous les fonds marins à une profondeur de 4 000 mètres. Le navire a été accueilli par le D.D.P. (Deep Drilling Project) de l'océanographie de l'Université de l'État de New York.

YVONNE KERYOL.

Longjumeau
LE VAL D'OR
39 maisons
dans une clairière

A 18 km
de Paris
par l'autoroute.

Bati-Service
Tél. 744.87.79.

سكان الامل

صحنه من الدراما

SOCIÉTÉ

Les producteurs de « Lettres ouvertes » répondent à Mme Giroud

Le principe de l'émission est de traiter des cas particuliers

Il n'est pas habituel de voir les débats télévisés se terminer par un coup d'éclat comme celui de Mme Françoise Giroud à « Lettres ouvertes » mercredi sur la première chaîne. Il faut remonter aux « Armes égales » du 15 décembre 1972. M. Maurice Clavel, invité au petit écran, avec M. Jean Royer, ancien ministre, maire de Tours, avait quitté le studio peu de temps après le début de l'émission, le film qu'il présentait ayant été tronqué. Il s'agissait alors d'une attitude politique.

M. Michel Bassi, un des producteurs, avait tenté de qualifier la réaction de Mme Françoise Giroud de « suprématisme féministe ». « Mais, dit-il, elle devait être jugée. Le mot même était en conseil des ministres. Pour la première fois de sa vie, elle s'est trouvée face à face devant des millions de téléspectateurs, ceux des femmes qui parlent concrètement de leur condition de femme, leur langage était celui de la vie car pour elles la condition féminine n'est pas une entité philosophique. C'est peut-être ce qui a dérangé Mme Giroud. »

LES RÉACTIONS

● LA C.G.T. : « Ce qui est sorti du conseil des ministres sur la condition féminine, compte tenu de la publicité dont il a fait l'objet, est vraiment, quel qu'en soit le contenu, une véritable victoire », déclare la C.G.T. « Mais, ajoute-t-elle, il ne faut pas se laisser aller à une analyse de la situation de la femme en France, et qui ne puisse pas modifier en profondeur la condition féminine. Parmi les « minorités » féministes, très peu concernent la condition des femmes qui travaillent. »

● FORCE OUVRIÈRE : « Dans la mesure où les dispositions monétaires pour Mme Giroud ont été appliquées et/ou, rapide et non restrictive, on peut se féliciter. Force ouvrière, qui est une organisation réelle et non théorique, soutient les revendications des femmes actives, salariées ou non ; de celles qui ne sont pas en mesure de s'exprimer ; de celles qui souhaitent le meilleur. La Confédération F.O. réserve son jugement jusqu'à ce qu'elle soit en mesure d'apprécier les résultats. »

POURQUOI PAS UN SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT A LA CONDITION FÉMININE ? demande Mme Louise Weiss

Invitée, le mercredi 3 octobre, au déjeuner de la presse anglo-américaine, Mme Louise Weiss, journaliste et féministe, âgée de quatre-vingt-un ans et à la fois actrice de la vie intellectuelle française, a critiqué l'absence du secrétariat d'État à la condition féminine : « Ne serait-ce que par son titre, un tel ministère renforcerait une mentalité que nous ne voyons pas combattre, celle de ségrégation sociale entre les hommes et les femmes constituant une même collectivité. Le terme de « condition féminine » évoque les vices archaïques qui hantent encore l'Académie... Un ministère de la condition féminine, ministère du président de la République, appelle la création d'un ministère de la condition masculine, ainsi que la création d'un sous-secrétariat d'État à la condition enfantine, pour celle d'un sous-secrétariat d'État à la condition canine ! »

Longjumeau LE VAL D'OR
39 maisons dans une clairière

A partir de 220.000 F.

Bati-Service
Tél. 744.87.79.

selon Alain Duhamel, également producteur de l'émission. Mme Françoise Giroud ne pouvait pas être dérangée par les questions posées. « Les lettres que nous avons reçues sont les mêmes que celles que nous recevons tous les jours. Nous avons fait que déstabiliser les courriers pendant quelques temps. Mme Giroud, présente les témoignages de l'émission comme des cas particuliers. Mais, continue-t-il, si l'on ne peut pas déstabiliser les courriers, on ne peut pas déstabiliser les courriers. »

« Françoise Giroud conteste le principe de l'émission ; or nous y tenons », explique Alain Duhamel. « Lettres ouvertes » doit continuer. Son but est de porter différemment des problèmes politiques, économiques. Les téléspectateurs doivent pouvoir venir s'exprimer. »

« Nous sommes en contact, pas par que l'émission ne soit un tremplin pour Mme Giroud, dit Michel Bassi. Parfois de ces périodes, elle pouvait porter de ce qu'elle considérait pour améliorer la condition des femmes. »

Les producteurs reconnaissent les défauts de « Lettres ouvertes ». Trop de questions. Trop d'invités.

sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus nombreuse à la soutenir. »

● LA LIGUE DU DROIT DES FEMMES déclare que les différents cas évoqués au cours de l'émission ne sont pas des problèmes. Ils n'ont pas débouché sur une analyse de l'oppression des femmes. Elle constate, d'autre part, que restreindre l'objet de la loi, c'est ne pas vouloir encore que faire lutter systématiquement contre les discriminations sexuelles.

● FEMMES AVANT, mouvement de femmes gaullistes, estime que les propositions faites par Mme Françoise Giroud ont été traitées dans l'ensemble de problèmes réels ou relatifs de la société. Il n'en reste pas moins vrai que le président de la République a eu conscience de l'importance de la participation de la société et que ce n'est pas en trois mots que le secrétaire d'État à la condition féminine peut véritablement améliorer le sort des Françaises.

● LES PÉTROLEUSES, tendance du M.L.F., dénoncent dans un communiqué l'insouciance de Françoise Giroud à faire voter en séance la loi sur le statut de la secrétaire d'État à la condition féminine. Elles ont souligné que ce statut n'est que celui de la secrétaire d'État à la condition féminine, et non celui de la secrétaire d'État à la condition féminine.

Elles ont déclaré : « Mme Giroud a pris prétexte de la circonstance de presse de Georges Marchais au cours de laquelle celui-ci a déclaré : « Mme Giroud est la condition féminine de l'Algérie » pour justifier un refus qui nous a été dérobé. »

● Deux objecteurs de conscience, MM. Thierry Montagny, vingt-deux ans, et Michel Buchet, vingt-trois ans, qui observent une grève de la faim depuis le 21 septembre dernier, ont été transférés, jeudi 3 octobre, de la maison d'arrêt de Rennes, où ils étaient détenus, à la prison militaire Ambroise-Paré. Les deux jeunes gens sont dans un état de grande fièvre. Ils ont entériné cette action pour protester, notamment, contre le fait de relever de la justice militaire, contre les modalités du « statut » de l'objection de conscience et pour réclamer le droit à la liberté de pensée. Les parents de M. Thierry Montagny attirent d'autre part l'attention sur les conditions « déplorables » dans lesquelles se trouvent les vives autorisées.

● Une quinzaine d'hommes, anciens de l'armée, tous membres de l'Union chrétienne de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie, se sont réunis à un hôtel de Paris (Paris) et menaient de ce fait une action de protestation contre les difficultés d'un des leurs, M. Joseph Deguara, en vue de sa libération, de biens pour une dette de 80 000 F. Simultanément, ils ont demandé en 1968 et en 1973, M. Deguara de mandater à bénéficier de la loi de juillet 1970 « permettant en fait d'accorder aux rapatriés des décrets de réintégration ». Ce tribunal de Draguignan a rendu son arrêt, jeudi 3 octobre, pour 21 000 F. Le terrain de M. Deguara, qui avait été estimé à 250 000 F.

Il n'aurait pas prévu autant d'enthousiasme de la part des invités. Ils n'avaient pas prévu non plus qu'ils ne posaient pas forcément les mêmes questions que dans leurs lettres.

M. Georges Sneyr viendra le mois prochain à « Lettres ouvertes » ; il a confirmé son refus, mais les producteurs craignent de ne plus pouvoir recevoir des membres du gouvernement.

C. C.

● Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine, prononcera, le 7 octobre à Bruxelles, un discours devant le comité économique et social de la CEE, au nom du conseil des ministres. La présidence de la Commission des Communautés européennes par la France, c'est Mme Giroud qui ouvrira la séance consacrée au dialogue et l'exercice quadripartite du comité.

(Publié)

EXPOSITION d'objets d'art de Chine ivoire sculpté et pierres dures

4, 5, 6 OCTOBRE 1974

HOTEL MÉRIDIEN

81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17^e (Porte Maillot)

GRAND HALL

de 10 heures à 22 heures

Expertises d'ivoires et pierres dures gratuites

Longjumeau LE VAL D'OR

39 maisons dans une clairière

De vraies maisons individuelles.

Bati-Service
Tél. 744.87.79.

ÉCOLE FRANÇAISE DES ECHECS

Cours pour enfants et adultes tous niveaux. Méthode nationale. Ramassements : M. Penot, 205-60, les mercredi et samedi, de 14 à 17 heures.

LE COUT DES VACANCES AUGMENTE LES REVENUS DIMINUENT...

Comment garantir vos vacances contre la hausse des prix ?

Chaque année, le coût de vos vacances se fait plus onéreux. Vous êtes obligé, soit de passer des vacances moins agréables, soit de les réduire, voire même de les supprimer. Vous avez pensé à tout, et n'avez pas encore pu trouver la solution qui vous permettrait de faire face à la hausse croissante du prix de vos prochaines vacances. Alors pourquoi ne pas acheter le studio de vos vacances pour la période que vous choisissez ? C'est le principe de la copropriété par périodes. Moyennant un versement unique vous devenez propriétaire d'un studio entièrement équipé pour la période choisie. Il s'agit d'une vraie propriété que vous pouvez revendre quand vous le désirez, prêter ou louer. Vos héritiers en bénéficieront.

Les immeubles CLUBHOTEL sont situés dans les meilleures stations françaises :

COURCHEVEL 1850, COURCHEVEL 1550, TIGNES, LA CLUSAZ, LES DEUX-ALPES, MERIBEL-MOTTARET, VAL-THORENS, GANNES-MARINA, SAINT-TROPEZ. A ces immeubles s'ajoute maintenant COURCHEVEL 1650 MORIOND, quatrième réalisation CLUBHOTEL.

Les studios sont constitués d'un coin séjour avec terrasse pour les baignes de soleil, d'une partie chambre de parents, d'un coin chambre d'enfants

separé, d'une kitchenette entièrement équipée et d'une salle de bains. L'ensemble est parfaitement adapté aux besoins d'un couple et de deux enfants.

Chaque année, lorsque vous arrivez, draps, couvertures, nappes, serviettes, vaisselle, tout a été nettoyé ou remplacé.

Un couple de régisseurs, avec son personnel d'entretien, logés sur place vous accueillent.

La gestion, CLUBHOTEL s'en occupe. L'ensemble des charges (eau, électricité, chauffage, gérance, services, assurances, impôts, etc.) ne revient qu'à 150 F par semaine pour 4 personnes.

DES PRIX NOUS EN PARLONS VOLONTIERS

Voulez-vous ce que coûte de devenir propriétaire de votre période dans un CLUBHOTEL :

COURCHEVEL 1650 - MORIOND	1 semaine à vie en janvier	9.000 F
TIGNES	1 semaine à vie en février	9.600 F
MERIBEL-MOTTARET	1 semaine à vie en janvier	6.890 F
LA CLUSAZ	1 semaine à vie en janvier	6.750 F
CANNES	1 mois à vie en octobre	8.100 F
SAINT-TROPEZ	1 mois à vie en mai	17.650 F

Prix fermes et définitifs.

LES GARANTIES P. 15.000 copropriétaires, ses meilleurs clients !

Questionnez vos amis ! Il y en a sûrement qui ont adopté CLUBHOTEL, la formule de vacances sur mesure.

Pour de plus amples informations, venez nous voir dans nos bureaux de

Paris, 26, rue de la Pâpinière (8^e), tél. : 387-69-15, ou sur place, visitez nos studios témoins. Nos bêtises vous attendent.

De toute manière, adressez-nous le bon ci-dessous pour recevoir sans engagement une documentation complète CLUBHOTEL.

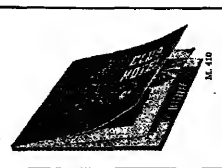
A découper et à adresser à CLUBHOTEL
26, rue de la Pâpinière. — PARIS (8^e)
Tél. : 387-69-15

Je désire recevoir sans engagement une documentation CLUBHOTEL.

Nom :

Adresse :

Téléphone :



aux Galeries Lafayette

3, 4 et 5 octobre

3J

**3 jours pas comme les autres,
des achats exclusifs, des prix 3J dans tous les rayons!**

		baisse			baisse
Manteau daim ou cuir, intérieur fourrure, col renard ou loup	2800	1950 f	30 %	Pantalon enfant, velours côtelé Absorba, le 8 ans	105 68 f 34 %
Pantalon de femme gabardine, 5 coloris	135	60 f	55 %	Drap pastel, 1 personne	55 35 f 36 %
Costume droit pour homme, 2 boutons	575	395 f	31 %	Téléviseur noir et blanc Continental Edison	1325 950 f 28 %
Chaussures homme tout cuir, avec boucle	220	130 f	40 %	Rocking-chair, noyer ou blanc	220 160 f 28 %
				Cuisinière Arthur-Martin, 5 feux, tout gaz	1305 995 f 24 %
				Perceuse Black et Decker	321 241 f 25 %

et 20 % d'escompte sur toute la librairie, sur tous les bijoux en or, sur tous les tapis d'Orient, tapis en fourrure et copies d'Orient, sur les marques d'éclairage, de canapés et de meubles.

Exemple : Petit Larousse 1975, 46,10 f au lieu de 57,60 f.

prix barrés précédemment pratiqués dans nos rayons • offre valable jusqu'à épuisement des stocks

galeries lafayette
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

صحن من الاصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES PRÉPARENT LEURS BUDGETS

Alsace

Les conseillers refusent de payer pour l'État

Strasbourg. — Le conseil régional doit-il se substituer à l'État pour scier la mise en place de certaines réalisations dont la

région a grandement besoin ? Telle était la question de l'ordre du jour, dominée une bonne partie des débats lors de la dernière réunion à Strasbourg de l'assemblée régionale d'Alsace. Elle se pose à propos de la construction d'axes routiers comme l'autoroute Leuvenbourg-Saône, la voie express de la vallée de la Bruche et la nouvelle transversale prévue entre Guebwiller et la Rhin dans le sud de l'Alsace.

On propose que la région accorde une avance de fonds, l'État s'engageant, pour sa part, à entreprendre, dans un délai

Centre

La crise peut menacer les finances

Tours. — « L'expansion dans la région »... Cette ambition, que le conseil régional du Centre a voulu se fixer pour règle est-elle la mesure des moyens financiers dont dispose la région : est-elle encore adaptée au moment où la crise économique ramène en cause la production de certaines recettes issues de ressources soumises étroitement à la conjoncture ? C'est une très grande erreur politique pour le pouvoir de mettre en

place des institutions qui font le recensement des besoins, des urgences et de ne pas leur donner les moyens d'y faire face », devait souligner pour sa part M. Pierre Sudreau (maire de Blois, député d'Union centriste du Loiret-Cher, vice-président du conseil régional), après avoir

appelé que le V^e Plan ne serait sans doute dans le Centre qu'un « demi-plan », car, en retenant l'hypothèse démographique la plus basse, la région ne pourra « couvrir » que 50 % environ de ses besoins.

C'est néanmoins à la somme de 49,5 millions obtenus en recourant au taux maximum autorisé de l'impôt régional par habitant que le conseil a été autorisé pour l'année prochaine, non sans que sept conseillers, dont le député de l'Indre-et-Loire, André Velsin (rapporteur U.D.R.), se prononcent contre la nécessité de renoncer en conséquence la fiscalité directe, qui passera de 0,5 % à 0,4 %.

M. Michel Trechu, adjoint au maire de Tours, a demandé que l'on étudie la possibilité pour l'établissement régional de venir en aide aux entreprises en difficulté ; M. Jean Royer, ancien ministre, suggère un certain nombre de mesures destinées à venir en aide aux P.M.E.

De son côté, le préfet de région a insisté sur le caractère d'investissement que pouvait offrir ce budget grâce de 17,5 millions de travaux. « C'est un moyen pour la

place des institutions qui font le recensement des besoins, des urgences et de ne pas leur donner les moyens d'y faire face », devait souligner pour sa part M. Pierre Sudreau (maire de Blois, député d'Union centriste du Loiret-Cher, vice-président du conseil régional), après avoir appelé que le V^e Plan ne serait sans doute dans le Centre qu'un « demi-plan », car, en retenant l'hypothèse démographique la plus basse, la région ne pourra « couvrir » que 50 % environ de ses besoins.

C'est néanmoins à la somme de 49,5 millions obtenus en recourant au taux maximum autorisé de l'impôt régional par habitant que le conseil a été autorisé pour l'année prochaine, non sans que sept conseillers, dont le député de l'Indre-et-Loire, André Velsin (rapporteur U.D.R.), se prononcent contre la nécessité de renoncer en conséquence la fiscalité directe, qui passera de 0,5 % à 0,4 %.

M. Michel Trechu, adjoint au maire de Tours, a demandé que l'on étudie la possibilité pour l'établissement régional de venir en aide aux entreprises en difficulté ; M. Jean Royer, ancien ministre, suggère un certain nombre de mesures destinées à venir en aide aux P.M.E.

De son côté, le préfet de région a insisté sur le caractère d'investissement que pouvait offrir ce budget grâce de 17,5 millions de travaux. « C'est un moyen pour la

Quality First!
les demeures anglaises de Cheverchemont à Triel-s/Seine
(12 km de St-Germain-en-Laye - 78)



modèle "Lancaster" - 5 pièces - 340.000 F

Le site : Sur les hauteurs des coteaux de Triel et la vallée de la Seine.

Le domaine : En lisière de forêt, un grand parc exposé plein sud et planté de cèdres, hêtres, charmes centenaires. Country-club privé avec piscine chauffée, tennis et club-house.

Les demeures : Entourées de pelouses privatives, 5 modèles de 5 à 8 pièces. Construction traditionnelle de très haute qualité (murs triple épaisseur). Architecture raffinée et unique en France évoquant les homes anglais du XVIII^e siècle.

Les sols : Autoroute de l'ouest sortie Poissy, direction Villennes, Mécen, Verneuillet. Train Paris-St-Lazare à 800 m du domaine.

Les prix : Modèle 5 pièces 330.000 F. Modèle 8 pièces : 580.000 F. Cuisines et salles de bains entièrement équipées. Terrain compris. Livraison dès octobre 74.

Maisons modèles : Visite en semaine (sauf mardi) de 14 h à 18 h, le week-end de 10 h à 18 h 30.

D.FEAU

132, bd Hausmann 75008 Paris Tél. : 522.13.89.

REALISATION IDEALBUILDING-FRANCE

Pays de la Loire

M. GUICHARD DANS LE FAUTEUIL DE M. ANSQUER ?

Nantes. — L'une des premières tâches du Conseil régional des Pays de la Loire, qui se réunira les 11 et 12 octobre à Nantes, sera de se doter d'un nouveau président pour remplacer M. Vincent Ansquer, devenu ministre du Commerce et de l'Industrie. Un point certain : cette présidence est M. Olivier Guichard, qui en retournant dimanche 20 septembre son siège de député de Guérande doit se rendre les portes de l'assemblée régionale.

Présenté comme son homme de confiance, M. Vincent Ansquer en avait été élu assés récemment président, et il n'y aura pas de difficultés majeures à ce que le fauteuil vice-président régional à l'ancien ministre de l'Équipement du territoire. D'autant que M. Auguste Chapsal (communiste), maire adjoint d'Angers et Jos Le Theule, député U.D.R. de la Sarthe, ne se mettront pas en travers de son chemin.

Les socialistes, qui avaient recueilli une douzaine de voix sur le nom de leur candidat (M. Carpentier, député, adjoint au maire de Saint-Nazaire) au second tour du scrutin pour la présidence, trouveront à nouveau compter les voix, car pour la candidature plus « politique » de M. Guichard fera se tourner vers eux cinquante-neuf des quinze conseillers qui étaient alors voté blanc. — J.-C. R.

Donné, un certain nombre de travaux. La grande majorité des conseillers rejette cette idée, arguant qu'il s'agit d'un projet à très longue échéance, lequel l'État trouverait toujours un prétexte pour se décharger de ses obligations, tandis que la région palierait.

« Si nous entrions dans cette voie », estime M. Fumini, président de la communauté urbaine de Strasbourg, on pourrait craindre qu'il n'y aurait bientôt plus en Alsace un seul kilomètre d'autoroute financé par l'État. »

Par ailleurs, le conseil régional a pris une série de décisions ponctuelles portant sur des études et réalisations d'un montant budgétaire de 8,5 millions de francs, notamment une étude sur l'utilisation des ressources géothermiques pour une somme de 1 million de francs, sur la création d'un centre sportif régional pour un montant de 500.000 francs.

Les actions engagées concernent aussi bien l'équipement du parc naturel des Vosges du nord, la mise en place d'un réseau de canalisations de l'eau, que la construction d'une école de cadres d'industries.

De nouveaux groupes de travail seront créés au sein du conseil, en particulier une commission de la qualité de la vie et un groupe pour l'étude du développement économique de la région appelée à travailler avec des organismes similaires allemands et suisses.

J.-C. R.

Depuis le 3 octobre
les prix Benault
sont des prix
clefs en mains*

* Ces prix, les mêmes dans toute la France comprennent les frais de sortie d'usine, les frais de transports, les frais de préparation, les plaques minéralogiques et le plein d'essence.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Le gaspillage menace la qualité de la vie

(Suite de la première page.)

La crise que nous traversons nous oblige à aller plus loin, car elle nous révèle que les maux dont nous souffrons tiennent à la part importante d'irrationnel que renferment nos pratiques. Et cet irrationnel a son gaspillage.

C'est du gaspillage que de polluer l'eau de nos fleuves et de nos rivières parce que nous polluons chez nous en recueillant la paille, c'est du gaspillage que de laisser la pollution atmosphérique devenir le mal chronique des grandes agglomérations, c'est du gaspillage que de laisser le bruit envahir nos rues, nos places et perturber nos activités quotidiennes.

Que nous imaginons l'énorme stock de papier, de matières plastiques, de verre, de métaux représenté par le massif de nos déchets (30 millions de tonnes par an en France), n'y a-t-il pas là un trésor de matières premières ?

Gaspillage aussi, ce nous arrivons à atteindre autour d'un aérodrome surchargé, ces embouteillages dans les villes ou sur les autoroutes aux alentours de week-end, ces attentes au téléphone.

Gaspillage encore, l'urbanisation anarchique qui refuse la population laborieuse à la périphérie des grandes villes dans des bidonvilles sans âme et sans joie, les projets touristiques qui neutralisent et privatisent l'espace pour une durée d'occupation restreinte, les belles épreuves tracées dans les bureaux parisiens sans souci des réalités concrètes, la persistance de structures rigides dans une société qui requiert la participation, la communication et l'initiative.

Il y a des difficultés sans emploi ou mal employé, il y a dans tous les milieux, dans toutes les entreprises, dans toutes les administrations des gens à l'imagination fertile dont on ne sollicite jamais l'avis. Il y a à cette immense réserve de possibilités qui représentent 75 p. 100 de la recherche et dans laquelle on puise chichement.

Gaspillage encore, cette soif de changement qui cherche sa justification, soit dans le sond de satisfaction à une mode démodée artificiellement, soit dans le besoin d'investir immédiatement des améliorations supportées par un progrès continu.

Comme des cow-boys
Voyageant d'instinct un e meilleure qualité de vie dans notre pays comme celle de rationaliser notre économie et nos pratiques

bons imposables de lutter contre ces gaspillages.

Préserver notre environnement est un devoir moral car le minimum, sur le plan de l'éthique, est de combattre ce qui compromet la santé physique et psychique de l'individu. Mais c'est aussi un impératif industriel et économique. Ainsi en Alsace, les graves agressions dont la nappe phréatique a été l'objet commencent à créer des difficultés aux industries. D'une manière générale, si la lutte pour la sauvegarde de la nature contre elle, les dégâts de nos autres qu'étaient nos actions transformatrices contiennent plus cher encore à la collectivité. Par-delà les limites de celui qui comptabilisent en positif la réparation de ces dégâts, nous devons nous efforcer de faire un handicap très sérieux pour notre économie globale.

Aucune nécessité ne nous conduit à choisir le parti le plus mauvais, mais seulement la routine, le manque d'imagination, l'absence de vue d'ensemble, un goût innommable de l'argent. Il n'est pas nécessaire de raser 1 000 hectares de forêt pour créer une zone industrielle. Il n'est pas indélébile que nos constructions, nos autoroutes, nos canaux défigurent le paysage. Il n'est pas indépassable non plus que les industries chimiques soient rassemblées en un même lieu et que nos entreprises se regroupent sur quelques sites maritimes, basins ou sillons (un quel que privilège). Et je vous dis que la logique prône la construction des stations d'altitude dans des lieux où l'enseignement est faible et irrégulier.

Nous devons cesser de nous comporter comme des cow-boys et nous attacher à gérer notre patrimoine en bon père de famille. Le père et la mère, réservoir du futur, sont des ressources mondiales à administrer comme des réserves d'or et de devises. Aujourd'hui, même ces biens sont aux sources de la vie ; mais demain, ils seront une condition de notre survie et d'une écologie de richesses nouvelles.

La politique de la qualité de la vie qui a pour objectif non seulement de protéger mais encore d'enrichir nos différents milieux d'existence de potentialités nouvelles, exige que notre production soit ordonnée aux vrais besoins de l'homme et non à la satisfaction de désirs artificiellement excités. Sans doute fabriquerons-nous moins de radars, moins d'objets à jeter. En revanche, toutes les industries et toutes les activités qui concourent au développement des échanges, à l'aménagement de

notre cadre de vie et de notre environnement culturel seront stimulées. Je ne vois pas que notre économie globale ait à en souffrir. Bien au contraire. Le progrès n'est pas nécessairement le verger de nos connaissances et qui dans un monde pressé, expéditif, débouche nous conduit à l'inquiétude et à l'insécurité. Le « système » doit être repensé pour éviter la ruine interne d'une production et d'une destruction accélérée des objets fabriqués. Il faut remettre en valeur les notions de robustesse, de durée, d'économie au sens plein du terme. Il faut réhabiliter les notions de qualité et de confort qui sont en fin de compte, plus rentables que le « négoce » et le précaire.

Naturellement, il importera que les habitudes de consommation que nous a imposées une civilisation de l'éphémère se transforment peu à peu. C'est affaire d'éducation et de volonté. À cet égard, que les associations jouent un rôle très actif. Mais cela ne suffit pas. Il faudra s'attaquer vigoureusement aux indigalités qui sont l'une des principales causes de l'inspiration des désirs parce que la consommation est aussi un signe, le moyen de manifester son statut.

La qualité de la vie commande aussi qu'un mette fin au gaspillage des ressources humaines. Il est impératif d'assurer une meilleure diffusion du savoir et de la technologie. Trop de projets intéressants restent dans les tiroirs parce que nos structures rigides ne favorisent guère l'innovation, parce que les contacts entre l'université et l'industrie sont encore trop peu fréquents, parce que chacun monte laborieusement la garde aux frontières de son domaine.

Des contre-pouvoirs

Les idées fécondes, les vues saines et réalistes sont partout, chez les citoyens et chez les élus, chez les agents d'entreprise, chez les cadres, chez les responsables. Voilà pourquoi l'entente faire la plus large part à la coopération avec les autres ministères et à la concertation avec les élus et les citoyens. Je suis convaincu d'être le plus loin possible concernant la diffusion des responsabilités dans le corps social. Il faut, en effet, que les individus puissent se regrouper à l'intérieur d'organisations appropriées pour défendre leurs droits fondamentaux, pour faire connaître leur opinion sur les problèmes dans lesquels ils sont impliqués, pour mettre en

musure les impasses des solutions technocratiques, pour réaliser leurs aspirations culturelles. Les grands démocrates modernes appellent des contre-pouvoirs qui fassent équilibre aux pouvoirs exécutifs et aux grandes forces économiques.

Ainsi, bien des projets d'urbanisme gagneraient en qualité et en coût si les habitants étaient plus étroitement associés à leur élaboration.

Quant au jeu économique il équilibre certains des déséquilibres qui affectent si les consommateurs acquièrent une influence leur permettant de peser davantage sur la production des biens et des services.

Nul doute que nos sociétés contemporaines aient besoin d'une nouvelle morale collective et d'autres règles que celles supposées en fait par la société de l'hyperconsommation. Le rapport du « groupe Gruson » qui sera remis bientôt n'est pas une bible. Il ne dégage pas une ligne définitive pour les sociétés contemporaines.

Il n'est pas non plus et ne veut pas être un guide précis de recommandations pour le gouvernement français en 1974, (ce n'est pas le cas de tout autre, qu'il s'agisse, aux collectivités, aux chefs d'entreprise, aux citoyens, aux organisations internationales). Le rapport belge des pistes que les pouvoirs publics, pour ce qui les concerne, ont déjà ouvertes ont vu surgir dans les jours qui viennent. La voie est déjà tracée par l'attachement du président de la République à la croissance humaine et par les recommandations répétées d'équipements humains. S'il est trop tôt pour annoncer ces messages qui seront déclinés en un véritable programme, au moins peut-on dire, tel quel, qu'une des voies qui méritent d'être poursuivies pour l'avenir.

Une des tâches les plus urgentes, celle à l'appel immédiat, consiste à organiser la collecte, la récupération et le recyclage du maximum de déchets industriels et de produits de l'industrie. Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'une opération fondée sur la charité publique et la mobilisation hâtive de volontaires. Il s'agit d'une transformation de grande envergure du système de production fondée sur une conception intégrée du cycle productif, de la conception à la récupération. Il est hautement probable que toutes les nations du monde industrialisé se tourneront vers ce nouveau type d'industrie.

Les améliorations futures des biens produits doivent concerner la qualité et en particulier la durabilité des biens. L'allongement de la durée de vie des produits n'est certes pas une panacée mais, appliquée avec discernement, il permettrait, sans doute, de faire des économies substantielles, avantagieuses d'abord pour les ménages puis pour l'économie dans son ensemble.

Les habitudes de consommation peuvent et doivent évoluer ; ainsi pour le chauffage des logements.

ments (avec des incidences électorales sur la qualité des bâtiments) ou pour les transports quotidiens (en faveur des transports en commun). Mais, bien d'autres changements sont possibles pour encourager les consommations collectives, ou décourager les consommations individuelles ou par trop ostentatoires.

Les entreprises, elles-mêmes (celles du secteur public comme du secteur privé), peuvent et doivent aussi changer leurs habitudes : est-il certain que tous les déplacements de leurs cadres soient nécessaires, que les dépenses de représentation ne dépassent pas la limite de l'admissible, que les opérations de prestige ne représentent pas, dans les faits de fonctionnement et d'investissement, des montants qui pèsent exagérément sur le prix de revient ? N'est-il pas préférable d'investir ces dépenses vers une amélioration des conditions matérielles du travail ou de l'architecture industrielle ?

La coopération entre les entreprises ne peut-elle pas être à la source d'économies ? Certains services communs ne rationalisent-ils pas le même service à meilleur compte que les services actuels ? N'est-il pas possible, par exemple, d'obtenir des compagnies aériennes de renforcer leurs réseaux permettant d'accroître le taux de remplissage d'avions sous-employés ?

Dans des domaines ayant un impact à plus long terme, un effort considérable doit porter sur l'amélioration des connaissances et sur la recherche technologique. Nous devons mieux connaître nos ressources, mieux évaluer l'état de notre environnement, des que nous ne permet pas le système d'information actuel, renseigner périodiquement et officiellement le gouvernement et le Parlement sur cet état. Nous devons faire aussi un considérable effort d'imagination pour trouver des techniques utilisant de nouvelles ressources énergétiques comme la géothermie, l'énergie solaire. Il faut en faire la part comme de grandes vagues — le professeur Klautner, par exemple, nous y invite.

Pour l'avenir dans ces domaines, de multiples outils d'information peuvent être mis à l'œuvre sur les prix, la fiscalité, les réglementations. Mais il paraît évident que le trait majeur de

ces modifications est leur caractère structurel, autrement dit leurs incidences et leurs effets sur tous les secteurs et les agents de l'économie. Pour affronter ce genre de questions, la procédure à laquelle on pense aussitôt est la planification, décentralisée d'abord, c'est-à-dire celle que s'imposeraient les entreprises, les collectivités locales et les administrations, centralisée ensuite pour dégager les lignes directrices ou le schéma directeur de toutes ces actions qui devraient être complémentaires.

Changer les mœurs

Bref, le terminal en suggérant deux autres pistes fondamentales au point de vue de la qualité de la vie :

— Une constante à renforcer la coopération internationale dans tous les domaines indiqués précédemment ; n'est-ce pas là un moyen de ne pas limiter toutes nos actions sur les seules mesures directes concernant les prix ou les approvisionnements en pétrole ? Cela ne signifie-t-il pas que l'Europe peut trouver des voies communes de lutte contre le gaspillage et mettre au point des technologies nouvelles en matière de recyclage et d'optimisation de l'énergie.

— L'autre consiste à développer au maximum l'information et la formation. Il est vrai qu'un domaine est effort-là est nécessaire. Mais, en ce qui concerne la qualité de la vie et l'environnement, il est fondamental parce qu'il est une des conditions de changement des mœurs.

Tout les quelques idées que nous avons présentées, bien loin de représenter à plus tard les solutions de qualité et d'équilibre, comme s'il fallait commencer d'abord par des « réflexes », une analyse sans complaisance des faits et des mécanismes. Il n'est pas que notions ont une portée actuellement considérable. Le tout est de se dire que l'évolution qui équilibre l'économie mondiale n'est pas un accident sans lendemain. Mais le principe fondamental à une réflexion en profondeur de nos modes de vie.

ANDRÉ JARROT.



TRANCHE DE L'ARC DE TRIOMPHE

SUPER GROS LOT DE 3 MILLIONS DE F.

tirage samedi 5 octobre

loterie nationale

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

est chargé CAPÉLOU pour la vente de leurs MEILLEURES LITÈRES

PARIS 12 - 100 RUE DE LA FÉLIX - 75012

SAUVEZ-VOUS !

PARIS 12 - 100 RUE DE LA FÉLIX - 75012

UNE CHAÎNE COMPACTE STEREO SONY

153 500 par mois (prix normal 140 000)

1. COMPACT 1500 F

2. 1000 watts de puissance

3. 1000 watts de puissance

4. 1000 watts de puissance

5. 1000 watts de puissance

6. 1000 watts de puissance

7. 1000 watts de puissance

8. 1000 watts de puissance

9. 1000 watts de puissance

10. 1000 watts de puissance

CONTRE LA CELLULITE, LE SURMENAGE, L'EMBOÛMENT

LA SAUNA de PARIS

Tous les jours de 10h à 21h

Service clients : 01 44 33 33 33

39, rue de Valenciennes - Tél. 744-33-33 et 526-16-48

Lentilles de contact miniflexibles.

Encore plus petites.

Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore hésitant ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, voici les raisons. Gratuite. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC, 20, rue de Valenciennes - 75008 PARIS

Tél. : 522.15.52

Département et liste des correspondants

Projet et Europe sur demande.

YSOPTIC

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour. (Comme le font 250.000 autres Européens avides)

International Herald Tribune.

صحة من الامم

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA FUSION DE PANAM ET DE T.W.A.

La crise en l'air

Des discussions en vue d'une éventuelle fusion sont en cours entre les compagnies américaines Panam et Transworld Airlines (T.W.A.), rapporte « Skyline », le journal hebdomadaire de la T.W.A.

Citant le président de cette compagnie, M. Charles Tillinghast, le journal rappelle que la T.W.A. était à l'origine opposée au principe d'une fusion avec la Panam, trop lourdement défective.

Toutefois, note M. Tillinghast, la persistance d'une situation défavorable pour les transporteurs aériens et l'absence de toute perspective de redressement immédiat ont amené la compagnie à reconsidérer sa position. « Dans les circonstances actuelles, il est de plus en plus indispensable de se plier aux exigences de la réalité », dit-il.

La duplication des services devenant de moins en moins justifiée. La nouvelle société ne saurait être mise sur pied sans le règlement de nombreuses questions financières et syndicales, estime, en outre, M. Tillinghast.

Panam et T.W.A. ont été durement frappées par le quadruplement des prix du pétrole, une hausse des tarifs, une baisse du trafic de passagers et, finalement, une sous-utilisation des flottes. Panam, qui a perdu 28 millions de dollars de décembre 1973 à août 1974, s'est récemment vu opposer un refus à un demande de subvention fédérale de 112 millions de dollars par mois. Les dirigeants de cette compagnie ont tenu à préciser qu'aucune « négociation » n'avait débuté avec T.W.A. mais seulement des « discussions ».

Le gouvernement remet en cause le schéma de la métropole lyonnaise

Comme à Paris

Comme pour Paris, le gouvernement s'apprête à donner un coup de frein à un certain nombre d'opérations d'urbanisme en cours ou prévues dans la région lyonnaise. M. Chirac avait annoncé la couleur au début de l'été : « Le schéma de l'aire métropolitaine pourrait être remis en cause ».

A l'évidence, Lyon connaît les mêmes erreurs que Paris, avant les directives données par M. Giscard d'Estaing, du moins pour l'aménagement de la capitale.

Les projets d'autoroutes urbaines sillonnent la ville et menacent d'évincer de nouveaux quartiers. On donne la priorité aux « voies radiales » sur les rocades qui ont pourtant l'intérêt de mieux répartir le trafic automobile. Enfin, la traversée de la ville par l'autoroute du soleil a pour les Lyonnais (sauf pour les Parisiens qui descendent vers le midi) plus d'inconvénients que d'avantages.

Comme dans la capitale on semble vouloir « bourrer » les quartiers du centre de constructions trop nombreuses et diversifiées sur le plan esthétique. Le meilleur exemple est fourni par l'actuel aménagement du centre de Verdun, sur l'implantation planifiée de deux plateaux. On a décidé d'y installer un « blochaus », selon l'expression de M. Jacques Feller, ancien préfet de région, qui accablait en particulier les parcs de stationnement, une gare routière et un centre commercial.

Comme dans la capitale, sous la pression des propriétaires fonciers et des promoteurs immobiliers, la banlieue ouest est menacée par une urbanisation anarchique. Les

deux inscrites dans les plans d'occupation des sols des densités de construction qui paraissent excessives dans ces zones où, en raison de la topographie tourmentée, les équipements publics sont particulièrement coûteux. Même menace sur la plaine des Clères, au nord de Lyon, où l'on veut aménager une zone industrielle. D'une manière générale, les communes font de la municipalité pour attirer sur leur territoire le plus grand nombre d'activités. A cet égard, la « volonté de puissance » de la ville de Lyon a été maintes fois dénoncée par les communes voisines de banlieue.

Pour mettre un terme à ce développement « à la parisienne », le gouvernement va demander aux responsables de l'agglomération de respecter davantage le schéma de la métropole mis au point en 1970. Celui-ci prévoyait, en effet, la protection des secteurs ouest et nord, où l'on a même envisagé, au Mont-Clair, la création d'un parc naturel régional. En revan-

che, il soulignait la nécessité de favoriser la construction de la ville nouvelle de l'Isère-d'Astus (au sud-est de Lyon), combattue de longue date par M. Louis Pradel, maire de la cité rhodanienne. Le gouvernement demanderait aussi aux élus lyonnais de réaliser certains grands travaux, en particulier dans le domaine routier.

Les moyens de pression de l'Etat ne manquent pas dans la mesure où il participe au financement de la plupart des grandes opérations en cours. Le plus, la communauté urbaine, qui regroupe cinquante-six communes de l'agglomération, connaît de sévères difficultés financières et aura sans doute besoin d'une aide extérieure pour venir à bout de ses dettes. Reste à savoir si le gouvernement profitera de sa position de force pour imposer, comme à Paris, ses solutions, ou si, au contraire, il préférera jouer le jeu de la décentralisation en se montrant seulement un partenaire exigeant.

ETIENNE MALLET.

TRANSPORTS

PLUSIEURS PARLEMENTAIRES DE GAUCHE TENTENT DE NÉGOCIER LE RETOUR DU « FRANCE » AU HAVRE

Ce vendredi 4 octobre est le vingt-troisième jour d'occupation du « France » toujours ancré au large de Saint-Vaast-la-Hougue. Après la réunion du Conseil supérieur de la marine marchande le 1^{er} octobre, les négociations pour un retour du paquebot au Havre, entre les pouvoirs publics et syndicat de marins C.G.T. et C.F.D.T., n'ont toujours pas repris.

Stant donné l'impasse du conflit, le comité de défense du paquebot, que préside M. André Duranton, député maire (communiste) du Havre, a décidé d'organiser des manifestations en faveur des marins et de leurs familles. D'autres part, M. Marcel Cevalle, secrétaire d'Etat aux transports, a reçu jeudi trois députés de gauche : MM. Louis Darinot, P.S. (Mantes), Yves Aulagnier, P.S. (Morbihan) et Paul Cernomache, P.C. (Bouches-du-Rhône). Selon ces parlementaires, le secrétaire d'Etat souhaiterait la reprise immédiate des négociations. Enfin, une délégation de neuf parlementaires communistes, conduite par M. Robert Ballanger, président du groupe à l'Assemblée nationale, devrait être reçue ce vendredi à l'hôtel Matignon par le directeur de cabinet du premier ministre.

● **WIN DU LOCK-OUT A OLYMPIC AIRWAYS.** — La compagnie grecque Olympic Airways vient de reprendre tous ses vols après le renvoi, devant une commission d'arbitrage, du différend qui opposait les pilotes à leur direction. Les négociations avaient débuté, le 24 septembre dernier, mais, après l'appui octonnant de revendications salariales, les dirigeants de la compagnie avaient déclaré, le 24 septembre, le lock-out de l'entreprise.

● **LES VÉRITABLES TRANSPORTS DANS LES VILLES.** — Ce sont les agglomérations de moins de trois cent mille habitants, qui ont bénéficié par un versement transport perçu sur les entreprises, et non celles de plus de trois cent mille habitants comme dans l'avons écrit par erreur, dans les premières éditions du Monde. Le 4 octobre, dans l'article intitulé « Une nouvelle façon de vivre en ville »,

District parisien

LES ASSOCIATIONS D'USAGERS DEMANDENT LA GRATUITE DES TRANSPORTS EN COMMUN

Il faut « retourner » l'usage de l'automobile individuelle à Paris, donner la priorité absolue aux transports en commun et les rendre gratuits : telles sont les revendications que la Fédération des usagers des transports et l'association les Droits du piéton ont formulées le 4 octobre, au cours d'une conférence de presse.

Selon des représentants de ces associations, cette politique d'ensemble suppose que l'on démontre tous les grands projets routiers et autoroutiers en région parisienne et que le financement payé soit généralisé. Ils proposent « un réseau complet, ouvert et sûr de crédits et de ressources réservées en priorité à la circulation des autobus, taxis et transports d'urgence ». Ainsi serait créé un véritable « miroir de surface ».

Parallèlement, les associations ont dressé une liste de huit lignes S.N.C.F. interurbaines qu'il serait urgent de réouvrir. Elles demandent enfin la gratuité totale des transports dans la capitale. Les finances seraient assurées par « l'attribution de la prime de transport aux usagers de transport collectif et aux taxes sur les entreprises ».

A ce sujet, M. Alain Peyrefitte, ancien ministre et maire de Provins, nous signale que la gratuité a été instituée dans sa ville depuis le 1^{er} juin 1974. « Les études entreprises depuis, ont démontré que la gratuité du service grâce relativement peu le budget de la ville », dit-il.

Enfin l'association S.O.S. Paris, qui est au centre de la commission de presse, que 80 % des permis de construire accordés dans la capitale ne sont pas attribués à des entreprises, et non celles de plus de trois cent mille habitants comme dans l'avons écrit par erreur, dans les premières éditions du Monde. Le 4 octobre, dans l'article intitulé « Une nouvelle façon de vivre en ville »,

PRESSE

Aux Rencontres d'octobre

INFORMATION ET MASS MEDIA

La troisième journée des Rencontres d'octobre, organisée par l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER), avait invité à son ordre du jour jeudi 3 octobre un sujet trop vaste : « Information et mass media ». Mais, pour espérer, en six heures, faire autre chose que le survol de la situation, on se concentre sur les moyens audio-vidéo (vidéo-cassette, magnéscope, super-8, télédiffusion), qu'on présente comme la grande révolution de la fin du XX^e siècle, « un mélange parfait de M. Pierre Schneider, et d'un consortium de distinguer information et communication ».

M. Roger Louis observe que la gauche n'a pas sur le sujet de destinée précise mais qu'il faudrait pouvoir disposer d'un minimum de moyens techniques pour préparer les militants à son service.

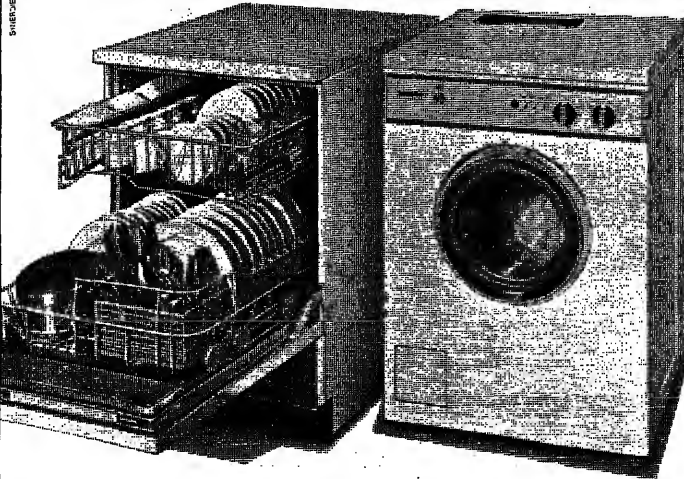
Dans l'immédiat, les distinctions que connaît la presse écrite sont prioritaires : « L'information est une marchandise » (Gilles Martinet), « Nous subissons la loi du marché » (Jacques Saragotti). « Plus les investissements techniques sont lourds, plus le danger de concentration est grand » (Claude Fendric).

Un point semble faire l'unanimité : il faut s'organiser — et réorganiser — un secteur public d'information qui soit au service des journaux (c'est le problème de la S.N.C.F., créée à la libération).

Quant au contrôle de la gestion des entreprises de presse, certains ont souligné le renforcement du pouvoir des sociétés d'entreprises plutôt que le renforcement du « pouvoir journalistique ».

Mais cette dénonciation de l'entreprise suffit-elle à assurer un contrôle des travailleurs sur la presse capitaliste le jour où la gauche prendra le pouvoir ? Cette question a été posée avec insistance dans la soirée par des participants qui ont rappelé qu'un d'ailleurs la presse, restée aux mains de la bourgeoisie, avait grandement contribué à abriter le régime d'Union populaire. « Nous sommes pour le respect de la liberté de la presse », a répondu M. Gilles Martinet, qui animait le débat, mais elle doit élargir son rapport de forces différent.

La qualité se paie. Pas nécessairement très cher.



Machine à laver la vaisselle.

Machine à laver le linge.

2495 f C'est le prix de la machine à laver Miele W 429.

Efficacité : De nombreux programmes de lavage adaptés à chaque catégorie de linge. Un rinçage alterné avec retraitement progressif du bain de lessive, évitant la formation de faux-plis. Un moteur pour laver, un moteur pour essorer.

Solidité : Une carrosserie en tôle d'acier émaillée direct uniaxiale. Une cuve robuste en tôle d'acier de 1,5 mm d'épaisseur. Un tambour en acier inoxydable.

Comme toutes les machines Miele, la W 429 est bien faite, dans tous les détails. Elle dure longtemps.

2890 f C'est le prix du lave-vaisselle Miele G 230. Un lave-vaisselle muni de tous les perfectionnements.

Un lave-vaisselle rapide : Trois bras rotatifs de dispersion d'eau, une pompe de circulation surpuissante, un adoucisseur d'eau de grande capacité et un séchage efficace.

Un lave-vaisselle discret : Une couche de polyuréthane injectée entre la carrosserie et la cuve élimine 40 % de bruit en plus. Carrosserie émaillée et cuve en acier inoxydable.

Comme tous les appareils Miele, le lave-vaisselle G 230 a été conçu pour durer longtemps.

Miele

Miele - B.P. 1000 - 93151 Le Blanc-Mesnil - Documentation gratuite sur demande.

Mais le SNE-Sup n'entend pas, pour autant, afficher une hostilité systématique à l'égard des initiatives gouvernementales. Il considère comme positifs les textes relatifs à la création des maîtrises de sciences et techniques, tout en regrettant les obstacles mis à leur reconnaissance

En ce qui concerne la situation des enseignants, le SNE-Sup réclame la transformation des postes d'assistants en postes de maîtres-assistants au rythme de deux mille chaque année pendant cinq ans, ainsi que la fusion des classes de maîtres-assistants et de chefs de travail d'une part, et des classes de professeurs et de maîtres de conférence d'autre part.

Au niveau pré-scolaire, la P.E.E.P. est très attachée à la pédagogie et au contenu de l'enseignement actuel. Ses responsables estiment notamment « positive », dans les projets ministériels, « la création d'une liaison étroite entre la maternelle et l'école élémentaire ». Ils sont toutefois très réservés sur la présence d'aides éducatrices et l'introduction prématurée des apprentissages premiers, soulignant, au contraire, que les méthodes de l'école maternelle soient étendues au cours préparatoire.

L'abaissement de la majorité, enfin, n'inquiète pas les responsables de la F.F.R.P. Cette loi, selon eux, ne devrait pas trop changer les rapports dans les familles. Dans les lycées, ils estiment nécessaire de modifier les structures de la « participation » afin qu'elles mineures et majeures soient toujours représentées dans les différents conseils.

M. Antoine Lagarde pense d'autre part, enclinable de donner à ces jeunes adultes « les moyens d'avoir la majorité et de prendre cette responsabilité en main ». A cette fin, il lui serait nécessaire d'étudier le principe d'une « allocation d'études ».

M. Lagarde est, d'unice part, partisan de l'« ouverture ». Il a d'ores et déjà écrit aux syndicats d'enseignants et associations de parents, dont il souhaite rencontrer les responsables.

Cette carrière paramédicale nouvelle
permet la rééducation ou soin d'une
équipe médicale d'enfants présen-
tant des troubles psychomoteurs.

Recevez : **INSTITUT SUPERIEUR
LIGNE DE REEDUCATION
PSYCHOMOTRICE.**
18, avenue Georges-V - PARIS (8°).
Tél. 225-65-90
Ecoles A PARIS - CLUSES - NORDHAU

**NOTIONS FONDAMENTALES
D'INFORMATIQUES
ET INITIATION A UN LANGAGE
DE PROGRAMMATION :
FORTRAN OR COBOL**

**L'Atelier de Recherches
et d'Études sur le
Développement de la Personne**

AREDEP
Organise les :
19, 20 octobre,
18, 17 novembre.

7, 8 décembre
des séminaires intensifs de
BIO-ÉNERGÉTIQUE

conduite par Jean AMERSONI
analyste reconnu
Rens. 78, av. de la République.
75011 PARIS, 357-78-82, poste 399

Depuis plusieurs mois (le Monde du 24 avril), les constructeurs de l'Airbus, et notamment la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIA) en France, avaient ouvert des négociations

À ce jour, et sans compter la commande sud-coréenne, l'Airbus a été acheté à six exemplaires par Air France, trois par la compagnie ouest-allemande Lufthansa, quatre par la compagnie espagnole Iberia et deux par Air Siam. Les trois premières de ces quatre compagnies ont également pris en saut Airbus en option, tandis que les constructeurs semblent avoir une vingtaine de déclarations d'intention d'achat de la part d'autres clients.

La Fédération Française ouvrière de la métallurgie a réuni jeudi 2 octobre une conférence de presse sur la situation économique et les perspectives des problèmes de l'emploi à la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA).

« L'industrie arogante, souveraine pendant la P.O., la situation en France n'est pas dramatique, mais risque de se dégrader à brève échéance, et il a été décidé que F. O. enverrait des délégations au premier ministre.

« Les négociations, sous-traité ou qu'elle veut bien », selon lui, il faut regarder les programmes industriels conçus à l'échelle nationale.

M. Mourges a alors parlé de la possibilité d'étudier une version miniaturisée de la P.O. et de nouvelles perspectives offertes par le remplacement des anciens Nord-Alpes.

« Ce qui concerne Concord, il a dit qu'il n'y avait pas de problème, mais au plus vite » et d'attendre la supériorité acquise.

D'après M. Mouroux, secrétaire général de la Fédération F.O. de la métallurgie, la situation difficile de la SNIAS serait d'abord due à une insécurité budgétaire, ainsi qu'à une mauvaise gestion. Mais la cause principale concerne les liens entre la SNIAS et la société Régend-Dumast, il a déclaré que cette der-

D'autre part, M. Cristofini, président du directeur de la SNIAS, a réaffirmé mercredi :

« Il n'y aura pas de licenciement collectif dans les usines de Tournefort. La SNIAS est une entreprise à pleine-forme privilégiée nationale sur laquelle repose le développement de l'aviation civile française. »

Vous avez un bon emballeur?
Quelle chance!
C'est si rare de nos jours.

Les embaumeurs qualifiés sont rares.
Les chanteurs poids lourds, les caissiers, les soudeurs, etc., sont parfois introuvables dans certaines régions ou à certaines périodes de l'année.
Introuvables pour vous, copains pour nous.
Alors, lassé de ne pouvoir répondre à ces commandes, Manpower a décidé de prendre en charge la formation de professionnels dans les fameuses qualifications réputées "introuvables".

kin. Chaque année, des infirmières qui travaillent déjà pour nous, et dont nous connaissons bien les aptitudes, suivent ces cours d'emballage avant d'être embauchées.

De même, nous envoyons nos chauffeurs P.L. aux cours de la Prévention Routière à Montigny, pour recevoir la formation semi-remorque, hydrocarbure ou méthane.

Maintenant, comprenez-vous pourquoi, même pour une spécialité très demandée sur le Marché du Travail, Manpower vous dépasse en détachant dans votre entreprise un vrai professionnel qualifié?

Manpower
forme des professionnels
dans les qualifications
où il en existe peu.



REGENCY

Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école.
Pas de limite d'âge.
Classes (de 9 élèves en moyenne) de 3 heures par jour.
Leçons par groupes distincts dans chaque chambre.
Bâtiments de Cambridge.
Sanna, piscine couverte, etc.

AGENCY, RAMSGATE, KENT G.-1
Tel.: THANET 512-12
ou Mme BOULLON.
r. de la Persévérance, 55 EAUDONN
Tél. 939-26-33, en soirée.

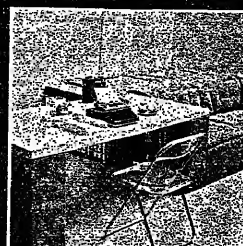
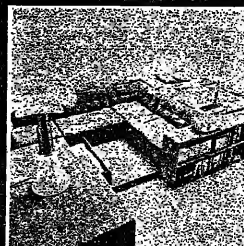
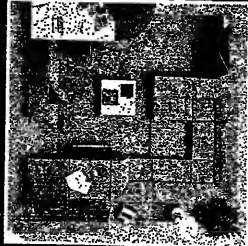
C.A.P.E.S.
LETTRES CLASSIQUES

- Un enseignement adapté au concours : professeur agrégé particulièrement qualifié (expérience des jurys de concours) pratique des techniques de préparation : Agrégation, C.A.P.E.S., E.N.S.).
- Des conditions de travail exceptionnelles : petits groupes, devoirs très fréquents, entraînement à l'oral, commo-

UNIFOR
Association Unversitaire

de Formation)
152 bis, av. de Suffren, Paris-15.
Tél. : 783-63-00
(Ecrire ou tél. de 14 h. à 19 h.)

صلى الله عليه وسلم



être à la hauteur



Vous avez un caractère gai, dynamique, ouvert, moderne et vous voulez installer votre appartement à la mesure de votre personnalité? Vous aimez les espaces organisés avec science, mais fantasie, avec ordre mais charme et vous n'avez pas encore trouvé ce qu'il vous faut? Alors voici arrivée pour vous une solution qui vous mettra au niveau de vos aspirations et de votre époque. Et sur plusieurs niveaux... car il s'agit d'une nouvelle collection qui a pour principe de jouer avec différentes hauteurs de podiums (il y en a sept possibles, de 2 à 63 cm). Cela évite l'impression de monotonie que dégage souvent les surfaces planes, le regard prend plus d'intérêt à vagabonder d'un point à un autre et pourtant tout s'unifie calmement dans une seule couleur: le velours des sièges est assorti à la moquette qui recouvre les podiums. En faisant votre choix d'éléments, en les imprimant ensemble comme un puzzle, vous composerez pour votre pièce de séjour une sorte de «paysage» très personnel où vous vous sentirez bien et où vous aurez toujours du plaisir à recevoir vos amis.

ROCHE-BOBOIS

10 à 18 RUE DE LYON PARIS 14. 343 04 05 PARKING ASSURÉ ET 52-58 BO DE SEBASTOPO. PARIS 14. 278 10 50 PARKING ASSURÉ

PARIS 7^e PARIS 17^e

ATHIS-MORS
BOIS-COLOMBES
BOULOGNE-La-REINE
NANTERRE
ST-DENIS
ST-GERMAIN-en-Laye
VERSAILLES

187-80 ST-GERMAIN 41. 541 45 21
92 AV. DE LA GRANDE ARMÉE 387 73 30
37 RTE DE FONTAINEBLEAU 41. 571 41 82
7 PL. D. PONT PL. DE LA REINE 242 22 32
22 BO MARSEILLE 307 31 86
2 RUE ST-ETIENNE 41. 437 10 73
18 RUE LOU. VICTOR 41. 571 08 84
1 ET 3 AV. DE L'EUROPE 41. 528 02 52
RUE AU PAYSAN 41. 528 02 52

103 COUR D'ORFÈVRE 41. 51 57 73
1 ET 3 RUE DU BAL-PORT 41. 51 23 76
18 RUE DES VENEZIANES 41. 51 23 76
84 BO DU RO. SÈNE 41. 51 23 76
18 RUE DES POSTES 41. 51 23 76
25 RUE DES MARCHANDS 41. 51 23 76
40 BO PAULI 41. 51 23 76
6 RUE JACQUES LAFITTE 41. 51 23 76
5 RUE DES GRANGES 41. 51 23 76
15 COUR D'ALBERT 41. 51 23 76
8 BO D'ARNO 41. 51 23 76
13 RUE JEAN JACQUES 41. 51 23 76
7 BO DU SAUV. 41. 51 23 76
12 PL. DE LA RÉPUBLIQUE 41. 51 23 76
16 AV. D'ARNO 41. 51 23 76

CHARENTAIS
CHERBOURG
CLERMONT-PO
COLMAR
EVRY
LILLE
LIMOGES
LYON
METZ
MONTPELLIER
MULHOUSE
NANCY
NANTES
NICE
NIMES
NORMANDIE
ORLÈANS
PAU
PERPIGNAN
POITIERS
REIMS
RENNES

24 RUE DES RÉSERVOIRS 41. 51 23 76
12 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE 41. 51 23 76
2-4 RUE PL. MARSEILLE 41. 51 23 76
8 PLACE JEANNE D'ARC 41. 51 23 76
3 RUE DE L'EUROPE 41. 51 23 76
28 COURS JEAN JACQUES 41. 51 23 76
6 RUE SAINT-YVES 41. 51 23 76
9 PLACE DES JACQUINS 41. 51 23 76
75 RUE DE L'EUROPE 41. 51 23 76
48 AV. D. ROMAN 41. 51 23 76
28 COURS CHATELAIN 41. 51 23 76
8 COURS DE LA LIBERTÉ 41. 51 23 76
47 RUE DESPOSTES 41. 51 23 76
17 BO DU JEU DE PAUME 41. 51 23 76
31 AV. DE COLMAR 41. 51 23 76
101 RUE ST-GERMAIN 41. 51 23 76
7 ALLÉE CASABIAN 41. 51 23 76
1 RUE SUDOVAT 41. 51 23 76
15 RUE DE LA RÉPUBLIQUE 41. 51 23 76
PLAZA DES HALLES 41. 51 23 76
57 ET 59 RUE BARBES 41. 51 23 76
20 RUE EMILE BURCHERRE 41. 51 23 76
5 RUE DU MARCHEAL 41. 51 23 76
8 RUE LÉONARD 41. 51 23 76
7 RUE DE L'ÉPAPE 41. 51 23 76
4 RUE DEBANDIER 41. 51 23 76

BOEY
BOUEN
ST-ETIENNE
ST-NAZAIRE
STRASBOURG
TUNOIRVILLE
THORON
TOULOUSE
TOURNAI
TROYES
VALENCIENNE
FORT DE FRANCE
NOUMÉA
PAPEETE
ST. DENIS RÉUNION

15 AV. DURAND-DE-GRAS 41. 51 23 76
55 BOAI DU HAYRE 41. 51 23 76
2 RUE DE LA REPUBLIQUE 41. 51 23 76
25 RUE DE LA PAIX 41. 51 23 76
18 RUE DES HALLES 41. 51 23 76
24-26 RUE DU LUXEMBOURG 41. 51 23 76
17 RUE L'HOTEL-DIEU 41. 51 23 76
70 BO DE STRASBOURG 41. 51 23 76
3 PLACE ROUAN 41. 51 23 76
28 RUE NATIONAL 41. 51 23 76
20 RUE GÉNÉRAL GAUSSE 41. 51 23 76
28 AV. VICTOR HUGO 41. 51 23 76
CARRÉFOUR DE ROMANVILLE 41. 51 23 76

LA HAYE
BOTTEROAM
BALE
GENÈVE
LAUSANNE
FRANCFORT
STUTTGART
GRAZ
VIENNE
LORON
BARCELONE
NEW YORK
MONTREAL
QUEBEC
TORONTO
ABIDJAN
BEYRUTH

PALESTINENGAISE MOLENSTRAAT 41. 51 23 76
WESTLAAN 101 41. 51 23 76
AERCHENSTADT 41. 51 23 76
12 ET 14 RUE VOLTARE 41. 51 23 76
11 RUE LAMALLE 41. 51 23 76
NEUE MAUER STRASSE 41. 51 23 76
FRITZ ELIAS STRASSE 41. 51 23 76
GLESDORFGASSE 41. 51 23 76
LEICHTENFELDERSTRASSE 41. 51 23 76
50 BAKER STREET 41. 51 23 76
286-288 CALLE MONTANER 41. 51 23 76
280 MADISON AVENUE 41. 51 23 76
1265 BO BERN 41. 51 23 76
16 RUE D'ORFÈVRE 41. 51 23 76
1263 BO CHARENT-BOUST 41. 51 23 76
808 YONGE STREET 41. 51 23 76
80 CARRE 41. 51 23 76
PLACE TABARIS 41. 51 23 76

Faites-le venir à la maison... le catalogue R-B 74, 132 pages couleurs, contre 5 F français (qui vous seront remboursés au premier achat).

Nom

Adresse

Bon à adresser à l'une des adresses ci-dessus (pour la province et l'étranger, à votre magasin régional) en utilisant le mode de règlement à votre convenance (timbres, chèque bancaire ou postal).



la nouvelle BMW 518 : l'efficacité

La nouvelle BMW 518 a un moteur de 1766 cm³. Il développe 90 CV DIN : efficacité. La nouvelle BMW 518 passe de 0 à 100 km/h en 13,9 s : efficacité. La nouvelle BMW 518 offre une finition et un confort introuvables dans sa catégorie : efficacité. La nouvelle BMW 518 a une suspension et une tenue de route qui permettent de franchir rapidement toutes les difficultés, en toute sécurité et en souplesse : efficacité. La nouvelle BMW 518 ne consomme que 9,5 l aux

100 km (normes DIN 70030) : efficacité. Le prix de la nouvelle BMW 518 vous permet de posséder dès maintenant une grande BMW : efficacité. La nouvelle BMW 518 répond précisément à ce que le conducteur actuel attend d'une voiture : l'efficacité.

BMW Import S.A. - 116, avenue Aristide Briand - 92220 Bagneux



BMW - le plaisir de conduire

La gamme "5" BMW : BMW 518 - 1766 cm³ - 90 CV DIN - 0 à 100 km/h en 13,9 s. BMW 520 - 1990 cm³ - 115 CV DIN - 0 à 100 km/h en 11,8 s. BMW 520 i - 1990 cm³ - 130 CV DIN - 0 à 100 km/h en 10,9 s. BMW 525 - 6 cylindres - 2492 cm³ - 145 CV DIN - 0 à 100 km/h en 10,1 s.

صكرا من الامل

*Fin
de saison
sur
la plaine
de
« l'Angélus »*

(*) Extrait de « Barbison et l'école de Barbison », par Marie-Thérèse de Forges (les Editions du Temps).

Car enfin, il ne faudrait pas les regarder de

JEAN RAMBAUD

(1) Un « train de plaisir » en 1856 provoqua l'incendie de vingt-cinq hectares de forêts.
(2) Salle des fêtes de Barbizon, jusqu'au 21 octobre.

- Environ cent cinquante raiels de campagne et châteaux-hôtels ont été raienus en France, et une centaine à l'étranger (de la Belgique aux Antilles, de l'Espagne à la Suède).

pitra, les deux chaînes ont hâité
à jouer l'originalité, soucieuses
de ne pas gommer trop vite
leur label. La nouvelle chaîne
prendra donc, pour la rodage du
moins, le titre de « Releia-
Châteaux-Hôtels ». Ces « relaie-
châteaux-hôtels » qu'il faudra se
maîtriser à faire connaître, à van-
dancer, en un temps qui porte au-
jourd'hui le nom où, il est vrai
surtout, on note un certain
des clientèles. Les établis-
sements dont nous venons de par-
ler le savent qui font 50 % de
leur chiffre d'affaires avec des
touristes étrangers, ces étran-
gers qui, au bon nombre, débar-
quent sous l'emblème de la
dernière étoile, et qui, tout-
simplement, n'ont plus que le Rhin à
traverser...

J.-P. Q.

***A petites
lampées
autour
des
grands clos***

Pour bien connaître le Beaujolais, il faut partir de Mâcon et commencer en partie la nationale 78, route du pèlerinage à la martinien a qui, au sortir de la ville, mène d'une traite à La Roche-Vineuse, où l'on prendra la départementale 48, qui aboutit au village du Bussières, dont le curé,

[illegible]

De La Grange-du-Bois, on gagnera le cœur du Beujolais par la départementale 31, qui, après le col de Gerbey, traverse la Sibérie, ainsi appelée à cause du vent glacial qui y souffle l'hiver et aussi et surtout parce qu'on n'a jamais pu y acclimater un

seul plant de vigne.

La route bordée de châtaigniers descend alors vers Jullié, premier village du Beaujolais, avec ses vastes maisons carrées aux pierres rosées, à toits de tuiles romaines et dont les larges porches d'entrée qui donnaient passage aux lourds chariots des vendan-

Après Jullié, voici Jullénas, haut lieu du vignoble beaujolais dont les coteaux arborés s'étendent à perte de vue sur une superficie de 450 hectares. Trois communes se disputent l'honneur de produire ce cru célèbre : Jullié à Fouest, Praxilly au nord et Jullénas au centre. Si l'anné croit M. Audras, le maire de Jullénas, la récolte de 1974 sera aussi abondante que délectable.

On quittera Les Deschamps et Obenas par la sinuose départementale 26 qui, par le col de Durbize et le Fût d'Avenas, rejoint Beaujeu, après un arrêt à Avenas situé sur l'ancienne voie romaine reliant Lyon à Autun.

ANDRÉE JACOB.

17 jours de croisière
à bord de l'ACHILLE LAURO

MALTE-EGYPTE LIBAN ISRAËL
TURQUIE GRÈCE

**flotta
lauro**
CROISIÈRES
PAQUET

On peut naturellement appré-

On peut naturellement apprécier ce vin fameux, « tasec » en sasin, chez les vignerons du pays toujours heureux de faire déguster leur récolte mais aussi au château du bois de la Salle, ancien prieuré devenu depuis 1980 une cave coopérative des vins de

Après cette halte... roborative, on reprendra la route pour se rendre aux Deschamps, petite commune descendant du Chénas, autre cru et autre cave coopérative renommées où l'on s'arrêtera chez le a Pere Robin a, fameux restaurant gastronomique dont le terrasse flanquée d'un terrain de boules, le jeu a national a du Beaujolais, surplombe un admirable paysage qui va des

LE GRAND HOTEL DE BORD
N. Appts calmes, 44 à 64 P 7
Cours affaires et tourisme

LE GRAND HOTEL DE BORD
N. Appis calmes, 44 à 61 P
Centre affaires et spectacle
2. place de la Comédie, Bord
Tél. : 52-64-03 à 05.

Côte d'Azur

(Plato centre) entièrement
calme, jardin, piscine chauffée
Baignade gratuite 120. 2000

Suisse

AROSA (Gris)
HOTEL VALSANA, 1^{re} classe
Cours de tennis. Piscine d'été
et piscine couverte.

et DIMANCHES ?
50 SUGGESTIONS

LOISIRS JEUNES
Spécimen gratuit sur simple demande
36, rue de Ponthieu - 75008 PARIS
Tél. 225.80.28

Rice gauche

MAISON DU CANTAL
Spécialités de la Région
82, bd du Montparnasse - 75014 Paris
Tél. 03.77.99.11 (sans surcharge)

Enfin une vraie PIZZA !
au feu de bois
PIZZA NANNA
SPECIALITES ITALIENNES
45, bd St-Michel 151 - 033-20-15
près St. Sulpice (Paris 6. Saint-Germain)

LE PETIT ZINC
PRODUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FÜRSTENBERG
SPECIALITES ALLEMANDES
Le Maniche
NORMANDE, COGNAC, SPECIALITES
23, rue de Buci - Paris 6

NUIT DE SAINT-JEAN
SPECIALITES : Cordon-Rouge, Cœur de veau, truffes, ris de veau, canard, saumon, etc.
20, rue de la Harpe - Paris 4

YVES ET SOLANGE
Poissons - Coquillages
12, rue Dauphine - Tél. 03-48-38-11

Relais Louis XIII
Déjeuner - Dîner - Souper
20, rue de la Harpe - Paris 4

PIERRE
A la Fontaine Oulins
Grandes entrées de bœuf, d'agneau, etc.
03-81-41 - PLACE CAILLON - Paris 1

Chez TANTE LOUISE
Café de la rue de la Harpe
03-81-41 - PLACE CAILLON - Paris 1

MARIUS et JANETTE
LE RESTAURANT DU XVI^e
Menu à 30 F.

MANOIR NORMAND
SPECIALITES NORMANDES
Son banc d'huîtres

BRASSERIE 1925
SPECIALITES ALLEMANDES
Son banc d'huîtres

Dessiner
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Fauriel - Paris 17^e - 734-7414

Au PIED de COCHON
Le bon restaurant des Halles
OUVERT JOUR ET NUIT
8, rue Dauphine - Paris 1^e - 236-11-77

La Truite George Sand
Hélène DORIN
Faisant rôtir son canapé
10, rue de la Harpe - Paris 4

le dreher
Café de la rue de la Harpe
03-81-41 - PLACE CAILLON - Paris 1

LE CORSAIRE
1, boulevard Haussmann
Menu à 30 F.

LE RESTAURANT DU XVI^e
Menu à 30 F.

Au PIED de COCHON
Le bon restaurant des Halles
OUVERT JOUR ET NUIT
8, rue Dauphine - Paris 1^e - 236-11-77

La Truite George Sand
Hélène DORIN
Faisant rôtir son canapé
10, rue de la Harpe - Paris 4

le dreher
Café de la rue de la Harpe
03-81-41 - PLACE CAILLON - Paris 1

plaisirs de la table

TROIS BISTROTS, TROIS STYLES

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables. Le Petit Paradis, au 10, rue de la Harpe, n'a pas de bistrots, mais il a des plats excellents. Pour un petit bistrot, c'est le lieu idéal. Les plats sont excellents, les prix sont raisonnables.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIERS

<p>ALÉSIA LA BONNE TABLE, 42, rue Fribourg, 14-91, 15-91, 16-91, 17-91, 18-91, 19-91, 20-91, 21-91, 22-91, 23-91, 24-91, 25-91, 26-91, 27-91, 28-91, 29-91, 30-91, 31-91, 32-91, 33-91, 34-91, 35-91, 36-91, 37-91, 38-91, 39-91, 40-91, 41-91, 42-91, 43-91, 44-91, 45-91, 46-91, 47-91, 48-91, 49-91, 50-91, 51-91, 52-91, 53-91, 54-91, 55-91, 56-91, 57-91, 58-91, 59-91, 60-91, 61-91, 62-91, 63-91, 64-91, 65-91, 66-91, 67-91, 68-91, 69-91, 70-91, 71-91, 72-91, 73-91, 74-91, 75-91, 76-91, 77-91, 78-91, 79-91, 80-91, 81-91, 82-91, 83-91, 84-91, 85-91, 86-91, 87-91, 88-91, 89-91, 90-91, 91-91, 92-91, 93-91, 94-91, 95-91, 96-91, 97-91, 98-91, 99-91, 100-91, 101-91, 102-91, 103-91, 104-91, 105-91, 106-91, 107-91, 108-91, 109-91, 110-91, 111-91, 112-91, 113-91, 114-91, 115-91, 116-91, 117-91, 118-91, 119-91, 120-91, 121-91, 122-91, 123-91, 124-91, 125-91, 126-91, 127-91, 128-91, 129-91, 130-91, 131-91, 132-91, 133-91, 134-91, 135-91, 136-91, 137-91, 138-91, 139-91, 140-91, 141-91, 142-91, 143-91, 144-91, 145-91, 146-91, 147-91, 148-91, 149-91, 150-91, 151-91, 152-91, 153-91, 154-91, 155-91, 156-91, 157-91, 158-91, 159-91, 160-91, 161-91, 162-91, 163-91, 164-91, 165-91, 166-91, 167-91, 168-91, 169-91, 170-91, 171-91, 172-91, 173-91, 174-91, 175-91, 176-91, 177-91, 178-91, 179-91, 180-91, 181-91, 182-91, 183-91, 184-91, 185-91, 186-91, 187-91, 188-91, 189-91, 190-91, 191-91, 192-91, 193-91, 194-91, 195-91, 196-91, 197-91, 198-91, 199-91, 200-91, 201-91, 202-91, 203-91, 204-91, 205-91, 206-91, 207-91, 208-91, 209-91, 210-91, 211-91, 212-91, 213-91, 214-91, 215-91, 216-91, 217-91, 218-91, 219-91, 220-91, 221-91, 222-91, 223-91, 224-91, 225-91, 226-91, 227-91, 228-91, 229-91, 230-91, 231-91, 232-91, 233-91, 234-91, 235-91, 236-91, 237-91, 238-91, 239-91, 240-91, 241-91, 242-91, 243-91, 244-91, 245-91, 246-91, 247-91, 248-91, 249-91, 250-91, 251-91, 252-91, 253-91, 254-91, 255-91, 256-91, 257-91, 258-91, 259-91, 260-91, 261-91, 262-91, 263-91, 264-91, 265-91, 266-91, 267-91, 268-91, 269-91, 270-91, 271-91, 272-91, 273-91, 274-91, 275-91, 276-91, 277-91, 278-91, 279-91, 280-91, 281-91, 282-91, 283-91, 284-91, 285-91, 286-91, 287-91, 288-91, 289-91, 290-91, 291-91, 292-91, 293-91, 294-91, 295-91, 296-91, 297-91, 298-91, 299-91, 300-91, 301-91, 302-91, 303-91, 304-91, 305-91, 306-91, 307-91, 308-91, 309-91, 310-91, 311-91, 312-91, 313-91, 314-91, 315-91, 316-91, 317-91, 318-91, 319-91, 320-91, 321-91, 322-91, 323-91, 324-91, 325-91, 326-91, 327-91, 328-91, 329-91, 330-91, 331-91, 332-91, 333-91, 334-91, 335-91, 336-91, 337-91, 338-91, 339-91, 340-91, 341-91, 342-91, 343-91, 344-91, 345-91, 346-91, 347-91, 348-91, 349-91, 350-91, 351-91, 352-91, 353-91, 354-91, 355-91, 356-91, 357-91, 358-91, 359-91, 360-91, 361-91, 362-91, 363-91, 364-91, 365-91, 366-91, 367-91, 368-91, 369-91, 370-91, 371-91, 372-91, 373-91, 374-91, 375-91, 376-91, 377-91, 378-91, 379-91, 380-91, 381-91, 382-91, 383-91, 384-91, 385-91, 386-91, 387-91, 388-91, 389-91, 390-91, 391-91, 392-91, 393-91, 394-91, 395-91, 396-91, 397-91, 398-91, 399-91, 400-91, 401-91, 402-91, 403-91, 404-91, 405-91, 406-91, 407-91, 408-91, 409-91, 410-91, 411-91, 412-91, 413-91, 414-91, 415-91, 416-91, 417-91, 418-91, 419-91, 420-91, 421-91, 422-91, 423-91, 424-91, 425-91, 426-91, 427-91, 428-91, 429-91, 430-91, 431-91, 432-91, 433-91, 434-91, 435-91, 436-91, 437-91, 438-91, 439-91, 440-91, 441-91, 442-91, 443-91, 444-91, 445-91, 446-91, 447-91, 448-91, 449-91, 450-91, 451-91, 452-91, 453-91, 454-91, 455-91, 456-91, 457-91, 458-91, 459-91, 460-91, 461-91, 462-91, 463-91, 464-91, 465-91, 466-91, 467-91, 468-91, 469-91, 470-91, 471-91, 472-91, 473-91, 474-91, 475-91, 476-91, 477-91, 478-91, 479-91, 480-91, 481-91, 482-91, 483-91, 484-91, 485-91, 486-91, 487-91, 488-91, 489-91, 490-91, 491-91, 492-91, 493-91, 494-91, 495-91, 496-91, 497-91, 498-91, 499-91, 500-91, 501-91, 502-91, 503-91, 504-91, 505-91, 506-91, 507-91, 508-91, 509-91, 510-91, 511-91, 512-91, 513-91, 514-91, 515-91, 516-91, 517-91, 518-91, 519-91, 520-91, 521-91, 522-91, 523-91, 524-91, 525-91, 526-91, 527-91, 528-91, 529-91, 530-91, 531-91, 532-91, 533-91, 534-91, 535-91, 536-91, 537-91, 538-91, 539-91, 540-91, 541-91, 542-91, 543-91, 544-91, 545-91, 546-91, 547-91, 548-91, 549-91, 550-91, 551-91, 552-91, 553-91, 554-91, 555-91, 556-91, 557-91, 558-91, 559-91, 560-91, 561-91, 562-91, 563-91, 564-91, 565-91, 566-91, 567-91, 568-91, 569-91, 570-91, 571-91, 572-91, 573-91, 574-91, 575-91, 576-91, 577-91, 578-91, 579-91, 580-91, 581-91, 582-91, 583-91, 584-91, 585-91, 586-91, 587-91, 588-91, 589-91, 590-91, 591-91, 592-91, 593-91, 594-91, 595-91, 596-91, 597-91, 598-91, 599-91, 600-91, 601-91, 602-91, 603-91, 604-91, 605-91, 606-91, 607-91, 608-91, 609-91, 610-91, 611-91, 612-91, 613-91, 614-91, 615-91, 616-91, 617-91, 618-91, 619-91, 620-91, 621-91, 622-91, 623-91, 624-91, 625-91, 626-91, 627-91, 628-91, 629-91, 630-91, 631-91, 632-91, 633-91, 634-91, 635-91, 636-91, 637-91, 638-91, 639-91, 640-91, 641-91, 642-91, 643-91, 644-91, 645-91, 646-91, 647-91, 648-91, 649-91, 650-91, 651-91, 652-91, 653-91, 654-91, 655-91, 656-91, 657-91, 658-91, 659-91, 660-91, 661-91, 662-91, 663-91, 664-91, 665-91, 666-91, 667-91, 668-91, 669-91, 670-91, 671-91, 672-91, 673-91, 674-91, 675-91, 676-91, 677-91, 678-91, 679-91, 680-91, 681-91, 682-91, 683-91, 684-91, 685-91, 686-91, 687-91, 688-91, 689-91, 690-91, 691-91, 692-91, 693-91, 694-91, 695-91, 696-91, 697-91, 698-91, 699-91, 700-91, 701-91, 702-91, 703-91, 704-91, 705-91, 706-91, 707-91, 708-91, 709-91, 710-91, 711-91, 712-91, 713-91, 714-91, 715-91, 716-91, 717-91, 718-91, 719-91, 720-91, 721-91, 722-91, 723-91, 724-91, 725-91, 726-91, 727-91, 728-91, 729-91, 730-91, 731-91, 732-91, 733-91, 734-91, 735-91, 736-91, 737-91, 738-91, 739-91, 740-91, 741-91, 742-91, 743-91, 744-91, 745-91, 746-91, 747-91, 748-91, 749-91, 750-91, 751-91, 752-91, 753-91, 754-91, 755-91, 756-91, 757-91, 758-91, 759-91, 760-91, 761-91, 762-91, 763-91, 764-91, 765-91, 766-91, 767-91, 768-91, 769-91, 770-91, 771-91, 772-91, 773-91, 774-91, 775-91, 776-91, 777-91, 778-91, 779-91, 780-91, 781-91, 782-91, 783-91, 784-91, 785-91, 786-91, 787-91, 788-91, 789-91, 790-91, 791-91, 792-91, 793-91, 794-91, 795-91, 796-91, 797-91, 798-91, 799-91, 800-91, 801-91, 802-91, 803-91, 804-91, 805-91, 806-91, 807-91, 808-91, 809-91, 810-91, 811-91, 812-91, 813-91, 814-91, 815-91, 816-91, 817-91, 818-91, 819-91, 820-91, 821-91, 822-91, 823-91, 824-91, 825-91, 826-91, 827-91, 828-91, 829-91, 830-91, 831-91, 832-91, 833-91, 834-91, 835-91, 836-91, 837-91, 838-91, 839-91, 840-91, 841-91, 842-91, 843-91, 844-91, 845-91, 846-91, 847-91, 848-91, 849-91, 850-91, 851-91, 852-91, 853-91, 854-91, 855-91, 856-91, 857-91, 858-91, 859-91, 860-91, 861-91, 862-91, 863-91, 864-91, 865-91, 866-91, 867-91, 868-91, 869-91, 870-91, 871-91, 872-91, 873-91, 874-91, 875-91, 876-91, 877-91, 878-91, 879-91, 880-91, 881-91, 882-91, 883-91, 884-91, 885-91, 886-91, 887-91, 888-91, 889-91, 890-91, 891-91, 892-91, 893-91, 894-91, 895-91, 896-91, 897-91, 898-91, 899-91, 900-91, 901-91, 902-91, 903-91, 904-91, 905-91, 906-91, 907-91, 908-91, 909-91, 910-91, 911-91, 912-91, 913-91, 914-91, 915-91, 916-91, 917-91, 918-91, 919-91, 920-91, 921-91, 922-91, 923-91, 924-91, 925-91, 926-91, 927-91, 928-91, 929-91, 930-91, 931-91, 932-91, 933-91, 934-91, 935-91, 936-91, 937-91, 938-91, 939-91, 940-91, 941-91, 942-91, 943-91, 944-91, 945-91, 946-91, 947-91, 948-91, 949-91, 950-91, 951-91, 952-91, 953-91, 954-91, 955-91, 956-91, 957-91, 958-91, 959-91, 960-91, 961-91, 962-91, 963-91, 964-91, 965-91, 966-91, 967-91, 968-91, 969-91, 970-91, 971-91, 972-91, 973-91, 974-91, 975-91, 976-91, 977-91, 978-91, 979-91, 980-91, 981-91, 982-91, 983-91, 984-91, 985-91, 986-91, 987-91, 988-91, 989-91, 990-91, 991-91, 992-91, 993-91, 994-91, 995-91, 996-91, 997-91, 998-91, 999-91, 1000-91, 1001-91, 1002-91, 1003-91, 1004-91, 1005-91, 1006-91, 1007-91, 1008-91, 1009-91, 1010-91, 1011-91, 1012-91, 1013-91, 1014-91, 1015-91, 1016-91, 1017-91, 1018-91, 1019-91, 1020-91, 1021-91, 1022-91, 1023-91, 1024-91, 1025-91, 1026-91, 1027-91, 1028-91, 1029-91, 1030-91, 1031-91, 1032-91, 1033-91, 1034-91, 1035-91, 1036-91, 1037-91, 1038-91, 1039-91, 1040-91, 1041-91, 1042-91, 1043-91, 1044-91, 1045-91, 1046-91, 1047-91, 1048-91, 1049-91, 1050-91, 1051-91, 1052-91, 1053-91, 1054-91, 1055-91, 1056-91, 1057-91, 1058-91, 1059-91, 1060-91, 1061-91, 1062-91, 1063-</p>

سكناش الراحيل

SPECTACLES

L'OPÉRA

ANCE ELYSÉES (v.a.), 20, rue Quinlin-Bauchart - MAXEVILLE (v.a.),
bd Montmartre - MERY (v.a.), 7, pl. de Clichy - FAUVETTE (v.a.),
av. des Gobelins - MONTMARNASSE 83 (v.a.), 83, bd du Mont-
nessé - GAMBETTA GAUMONT (v.a.), 6, rue Belgrand -
CAMBONNE (v.a.), 100, rue de Cambonne

LA POURSUITE IMPLACABLE

OLIVER REED, FARKO TESTI

Le vendredi 4 octobre le Théâtre
Charles de Beuchot accueille
le grand succès de la saison à L&S
POLICE CLAUDETTE dont les
principaux interprètes seront
Maurice Garrel, Brigitte
Nohain et Gabriel Dondin.

CLIJR, Meisner-Afort - GAMMA, Argenteuil
AVIATIC, La Bourget - CYRANO, Versailles

PARAMOUNT ELYSÉES - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT ODÉON - PARAMOUNT MAILLOT - CAPRI Gds Boulev.
MAINE RIVE GAUCHE - GALAXIE - CLICHY PALACE - PASTY
et pour ses interprètes en PUBLICS SORTIE
2, rue Grognet - 13^e (Forte de Sévres)
Péripétie : PARAMOUNT ELYSÉES II (Le Collé-Saint-Cloud)
CYRANO (Versailles) - CARREFOUR (Paris) - MELIES (Montreuil)
FRANCAIS (Enghien) - BUREAU (Orsay)
DAME BLANCHE (Garges-Meuses)
TRIANGON (Drancy) - BUXY (Boissy-Saint-Antoine)

BIBI ANDERSSON / JEAN PIAT

La RIVALE

un film de
SERGIO GOBBI

GENEVIÈVE FONTANEL / MAURICE BIRAUD
FRANÇOISE FLEURY - VALENTINE TESSIER
Miguel de
PAUL GEGAUFF / ANDRÉ COSMA / JEAN KERCHNER

LE MARAIS

HUSSENOT
THORENT

**L'ESCADRON
VOLAPUK**

Comédie de René GILSON

COLLEURS - CAPITAL FILMS

Le vendredi 4 octobre le Théâtre
Charles de Beuchot accueille
le grand succès de la saison à L&S
POLICE CLAUDETTE dont les
principaux interprètes seront
Maurice Garrel, Brigitte
Nohain et Gabriel Dondin.

ERMITAGE v.a. - BILBOQUET LA
MADELINE v.a.
CLICHY-PATHE v.a.
et pour l'ouverture de saison
MOLANAR-MONTMARNASSE

Julie
Christie

Donald
Sutherland

NE
VOUS
RETOURNEZ
PAS!

Daphné
du Maurier

un film de NICOLAS ROFG

LE MEILLEUR
FILM DE
SUSPENSE

PARLY 2 v.a. - ROSNY 1.a.
FLANADES Sarcelles
CARREFOUR Pantin

VOTRE CONSEIL
HIFI

le
Haut
Parleur

ILIEL HIFI CENTER
106-122, avenue Fdix Faure
Paris 15^e
Tél. : 823.09.20
2 AUDITORIUMS
CLUB CENTER
Bang & Olufsen

LE MARAIS

Les Dernières
Françaises

de
Jean-Pierre
LEFEBVRE

* Un des plus
bons films
de l'année
de Cannes *

J.L. BORY

DIARRITZ - UNOLINES - BONAPARTE
CLICHY-PATHE - ROTONDE - MURAT - LIBERTÉ - OMNIA BOULEVARDS

RAPT À L'ITALIENNE

Un Production CARLO PIRELLI
MARCELLO MASTROIANI
OLIVER REED
**RAPT À
L'ITALIENNE**

Carlo Andre Nicoletta Machavelli Lionel Stander Dino Risi

MELIES-MONTREUIL - ARTEL-VALLENTIN - CARREFOUR-ANTIV
ARIEL-BUXY - ALPHA-ARGENTEUIL - FLANADES-SARCELLES - PARLY 2

GAUMONT COLISEE - LE FRANCAIS - CARAVELLE PATHE - SAINT-GERMAIN STUDIO ET VILLAGE - MONTMARNASSE PATHE
GAUMONT CONVENTION - LA FAUVETTE - GAUMONT GAMBETTA - VICTOR HUGO PATHE
YELIZY-TRICYCLE, ASNIERES - BELLE EPINE, THIAIS - ARTEL, NOGENT - CYRANO, VERSAILLES -
HOLLYWOOD, ENGHEN - FLANADES, SARCELLES - BUXY, VAL-D'YERRES.

VIVES MONTAND
MICHEL PICCOLI
SERGE REGGIANI
GERARD DEPARDEU

CLAUDE SAUTET

**Vincent,
François,
Paul
et les autres...**

ANTONELLA LUALDI - STEPHANE AUDRAN - MAREL DUBOIS
UMBERTO ORSINI - LUDWIG MIAKEL - CATHERINE ALLEGRET
Claude Neron - JEAN-LOUP DABADIE - JEAN BOFFET
Philippe SARD - CLAUDE NERON - RALPH BAUM
et CLAUDE SAUTET

ST SEVERIN 12 rue St Severin 00E 50 91

14 JUILLET m^e Bastille 4 Bd Beaumarchais - 700 5113

un film de
Miguel Littin

LA TERRE PROMISE


PRIX GEORGES SADOUL 74
SELECTION SEMAINE CRITIQUE
CANNES 74

CANARD ENCHAINE
LE POINT

L'HUMANITE
PARIS MATCH
POLITIQUE HEBDO

L'EXPRESS
FRANCE SOIR

A la fois lyrique, terrible et bouleversant. Le manquer serait impardonnable.
Admirable — Miguel Littin donne une dimension tantôt lyrique, tantôt biblique à ce récit d'une
incontestable envolée.
Un très beau film — Un film important.
Œuvre envoûtante, rigoureuse. Le plus beau film chilien.
L'auteur de LA TERRE PROMISE est de la lignée des grands créateurs de cinéma révolutionnaire.
Il faut voir ce film d'espérance.
Fort des leçons discordantes de John Ford et de Glauber Rocha, Miguel Littin a fait un film superbe.
Un très grand film — Une œuvre spécifiquement chilienne, par son récit, par sa poésie et son
sens de l'épopée.



23 octobre-17 novembre

TIMON D'ATHENES

de SHAKESPEARE

mise en scène de Peter Brook

soirée 20 h 30 sauf dimanche et lundi
matinée supplémentaire le 1^{er} novembre
parterre 10 F - corbeilles 20 F

RÉSERVATION PAR CORRESPONDANCE

nom _____

adresse _____

dates (indiquer 2 dates possibles) _____

nombre de places à 10 F _____

nombre de places à 20 F _____

frais de location 1 F par personne _____

total _____

règlement d'joint par chèque bancaire ou
chèque postal 3 volets à l'ordre du
Théâtre des Bouffes du Nord, 37 bis,
boulevard de la Chapelle, 75010 Paris.
les billets vous seront expédiés 6 jours avant la
première date indiquée.

VILLE DE COLMAR 26 et 27 avril 1975

CONCOURS INTERNATIONAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE

Ensembles professionnels : quatuors à cordes
Ensembles dilettantes : trios, quatuors et quintettes à cordes

PRIX DE 500 A 6.000 FRANCS
et possibilités d'engagement

Remplacements et inscriptions :
OFFICE DU TOURISME DE COLMAR
Tél. (03) 41-60-20
Délai limite d'inscription : 15 janvier 1975

Comédie Française

Hernani

HUGO - M.E.S.G.R. MOSSEIN

MARIGNY

A partir du 8 octobre

HERNANI

HUGO - M.E.S.G.R. MOSSEIN

TH. DES MATHURINS
ANU. 90.00

OUETTE LAURE PASQUALI
GEORGES STAUQUET
BERNARD ALAINE

LE PERIL BLEU

mélange d'autothub
de

VICTOR LANOUX

SAMEDI : matinée 17 heures
soirée 21 heures

CARRÉ THORIGNY
Théâtre Silex Modest

SILVIA MONFORT
BERNARD GIRAudeau

POURQUOI LA ROBE D'ANNA NE VEUT PAS REDESCENDRE

DE TOM EYEN

« Une chose admirable, fine, délicate, fort adroitement composée, et se mêlant avec une vivacité brutale la poésie, l'humour et le réalisme »

PHILIPPE TESSON,
« le Canard enchaîné ».

Le 10 octobre 1974, sur demande et tout, matinée à 15 heures, soirée à 20 heures, prix 10 F - 277.36.39

BAL

de **BRECHT**

Création en France
Théâtre de la Plaine
912-30-10

SERVICE CONTINU
WEEK-END DU MONT

NAVY-CLUB-RESTAURANT

HUITRES • COQUILLAGES • SPECIALITES • FRUITS DE MER
DISCOTHEQUE 22 h à l'aube avec des Gogo Girls

SPECIALISTE REUNIONS PROFESSIONNELLES • BUFFET CAMPAGNARD
AUX FROMAGES DE PERVEY • DISCOTHEQUE 100% FRENCH MUSIC

SALLES CLIMATISEES • 55, Bd de l'Hippodrome • 75017
FERME LE LUNDI-MARDI JOURS FERMES

LE MILIEU DU MONDE
un film de ALAIN TANNER

...le chef-d'œuvre de cette semaine Rémo Forlani (R.T.L.)

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 18 h, 20 h : La Bohème
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : L'Homme de la Ville
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : L'Homme de la Ville
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : L'Homme de la Ville

Les autres salles

A.C.T. - Alliance française, 20 h, 45 : La Nuit des capucins
Antenne, 20 h, 30 : La Tuba
Avenir, 21 h, 25 : La fin d'un monde

Les autres salles

Albatros, 21 h, 25 : Les Deux Femmes
Balthus, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Balthus, 20 h, 30 : Les Deux Femmes

Les autres salles

Carte blanche, 20 h, 45 : Les Deux Femmes
Carte blanche, 20 h, 45 : Les Deux Femmes
Carte blanche, 20 h, 45 : Les Deux Femmes

Les autres salles

Cour des Miracles, 18 h, 30 : Les Deux Femmes
Cour des Miracles, 18 h, 30 : Les Deux Femmes
Cour des Miracles, 18 h, 30 : Les Deux Femmes

Les autres salles

Grignan, 21 h, 25 : Les Deux Femmes
Grignan, 21 h, 25 : Les Deux Femmes
Grignan, 21 h, 25 : Les Deux Femmes

Les autres salles

Le Lézard, 18 h, 30 : Les Deux Femmes
Le Lézard, 18 h, 30 : Les Deux Femmes
Le Lézard, 18 h, 30 : Les Deux Femmes

Les autres salles

Neuchâtel, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Neuchâtel, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Neuchâtel, 20 h, 30 : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Vendredi 4 octobre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les autres salles

Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes
Opéra, 18 h, 20 h : Les Deux Femmes

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h : Les Deux Femmes
Caveau de la République, 21 h : Les Deux Femmes
Caveau de la République, 21 h : Les Deux Femmes

Le jazz

Salle Weyl, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Salle Weyl, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Salle Weyl, 20 h, 30 : Les Deux Femmes

La danse

Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : Les Deux Femmes

Les concerts

Salle Weyl, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Salle Weyl, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Salle Weyl, 20 h, 30 : Les Deux Femmes

Festival d'automne

Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : Les Deux Femmes
Théâtre de la Ville, 20 h, 30 : Les Deux Femmes

SAINT-ANDRÉ DES ARTS

IDI AMIN DADA

100.000 ENTRÉES / 6^{ème} MOIS

A PARIS

Horaires film : 14 h - 18 h 40 - 19 h 20 - 20 h 40 - 22 h 20

allez... on se téléphone...

un événement dans le cinéma

le 1^{er} film en super 8 mm

matinée comédie et Bernard le coq dans un film inédit en super 8

sur Philippe Vial, Théâtre de la Ville

projeté en super 8

sur l'actualité au studio Jean Cocteau

à l'occasion de la 1^{re} nuit : 033-47-02

U.C.C. MARBEUF - VENDOME - U.C.C. ODEON - MONT-PARNASSE BIENVENUE
CAMBONNE - ELYSÉE LINCOLN - LE HOLLYWOOD BOULEVARD
LE JARDIN MARIOT - CLICHY-PATHE et en périphérie

250.000 SPECTATEURS ONT VU CE FILM
(avec "Une Collection Particulière" en 1^{re} partie)

Un catéchisme de caresses

AL BORY
Le Nouvel Observateur

Ce film atteint à l'érotisme véritable...

Jean de Boroncelli (le Monde)

Les fêtes secrètes de la luxure...

Gilles Jacob L'Express

Contes immoraux

Film de WALERIAN BOROWOZYK
avec PALOMA PICASSO

Au 1^{er} plan : une collection particulière

Contes immoraux

Film de WALERIAN BOROWOZYK
avec PALOMA PICASSO

Au 1^{er} plan : une collection particulière

Contes immoraux

Film de WALERIAN BOROWOZYK
avec PALOMA PICASSO

Au 1^{er} plan : une collection particulière

Contes immoraux

A/2
78 A PARTIR **983.000** **80 %**
20 **1974**  
REB  **OUVERT**
DOMAINE DE L'ARME GAUTHIER - Rue de
Maison, ORGEVAL - 4 types de maisons de 5, 6, 7 pièces,
pour 100 à 150 m², chauffage électrique, cuisine équipée, car-
phon, et terrain, excepté, s. terr. 700 à 1.100 m², et prop.
Pai Crédit Agricole, 10 ans, 10%, M. LAM, rural, pl. s. et
dim. de 10 à 30 m, 19 h, mar. au venr. C.O.S.E.G.I.,
114, rue du Gén.-de-Gaulle, 78300 Paimb, tél. 955-43-86.

e/s

92

2700
STAMPAT

80 %
20

L 1976

REPER

128

REPER

1976

LEADER
PROFESSIONNEL
DES BUREAUX DE VENTES

128

REPER

1976

LEADER
PROFESSIONNEL
DES BUREAUX DE VENTES

**FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du MI-Foch,
à Fontenay-aux-Roses - A 10 m n°-piéd de la ligne des
Sceaux; dans un site agréable, une élégante et discrète
résidence de studio de 4 pièces, 100 m², sur deux étages, en
soif muré et parqué de 10 à 12 t. h et de 14 à 19 h.
un seul meuble.**

GSCIC, 15, bd de Valenciennes

Téléph. : 567.55.66

CAPRI

PROMETITE

7/8

92

2000

FBI

2000

FBI

80 %

20

174

1256

M

RENTAL

RENTAL

Fas

L'HERITAGE - 8-14, pl. de St-Jacques-Scoeur, ex son colporteur, à 500 m ligne de Scaour, 2 jours, d'une vieille raffinerie dans un parc, rue du Capitaine de la Marine, 100 m, Houdan, Scaour, 15, pl. de 10 à 12 h, 14 à 19 h et mai, juin.

Le Héritage de

CAPRI

S-CSC

15, bd Vaughand-15°, 350-79-54

G

1/5  2300  80%  20 

LA LISIERE DU GOLF - 60, r. du Cl-de-Rochester,
Gers - Entre le golf et l'hôpital, au milieu de 7.000 m²
d'eau - vert, plat, brun & blanc cot. Prestations intier, grande
qualité. Vrai, précis, sûr, facile. 2.950 \$ nettoir. De 3
ou 6 pièces. Rens. sur place les jrs 12 à 19 h, et mardi.

GAPRI 

G-3CIG, 15, bd de Vaugou-
nard-15e - T. 967-27-74.

6/4 5.300 80% 1976 172

20

163 164

LES NYMPHEDES DE L'ILE - 16, 16, du Parc, Mauduit.
Entre 2 bras de Seine, 2 liras, de grande classe atuais don-
to la partie la plus verte, la plus colorée de l'île de la Jatte. Sur
de vive eau, les bras de 118 118 de 118 118 de 118 118 et
au marais, Tel. 747-45-96, S.C.I. du Parc de
l'île de la Jatte, 5/c. SINYM, INSTRUCTION
23, avenue Kléber, 75116 Paris.











LE PARC DES ABONDANCES (5.500 m², 17, rue des Abondances - 71, rue des Anne-Jacquie, Rouloges - Au milieu des arbres, 4 élégantes petites villas de 3 étages. Situation sur 6 ha de haute qualité. Terrains à bâtir. Livraisons printaniers 73. Bureau s. pl. à l'A.M. s. mardi.

PROMEX Informé et venant de: PROMEX - 65, rue Georges, Sarcelles 93 - Téléphone : 755-82-10.













BAGNOLET M^e GALLIENI - PARC DE BAGNO-
LET - 32, av. Gambetta - Bois du nouveau centre d'off.
 en bois d'œuvre avec Roissy, un éminent petit immeuble
 studios et 2 plaines terminés fin 1975). Informé et vertu :
PROMEX 65, rue Ronsard, Paris 17^e
 Téléphone : 755-42-10

1/5 3.400 80% ■
94 FD 20 1975 46 1/2

LE BORDEAUX - Angle rue de Coeffiers et rue des
Bordeaux, Charentes. - A deux pas du Bois de Vincennes,
petit immeuble de 46 appartements. Restent à vendre 3 et
4 étages. - Proximité des transports tous les jours, sauf
dimanche, de 9 à 19 h.
G.S.C.L., 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°),
tél. 567-53-66.

1/2
95

171.000
FD

CF
5.5%

90 %
20 -

LYRIANNE
MARIETTE

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

X

Y

Z

LES HAMEAUX DE PARMAIN - Rue du Général-Perovskia - Paris 16^e - d'ici 6 p.m. et s.p.
+ combis aménagées de 4 p. Reste 30
+ samedi, lundi, jeudi, dimanche, de 14 h à 18 h 30 et samedi de 10 h à 12 h et de 18 h à 20 h. Tél. 751-16-63.

PIERRE BARON S.A., 56 rue Coeurtes, 75116 Paris

Téléphone : 533-21-39

...et pour financer votre achat
un prêt
cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
6 rue Volney 75083 PARIS CEDEX 02
TEL. 280-36-10 et 742-73-15

Cergy-

5-2003

صبرنا من الازل

BREST-KERGARDEC (Finistère)

Des machines et des ajoncs

FAIRE des travailleurs des villes un travailleur, dans les champs : c'est l'ambition d'une volonté de changement. Brest nourrit un tel projet, dont l'extension a déjà commencé depuis octobre 1972. En bordure de la voie express à laquelle elle sera directement raccordée plus tard par un échangeur, une zone industrielle d'un genre nouveau est en cours d'aménagement. Alors qu'autrefois la première tâche des bulldozers était de raser les talus, à Kergardec, au contraire, le relief du terrain et les haies vives ont été respectées. Il s'agit de bâtir des usines et des entrepôts parmi la nature, tout en répondant aux impératifs d'une industrialisation moderne, voire de ce que l'on a appelé le ciel bleu ou les fondations d'un bouquet, au lieu des murs sales des installations voisines, cela fait autrement partie de la qualité de la vie.

Classée sous pilotis, ce qui lui vaut la sollicitude financière de la DATAR, la zone d'activité de Kergardec se divise en deux : une première partie s'étend sur 110 hectares ; c'est elle qui est en cours de réalisation. La seconde

Conserver l'équilibre biologique local

Les premières constructions s'élèvent de chaque côté d'une large artère appelée « boulevard industriel ». Elles doivent satisfaire à des dispositions sévères, dont la première est de s'intégrer au paysage. Ainsi la surface de tout bâtiment ne doit dépasser en aucun cas 60 % du terrain sur lequel il s'élève. Il est encore prévu que les surfaces non bâties et non aménagées en voies de circulation et aires de service et de stationnement seront obli-

gatoirement engazonnées à concurrence de 10 % de la surface parcellaire au moins.

Le cahier des charges prévoie encore que les zones plantées de des arbres se développant naturellement dans le Finistère, pour conserver l'équilibre biologique local et indiquer même, comment il convient de les mettre en place.

L'usine dans la verdure mais aussi dans un environnement varié. C'est pourquoi un hôtel de la chaîne Novotel s'inscrit aux portes de Kergardec. Cependant dans le « centre de vie » prévu à l'intérieur de la zone d'activités on trouvera un restaurant inter-entreprises de mille deux cents couverts. L'appel clair pour la construction doit être lancé dans les prochains jours. A proximité du terrain de sports de 17 hectares s'élèvera un centre de formation des apprentis. La première banque de la région s'installera à Kergardec. Para-t-il bon travailler dans cette zone d'activités nouvelle style ? Tout est mis en œuvre dans ce but. Mais ce sont les entreprises qui pour l'instant manquent le plus.

JEAN DE ROSIERE.

DOUVRIIN (Pas-de-Calais)

La condamnation du gigantisme

A-T-ON jamais imaginé zone industrielle plus avenante que celle de Douvrin-Billy-Berclau, à la frontière des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ? Tous les bons goûts de l'industrie moderne semblent s'être penchés sur son berceau. Ses atouts : une situation privilégiée au cœur du triangle Paris-Londres-La Haye, à 50 kilomètres de Lille ; une desserte parfaite : voies ferrées, autoroutes, voie express sur la zone même, canal à grand gabarit pour péniches de 1 350 tonnes et convois poussés de 3 000 tonnes, un aéroport tout proche ; équipement exemplaire en eau, électricité, gaz naturel ; station d'épuration, télécommunications, etc. Un réservoir de main-d'œuvre : le bassin minier voisin (Lens est à 5 kilomètres) en pleine conversion.

Et pourtant cette zone industrielle idéale est en panne. Une seule entreprise de taille, la Française de mécanique (Renault-Peugeot) s'y est installée en 1970 sur 150 hectares et occupe actuellement 1 711 personnes. Aucun autre projet sérieux n'est annoncé depuis cette époque.

L'heure des remboursements a sonné

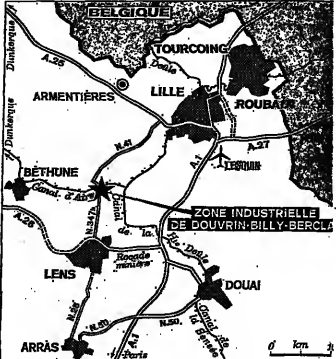
La zone de Douvrin-Billy-Berclau, que l'on a baptisée plus joliment depuis « Amble-Blanc », a aussi bénéficié de bonheurs exceptionnels. Elle est née d'une initiative de l'Etat alors que s'annonçait en 1967 la récession minière. Fait rare, la C.E.C.A. a accordé un prêt de 15 millions de francs (payés en livrets). La maîtrise des opérations d'aménagement lui a été confiée à la Société d'équipement du Pas-de-Calais (SEPA), que préside M. Henri Henneguelle, maire de Boulogne-sur-Mer. En même temps, était créé un syndicat intercommunal regroupant les vingt et une communes du secteur de Douvrin concernées. Le département et l'Etat acceptaient le gérance totale du prêt. Tout était donc en place pour le succès.

M. Roger David, sous-préfet de Boulogne à cette époque, avait beaucoup travaillé à la réalisation de cette zone capable d'accueillir quelques vingt mille travailleurs. Aujourd'hui, il occupe le poste de commissaire à la conversion pour le Nord et multiplie les démarches pour attirer les industriels. Mais la tâche s'avère extrêmement difficile.

Si l'heure des remboursements a sonné, cette recette importante, le prix payé par la Française de mécanique, mais versé par acomptes sur quinze années, la SEPA voit venir l'heure où elle serait incapable de faire face à ses obligations. Les interventions du conseil général à Pa-

ris, un arrangement avec la C.E.C.A. et la DATAR ont permis de trouver une solution toute provisoire. Mais le dilemme pour l'avenir est sombre : ou des activités nouvelles apparais-

sent pour faciliter la conversion du bassin minier. C'est pourquoi l'effort supplémentaire est fait pour attirer les industries. Au prix du mètre carré équivalent



tront à Douvrin, ou l'Etat devra honorer ses engagements financiers sans que pour autant cette opération ait donné et de loin ce qu'elle

La contagion des salaires de Renault

On essaie pourtant de comprendre les raisons de ce qui apparaît bien comme un échec. Pour beaucoup, la Française de mécanique, loin d'être d'autres entreprises, a joué un rôle de repoussoir. On résume ce phénomène par une formule : « On rejette la contagion des salaires de Renault ». D'autres avancent que la proximité du complexe de Douvrin, occupant une main-d'œuvre nombreuse et cherchant à en recruter davantage, n'est pas propice à la création d'un autre ensemble de grande taille.

Pour M. Henneguelle, président de la SEPA, ces raisons jouent en partie sans doute, mais il conteste aussi : « Les nombreuses zones industrielles de petites dimensions installées dans la région jouent contre la grande zone. Il ne suffit pas de

se trouver à proximité d'une main-d'œuvre abondante. La police a dans un environnement difficile tout proche de la ville, attire plus. Contrairement à ce qu'on imagine, un canal à grand gabarit n'est pas un atout. Cette expertise pour mal conduire la grande zone industrielle... »

GEORGES SUEUR.

ANTONY (92)

à 9 kilomètres de Paris par l'autoroute A-6, la Nationale 20 et desservis par la N. 186

dans un même immeuble

ENTREPOTS et BUREAUX EN LOCATION

à partir de 125 F le m2 H.T.

● Livraison début 1975 ●

COMMERCIALISATION

IMMOFRANCE

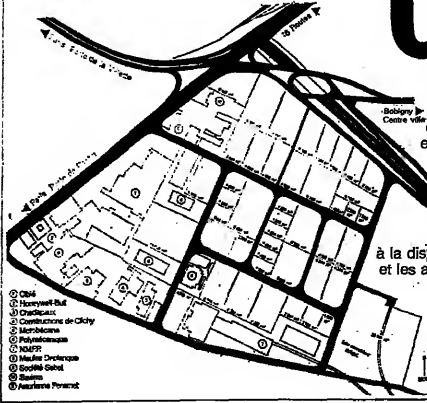
29, rue d'Artois
75008 Paris
Tél. : 359-73-70

SOPREC

41 bis, av. Biquet
75007 Paris
Tél. : 551-49-29
551-55-49

RÉALISATION SOPROTONY - Tél. : 532-47-18

28ha à 2km de Paris... Quid dit mieux?



Situation unique dans la banlieue de Paris « Bobigny nouvelle ville » propose aux Industriels 28 hectares de terrains aux portes mêmes de la capitale. Il s'agit bien ici d'une zone industrielle « urbaine » intégrée à la Nouvelle Ville et bénéficiant de l'ensemble de ses équipements (administratifs, scolaires, commerciaux etc.) qui prolonge et développe considérablement un important secteur d'activités où sont déjà installées des entreprises comme Cibié, Honeywell-Bull, Saviem, les Constructions de Clichy, Motobécane, Polymécanique, Asturienne Penamert... A partir de lots minima de 1000 m2, les industriels auront la possibilité de déterminer l'importance des terrains à acquérir en fonction de leurs besoins.

La SEMARBO, chargée de l'aménagement de la zone met l'ensemble de ses services à la disposition des industriels intéressés par cette localisation exceptionnelle, pour les conseiller et les aider à résoudre tous les problèmes posés par une implantation nouvelle.



Bobigny nouvelle ville

Pour recevoir une documentation complète, sans engagement de votre part, écrivez ou téléphonez : SEMARBO - 16, avenue Paul-Eluard 93000 Bobigny Téléphone : 844.28.86

صكنا من الاميل

صكنا في الدليل

Une nouvelle politique
sur les zones industrielles

MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)

Les camions dans les étages



A la ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis) s'achève la construction de la première véritable zone industrielle en hauteur aménagée en France. « Montreuil 1 ». Quatre zones commerciales existent à « en banlieue » : la cité Clément, dans le dixième arrondissement (1920), le centre artisanal Américain, dans le vingtième (1920), et la cité des Arts, à St-Denis, dans les Hauts-de-Seine (1960). Aucune d'entre elles n'est véritablement conçue comme un « pour accueillir des entreprises » moyennes ou petites. Une zone industrielle véritablement née, à Montreuil, d'un besoin. En premier lieu, les entreprises ont besoin d'un espace « décongestionné » de leur milieu, qui perd, bon en soi, mais qui est devenu un piège à mort. Quatre hectares étaient disponibles dans le haut de Montreuil, pour la création d'une zone d'activités. D'autre part, les petits industriels de l'agglomération parisienne éprouvent le plus grand mal à s'agrandir : ils doivent dénicher vers des zones industrielles extérieures tout souvent dépourvues d'équipements sociaux. Situé à 4 kilomètres du boulevard périphérique, « Montreuil 1 » présente pour ses occupants une formule d'un immeuble collectif à étages permettant d'offrir des prix compétitifs grâce à une meilleure répartition de la charge foncière.

Il est regrettable, en fin de compte, que ce conservatisme juridique et technique paraisse une opinion aussi nécessaire. Nombreuses sont les petites entreprises à être dans leurs ateliers de Montreuil ou des arrondissements de l'est de la capitale. « Montreuil », desservie par les autoroutes B-8 et A-8, les mettrait à cinq minutes de Paris en leur offrant des services communs qu'aucun d'entre elles n'a les moyens de créer, comme le restaurant d'entreprise et le service permanent de sécurité.

ALAIN FAUJAS.

LE PARC DE ZONES D'ACTIVITÉ EN RÉGION PARISIENNE (*)

DEPARTEMENT	Surface totale en ha	Surface vendue en ha	Surface disponible en ha
HAUTE-DE-SEINE	418	261,8	26,5
SEINE-SAINT-DENIS	533	54,9	54,9
VAL-DE-MARNE	394	286	10,5
SEINE-SAINT-DENIS	598	322,9	275,9
VAL-D'OISE	382,7	258,3	227,2
YVELINES	234,5	188,3	57,2
SEINE-SAINT-DENIS	348,9	147,3	148,9
MELAN	437,3	1 824,4	1 266,3

(*) En février 1974. Sources : chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Le but affiché et déclaré des responsables de l'aménagement du territoire est de freiner, voire d'empêcher, la croissance naturelle des activités dans la région parisienne.

Pour ce faire la DATAR favorise l'industrialisation dans certaines zones d'activités particulièrement exposées aux crises économiques ou affectées par la récession d'activités industrielles anciennes, ou encore trop fortement saturées. Parallèlement, elle encourage sérieusement les créations d'espaces ou zones nouvelles, elle dispose pour cela de deux moyens :

- 1) L'AGREMENT : c'est l'autorisation ministérielle nécessaire — avant de disposer la permis de construire — à l'utilisation de locaux à usage industriel. A usage de bureaux ou d'ateliers, des lieux qu'il s'agit, — pour les usages d'une surface de plancher de plus de 1 200 m² ; — pour les bureaux d'une surface de plancher de plus de 1 000 m² ; — pour les entrepôts d'une surface de plancher de 10 000 m².

2) LES REDEVANCES : ce sont des taxes payées en une seule fois par l'industriel. Les montants diffèrent selon la nature des locaux, le lieu géographique d'implantation. Leur taux varie (selon la proximité de Paris et la localisation en ville ou en zone d'activités) de 150 F le m² à 25 F pour les locaux industriels, et de 600 F à 200 F le m² pour les bureaux.

Des industriels incrédules

« Montreuil 1 » est un bâtiment du type « immeuble collectif », mais le niveau en forme de pyramide. La terrasse, aménagée en sa vert, accueille un restaurant trapézoïdal de 200 mètres carrés de surface. La courbe de l'immeuble est assurée par deux rampes : une à l'entrée pour les camions, une à l'arrière pour les voitures. Le bâtiment porte sur 218 mètres carrés, dont 100 mètres carrés sont réservés à la vente de produits. Le terrain, aménagé en sa vert, accueille un restaurant trapézoïdal de 200 mètres carrés de surface. La courbe de l'immeuble est assurée par deux rampes : une à l'entrée pour les camions, une à l'arrière pour les voitures. Le bâtiment porte sur 218 mètres carrés, dont 100 mètres carrés sont réservés à la vente de produits.

Des usines qui ne soient pas des ghettos

(Suite de la page 37.)

D'ailleurs, les enquêtes démontrent que, d'un strict point de vue économique, la productivité par poste de travail est directement fonction de la surface mise à la disposition de l'ouvrier. C'est pourquoi les pouvoirs publics tentent à brève échéance à l'heure la norme idéale d'occupation du sol.

Enfin, au chapitre de l'amélioration de l'esthétique, il s'agit de l'Etat privé pour cela des subventions de respecter le plus possible les caractères particuliers du site en laissant en l'état les espaces verts et les bois, et de veiller à la qualité architecturale des bâtiments (formes, choix et mariage des matériaux et des couleurs). A Cambrai, à Angoulême, au Vendreuil près de Rouen, où l'on construit une ville nouvelle, les aménageurs des zones d'activités ont, dans ces esprits, essayé de ne pas recréer des ghettos. D'autres expériences sont tentées à Grenoble, Perpignan, Rivesaltes, Brast, Nantes, Bar-Le-Duc, Châlons-sur-Marne, où la struit à Boulogne-sur-Mer, Nevers, Narbonne, Dieppe, Pau.

Cette politique qualitative des zones industrielles devrait connaître un coup de pouce depuis que M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a pris sous sa tutelle la DATAR. En effet, le ministre d'Etat ne cache pas qu'il est urgent de mettre l'accent sur les aspects sociaux de l'aménagement du territoire. Il s'agit en clair de simplifier et d'améliorer concrètement la vie quotidienne des Français. Une première application de ces nobles principes devrait voir le jour sur le plan du l'habitat ou l'habitat doit construire une usine nouvelle, avec l'aide de six mille à sept mille ouvriers de chantiers.

La vie quotidienne ? Pour quelque temps encore, c'est sept ou huit heures, dans une usine, un atelier ou un bureau. Si, déjà, cette tranche de vie n'était pas une épreuve, un gâchis.

FRANÇOIS GROSCHARD.

La foire représentative de l'art du XXème siècle

L'offre de 80 galeries renommées allemandes, belges, françaises, italiennes, espagnoles, autrichiennes, anglaises, américaines et suisses.

Foire internationale des objets d'art Cologne 1974 ; du samedi 19 au jeudi 24 octobre, de 10 à 21 heures. Halls côté Rhin du Terrain des Salons à Cologne-Dentz Halls 1 et 2, 1er étage.



(PUBLICITÉ)

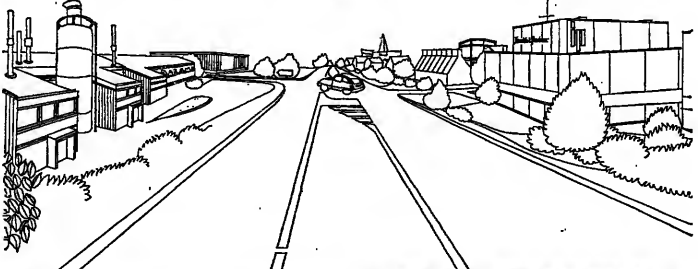
Dans l'industrie française, 80 % des implantations nouvelles se font en zone industrielle.

Ceux qui y travaillent y passent plus du 1/4 de leur temps pendant les 3/4 de leur vie.

et les entreprises sont de plus en plus soucieuses de leur environnement pour les clients qu'elles doivent accueillir, pour le personnel qu'elles doivent recruter. C'est donc l'importance de l'aménagement des zones industrielles pour le mode de vie de leurs usagers et pour le développement des entreprises. Dans ce domaine, la responsabilité de l'établissement public d'aménagement est évidente lorsque il définit le tracé des voies et réseaux divers pour les espaces verts publics pour intégrer les usines dans un environnement naturel, lorsqu'il constitue un Centre de services pour offrir aux entreprises et à leur personnel les prestations qui leur sont nécessaires en matière de restauration, de santé, de P et T, de banque, etc. Malgré tout, un aménagement réfléchi des espaces publics ne garantit en rien le résultat final, l'ordonner pour l'essentiel des usines à venir avec leurs contraintes qu'on ne peut connaître à l'avance.

Bien sûr, sur quelques points précis, on peut fixer des règles simples : prévoir des réseaux électriques et téléphoniques, des réseaux d'égouts, des surfaces, des parkings en fonction des besoins, mais, pour l'essentiel, les problèmes sont différents pour chaque entreprise, selon sa taille, sa production, sa structure.

Que faire ? Pour assurer la réussite de l'ensemble, tout compte : le plan du bâtiment, les couleurs, les volumes, les façades, couvertures, la disposition des bâtiments dans le lot, le traitement des espaces extérieurs, circulations, espaces verts. Pour nous, il ne s'agit pas, sur des différents points, d'imposer des solutions à priori des formes, un style, mais de mettre à votre service notre connaissance du terrain. Chaque site a sa personnalité, ses atouts et ses contraintes dont il faut tenir compte. Nous les avons étudiées et vous les présentons.



Volumes
Les raquettes des parcs industriels permettent de prendre conscience du cadre global dans lequel s'inscrivent l'usine et de visualiser les premiers projets en volume, en situation.

Couleurs
L'étude de couleurs réalisée sur le site à différentes époques de l'année par photos et gouaches, précise les tonalités dominantes du paysage selon les saisons. Elle permet des recommandations dans les différentes gammes de matériaux proposées par les fabricants.

Plantations
Nous avons effectué un recensement des essences d'arbres communes à la région. Des espaces verts publics d'ores et déjà plantés privilégient ainsi un choix d'espèces suggéré par l'étude du paysage. Les plantations privées peuvent prolonger ce premier résultat.

Éclairage
Les techniques utilisées, les niveaux d'éclairement retenus, peuvent modifier sensiblement la perception d'un lieu. Dans ce domaine également, une série d'options est proposée à chaque entreprise en liaison avec l'aménagement d'ensemble.

Signalisation
Dans des sites neufs, le repérage est primordial pour les fournisseurs, pour les clients. La mise en place d'un système de fléchage, un bon positionnement des enseignes, leur facilité la recherche de l'entreprise.

Volumes, couleurs, plantations, éclairage, signalisation se combinent pour former le paysage de chaque parc industriel. Responsables de la qualité et de la cohérence de ces paysages, nous nous livrons à un dialogue s'établissant entre votre équipe et la nôtre pour mettre au point des différents aspects de votre projet. Si vous le souhaitez, nous vous proposons un plan d'espaces verts, un plan d'éclairage, des recommandations en matière de couleurs.

D'une manière plus générale, l'établissement public suivra la mise au point de votre projet et interviendra à titre de conseil au plan technique et au plan architectural.

Ensuite, il faudra lancer le chantier, suivre les travaux, préparer l'ouverture du nouveau établissement. D'autres décisions s'imposeront, d'autres demandes. Pour rester au service du chef d'entreprise, de façon efficace et complète durant toute phase de travaux, l'établissement public a intégré à son équipe des techniciens dotés de ce type de problèmes, dont il sont chargés spécialement. Ils connaissent sur chaque chantier, tous les responsables, qu'ils soient publics ou privés.

Formalités administratives, logement et accueil du personnel, assistance au recrutement sont également de notre ressort si vous le souhaitez.

Pour nous l'objectif est clair : réussir l'insertion réelle de l'entreprise dans la ville nouvelle.



Le Vaudreuil VILLE NOUVELLE

à 100 km de Paris sur l'autoroute de Normandie, à 1 h de la gare St-Lazare.

1708 on 4/10/01

Subject: _____

● **Les ouvriers qualifiés.** — Le deuxième outil est celui des ou-

lement de l'activité tertiaire. »

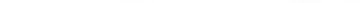
supérieure à 20 % de la surface do
lut.

de la façade des habitations les plus proches de la zone d'activités.

ension

Cité Administrative
59048 LILLE CÉDEX

Tél : (20) 52-01-89



19, rue de la Tour - 75016 PARIS Tél. 525.60.50



Une nouvelle politique pour les zones industrielles

«UN MARCHÉ ACTIF DE LOCATION DE BATIMENTS INDUSTRIELS DEVRAIT VOIR LE JOUR EN PROVINCE»

nous déclare M. Philippe Appert, directeur général de Mackenzie Hill S.A.

LA réalisation de zones d'activités n'est pas l'apanage d'organismes publics ou para-publics. Certains groupes privés s'intéressent à ce genre d'investissements. Par exemple, tout récemment, le groupe de la banque Hottinguer, par l'intermédiaire d'une filiale, la SOFIBUS, a lancé la zone industrielle de Bonneuil-sur-Morne, représentant 70 hectares, et la création à terme de 6 000 emplois.

Un autre groupe, Mackenzie Hill S.A. (100 000 F de capital), filiale de la société britannique Mackenzie Hill Holding Limited, installé en France depuis 1969, multiplie les opérations dans la région parisienne et en province. Nous avons demandé à M. Philippe Appert, directeur général de Mackenzie Hill S.A., de nous expliquer la politique de son groupe.

« Parmi les multiples aménageurs de zones d'activités, publiques et para-publics, y a-t-il une place pour les promoteurs privés ? »

« Oui, mais aucun doute, mais il faut savoir que nous ne ferons jamais des zones aussi importantes que celle de Fos par exemple. Les zones de Louvres, c'est 20 hectares dans une première tranche, puis 15 hectares dans une seconde dans la ville nouvelle d'Evry, c'est aussi 30 hectares, à Fleury-les-

Aurais, près d'Orléans, à Châteaufort-les-Marquises, où nous finissons les études, une vingtaine. Dans certains cas, à Fleury et à Châteaufort, nous intervenons en complément de l'action des organismes publics. Ainsi à Fleury, depuis quelques années, la municipalité voulait étendre les zones d'activités. Mais comme c'est une petite commune, elle n'en avait pas toujours les moyens ; nous lui avons donc proposé de prendre ses problèmes en main.

On a conclu avec la ville une convention aux termes de laquelle on lui paye une somme (1 F par mètre carré) pour lui permettre de faire sa voirie primaire. Pour l'extension de la zone, nous avons négocié à l'amiable avec sept ou huit propriétaires.

« Ce qui séduit les pouvoirs publics c'est que nous ne sommes pas seulement des aménageurs de terrains. Nous ne cherchons pas à revendre ce que nous achetons, ce n'est pas notre but. Nous construisons des bâtiments « en blanc » (c'est-à-dire sans aménagement de fin) au moment de leur construction) que nous louons, en location simple (1).

« Comment doivent être conçues les zones d'activités ? Selon quels critères ? »

« Nous sommes des partisans des petites surfaces. Même à l'arrière de très vastes opérations comme la ville nouvelle de l'Isle-d'Auxois, près de Igny, nous avons prévu une petite portion de 20 hectares. Il faut avoir le souci d'unité dans la construction des bâtiments, et pour cela nous les réalisons nous-mêmes et ils se ressemblent. Nous avons notre propre service d'ingénierie et de techniques qui suivent de bout en bout la construction des bâtiments. En outre, tout est question de proportions. Le groupe Mackenzie Hill doit répartir ses billes un peu partout dans le monde, dans des opérations diverses, et

l'engagement de sommes trop importantes dans une seule réalisation en France serait dangereuse.

« Pourquoi la location plutôt que la vente ? »

« Nous ne louons que des terrains équipés de bâtiments, c'est-à-dire tout de suite habitables par les chefs d'entreprise. Il y a trois ou quatre ans le groupe britannique a constaté qu'en France il n'existait aucun marché localisé des établissements industriels et des entreprises. Pourquoi ? A cause des règles des baux commerciaux français, selon lesquelles tous les trois ans le locataire peut

s'en aller, et cela représente évidemment un risque pour l'investisseur. Les responsables anglais du groupe ont estimé que ce risque était réel mais qu'il était pas rédhibitoire, étant donné que la hausse constante du prix des terrains et des loyers pouvait de toute façon garantir un revenu normal aux investisseurs. A condition bien sûr de mettre à la disposition des utilisateurs des bâtiments « habitables », qui peuvent être occupés immédiatement et successivement par plusieurs entreprises. A ce moment-là, évidemment, le risque de se retrouver avec un immeuble sans acquiescer est beaucoup moindre.

« Pas un centime pour financer cette opération... »

« Étant donné le ralentissement de l'expansion dans les mois qui viennent, quelles sont les perspectives pour les aménageurs et les vendeurs de zones d'activités ? »

« Les perspectives sont évidemment incertaines. Mais la situation est paradoxale. Ainsi, j'ai plusieurs clients qui sont prêts à signer tout de suite un bail pour l'occupation de 5 à 10 000 mètres carrés voire même 15 000 mètres carrés à Villefranche-sur-Saône. Devant cette demande je ne trouve pas un centime pour financer ces opérations. Les fonds propres de ma société ne suffisent plus, et le groupe britannique qui la contrôle a les mêmes

problèmes dans tous les pays où il intervient. Autre tracas : à notre société, vous savez d'après les règles édictées par la Banque de France nous ne pouvons pas émettre des obligations financières en devises pour nous financer nos nouvelles opérations depuis une semaine les banques américaines stoppent tout.

Pour accélérer les fonds propres de notre société et lancer de nouveaux programmes nous allons être obligés de vendre une partie de notre patrimoine : trois bâtiments à Louvres, Gonesse, trois à Romainville, etc. Certaines opérations de vente d'immeubles à Paris sont courues. Nous escomptons de ces opérations un bénéfice de 35 millions de francs avant fin 1974. Qui sont les acheteurs ? Des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOIMI), des compagnies suisses, des sociétés civiles, des banques, qui achètent privés. Par exemple Bernex, nous allons acheter un bâtiment au prix de 3,5 millions de francs. Cette rentabilité est évaluée à 11 % une telle transaction peut ressembler à un investissement privé, mais elle n'est que la vente d'un bâtiment à un investisseur privé, nous allons élargir l'éventail de partenaires aux Canadiens et Hollandais. »

(1) D'autres groupes comme ceux qui se sont créés à la fin simple et le crédit-bail, qui la contrôle a les mêmes

60 000 ANNONCES IMMOBILIERES DANS UNE SEULE REVUE.

(Trouvez mieux!)

En vente chez tous les marchands de journaux.

Chaque mois 5 F.

- 1/ appartements neufs
- 2/ villas et pavillons neufs, nouveaux villages
- 3/ appartements, villas et pavillons anciens
- 4/ terrains à bâtir
- 5/ résidences secondaires, dans toute la France.
- 6/ bureaux, parkings, locaux commerciaux

construction neuve & ancienne

La revue immobilière la plus complète.

BIBLIOGRAPHIE

DES ZONES INDUSTRIELLES VERS DES PARCS D'ACTIVITÉ

d'Yves Gueniot

Quelques hectares de terres aménagées à proximité d'une agglomération ne suffisent pas à attirer les entreprises sur une nouvelle zone industrielle. Telle est l'idée de départ de M. Yves Gueniot dans l'ouvrage qu'il consacre aux zones industrielles. Si la zone industrielle constitue un instrument essentiel de développement et de la réorganisation du tissu urbain, les expériences posées en matière d'évolution de la création des zones : réhabilitation des centres, élaboration d'un plan d'aménagement, études des équipements indispensables.

Après avoir passé en revue les conditions posées par la création des zones, M. Yves Gueniot étudie la problématique de leur conception du fait notamment des aspirations nouvelles des salariés quant à leur cadre de travail. C'est ainsi que l'auteur analyse pour souligner les besoins et les dangers d'aménagement des zones, et le rôle de l'État dans la conception : mais, en outre, et à l'aide d'exemples concrets (Centre d'activités de Louvres, etc.), il souligne l'importance des structures d'accueil offertes par les zones industrielles aux entreprises qu'il leur attire.

(*) Des zones industrielles vers les parcs d'activités, par Yves Gueniot, Berger-Levrault, 628 pages, 65 F.

Evry : des zones industrielles vertes à proximité du centre ville ?

A 15 mn de l'autoroute du Sud, la Ville Nouvelle d'EVRY commence à vivre ; aujourd'hui, 70 entreprises sont déjà installées, les habitants, les écoles, les commerces sont là. Au printemps 1975, va s'ouvrir l'Agora, et le Centre Commercial Régional. Fin 1975, la nouvelle voie ferrée sera terminée.

Evry Ville Nouvelle vous propose :

- Des terrains sur des parcs industriels aménagés pour construire usines, entrepôts, laboratoires, etc.
- Des prix et des avantages financiers : 90 à 120 F le m² H.T.
- Pour vos bureaux : des possibilités d'implantation intéressantes : 160 F/m² H.T. Coût 1.

Pour recevoir une documentation, renvoyer ce bon à : Evry - Avenue de la Préfecture - 91011 Evry Tél. 077.24.73

Monsieur _____

Société _____

Adresse _____

Le salon de l'auto chez vous...

De A à Z, 1000 modèles avec leur consommation exacte

catalogue AUTO en vente partout 12 F

EVRY VILLENOUVELLE

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS L'ACCORD DE LUXEMBOURG SUR L'EUROPE VERTE

TIERS-MONDE

M. Bonnet recevra les organisations paysannes le 10 octobre

L'augmentation de 5% des prix agricoles européens est considérée comme insuffisante par toutes les

AFFAIRES

CREUSOT-LOIRE : ÉQUILIBRE MAINTIEN ENTRE EMPAIN-SCHNEIDER ET MARINE-FIR-MINY.

L'équilibre entre le groupe franco-belge Empain-Schneider et la société Marine-Firminy pour le contrôle à égalité de Creusot-Loire sera maintenu. Un accord de principe a été obtenu en ce sens après l'intervention du ministre de l'Industrie et de la Recherche. Les pouvoirs publics étaient soucieux de ne pas accorder à Empain-Schneider la préférence qu'il recherchait au sein de Creusot-Loire, premier constructeur français de chaudières nucléaires. Le groupe franco-belge, fortement lié au géant américain Westinghouse, dont il exploite les licences, avait, en avril dernier, pris le contrôle (64 %) de son associé au sein de Creusot-Loire, Marine-Firminy, dont il craignait de voir l'indépendance menacée à la suite d'importantes achats de Bourse. Cette prise de contrôle ayant été déclarée nulle au motif d'être par le tribunal de commerce de Paris, Empain-Schneider doit donc reprendre la participation de 34 % dans le capital de Marine-Firminy achetée précédemment. Le groupe de Wendt et Oltmanns, toujours sur les rangs, n'ont d'autre part plus particulièrement à Creusot-Loire.

Contrat d'un milliard de francs en Irak pour Creusot-Loire

Creusot-Loire vient de signer à Bagdad un contrat d'un milliard de francs avec l'Irak. Aux termes de cet accord, le groupe français fournira à l'Irak un réseau d'adduction d'eau de quarante kilomètres, deux unités de production d'énergie de dix et de quinze mégawatts. La première installation de concentration du milieu des 700 km² aura une capacité de production de 200 MW. La seconde, sera une capacité annuelle de 700 000 tonnes destinée à l'exportation, vers la France notamment.

organisations professionnelles paysannes pour maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs. Ainsi, les organisations ont-elles demandé « la reprise immédiate », dans le cadre de la conférence actuelle, des négociations sur le revenu, qui avaient été ajournées en raison du veto allemand à l'accord du 20 septembre.

Pour préparer cette rencontre, qui se tiendra à l'hôtel Maitland, vraisemblablement à une date proche du 15 octobre, M. Bonnet rencontrera, le jeudi 10 octobre, les dirigeants des quatre grandes centrales paysannes. La mission de l'agriculture est d'effort de dégrader avec ses interlocuteurs la « possible » dans le dossier qu'il lui ont présenté. En ce qui concerne le financement, M. Bonnet a indiqué, dans un message adressé à la Fédération nationale du Crédit agricole, que l'encadrement du crédit était nécessaire et devait même être renforcé pour porter tous ses fruits. Toutefois, le ministre de l'Agriculture a indiqué qu'il veillerait à ce qu'un freinage intempestif du crédit ne vienne pas briser l'aide de l'agriculture. En fait, c'est des moyens financiers que les professionnels attendent le plus dans la conjoncture actuelle. A cela pourraient s'ajouter diverses mesures sociales, notamment un allégement des cotisations.

L'accord de Luxembourg a été mieux accueilli par les paysans de la France. M. Biagetti, ministre italien de l'Agriculture, a exprimé « une certaine satisfaction » devant les résultats de la réunion : « C'est la vérité de l'Europe verte qui a été reconnue », a-t-il dit. A Londres, la préparation d'un bilan de la politique agricole commune est considérée comme « un grand pas en avant » par M. Callaghan, ministre des affaires étrangères.

Cergy-Pontoise 5 ans après 140.000 m² de bureaux déjà installés

La première installation de concentration du milieu des 700 km² aura une capacité de production de 200 MW. La seconde, sera une capacité annuelle de 700 000 tonnes destinée à l'exportation, vers la France notamment.

Les réactions professionnelles

● LES CHAMBRES D'AGRICULTURE :

« La réglementation des prix agricoles de 5 % varie aussi beaucoup d'un pays à l'autre », a déclaré M. Louis Perrot, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.). Des décisions prises en matière de fiscalité, de charges sociales et de crédit.

● LA F.F.A. :

La Fédération française de l'Agriculture (F.F.A.) considère que « le compromis (de l'accord de Luxembourg) ne peut assurer l'échec de la politique agricole commune ». Au regard de l'augmentation de 30 % des charges, la 5 % des prix européens « ne peut que précipiter à la faillite de nombreuses exploitations agricoles ».

La Fédération française de l'Agriculture « dénonce les types d'actions que nous devons reprendre les agriculteurs », au cours de son congrès des 23 et 24 octobre prochains.

M. CHARBONNEL : une augmentation dérisoire.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Au cours d'un échange d'avis, M. Jean Charbonnel, ancien ministre, maire de Brive, a notamment déclaré à propos de l'augmentation des prix agricoles de 5 % : « C'est un chiffre qui est en soi-même largement insuffisant. Ce qui est plus grave encore, c'est que ce compromis médiocre n'a été obtenu qu'en échange des concessions les plus importantes. Non seulement en effet la France consent que lui soit dérobée toute la part de la signature du traité de Rome, le gouvernement français a accepté de faire de la politique agricole « une matière ouverte à la négociation... ».

« Il devient de plus en plus manifeste que le gouvernement n'a cherché qu'à faire passer l'essentiel de la décision à la général de Gaulle et Georges Pompidou. »

● LA F.N.S.E.A. :

« Son attachement à l'Europe ne conduit à se féliciter de ce que la volonté de sauvegarder la politique agricole commune et de poursuivre la construction communautaire l'aient emporté. Cependant, une hausse de 5 % des prix agricoles est bien inférieure à ce que l'édification des coûts de production aurait justifié. »

« Le bilan qui doit être établi des avantages et des inconvénients du Marché commun agricole sera, à court terme, positif pour l'ensemble de la Communauté. Mais il n'est pas suffisamment positif car les pays du tiers-monde ne pourront pas faire le bilan des avantages et des inconvénients du Marché commun pour l'ensemble de l'économie dont l'agriculture n'est qu'un des secteurs. »

En outre, la F.N.S.E.A. réclame la reprise immédiate de la conférence annuelle pour l'ensemble de la production, rendue en suspens, du revenu agricole en tenant compte de la situation particulière de chaque production.

● LE C.N.J.A. :

« Au-delà d'un premier sentiment de soulagement, puisque rien de ce que nous considérons comme essentiel ne semble avoir été mis en cause, l'accord de Luxembourg ne nous permet pas de dissiper les inquiétudes et d'apporter une réponse aux difficultés des agriculteurs. Nous maintenons toutes les revendications que nous voulons présenter au premier ministre le 26 septembre. »

● LE MODEF :

Pour le Mouvement pour la défense des exploitants familiaux (MODEF), l'accord de Luxembourg constitue « une capitulation du gouvernement français devant les exigences de Bonn, qui ont toutes été acceptées sans opposition, sans même que les revendications formulées dans les manifestations du 25 septembre par des centaines de milliers de paysans de toute l'Europe ». Le MODEF demande que le gouvernement « revienne immédiatement toutes mesures pour compléter jusqu'à concurrence de 12 % les réductions de Luxembourg ».

L'OPÉRATION D'URGENCE DE L'ONTARIO

Les Neuf ont décidé d'accorder 150 millions de dollars aux pays les plus pauvres

De notre correspondant

Luxembourg (Communauté européenne). — Les ministres des Neuf ont décidé la politique d'aide au développement, qui élargit le rôle de l'Ontario, ont formellement décidé d'allouer 150 millions de dollars, soit environ 750 millions de francs, à l'opération d'urgence en faveur des pays du tiers-monde. Les 150 millions de dollars seront versés par la Communauté européenne, soit 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde, soit 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde, soit 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde.

Ces 150 millions de dollars continueront en principe un précédent accordé. Le plus d'argent, la Communauté avait annoncé une intention de contribuer pour un maximum à l'opération d'urgence, soit 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde, soit 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde.

La somme à verser au titre de cette opération d'urgence sera répartie par les Neuf avant la fin janvier 1975. La contribution de la Communauté s'élèvera à 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde, soit 100 millions de dollars, soit 500 millions de francs, attribués directement par la Communauté aux pays du tiers-monde.

CONJONCTURE

LA FÉDÉRATION DU AGRICOLE SOUHAITE INDEXATION AU MOINS TIELLE DE L'ÉPARGNE

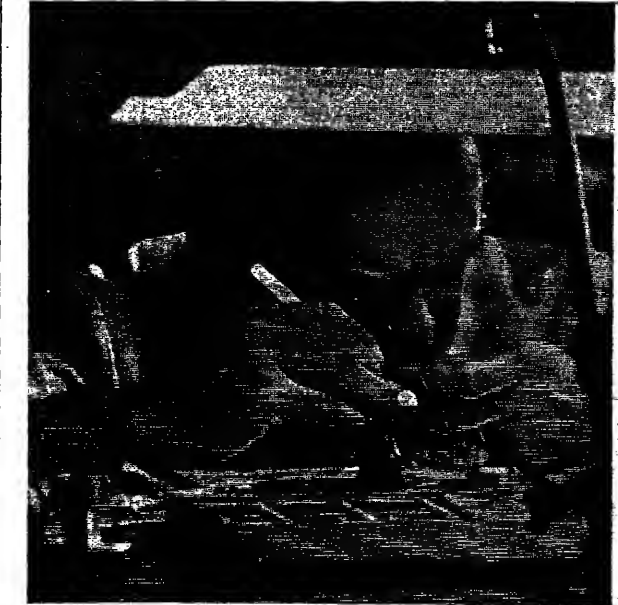
La protection de l'épargne implique une « ligne à minima », a déclaré le président de la Fédération nationale des agriculteurs (F.N.A.), M. Delaunay, au cours d'une conférence de presse à Avignon. A cette occasion, M. Delaunay a souligné l'importance de la protection de l'épargne, et a déclaré que la Fédération nationale des agriculteurs (F.N.A.) souhaite une indexation au moins égale à celle de l'épargne, afin de garantir le pouvoir d'achat des agriculteurs.

A CALEDO, quatre-vingt-cinq ans après l'ouverture de la première usine de fabrication de câbles, les câbles de la C.A.L. (Cable Age Line) occupent leur place de leader dans le monde. Les câbles de la C.A.L. sont utilisés dans tous les domaines de l'industrie et de la construction.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
12 heures	10 3/4	11 3/4	3 1/2
1 semaine	11 1/4	12 1/4	3 1/2
1 mois	11 3/4	12 3/4	3 1/2
3 mois	11 3/4	12 3/4	3 1/2
6 mois	11 3/4	12 3/4	3 1/2

LIP: RIEN NE SE FAIT BIEN SANS PASSION.



Ceux qui travaillent chez Lip le font d'abord pour répondre à une passion : faire des montres. Et où pourraient-ils la satisfaire sinon chez Lip, la seule manufacture française de montres ?

C'est cette passion qui explique, tout : qui explique d'abord que ceux qui travaillent chez Lip ont sauvé Lip.

Qui explique le soutien du public. Celui-ci a compris qu'il s'agissait de beaucoup plus que du salut d'une entreprise : du salut d'un très vieux métier qui n'avait aucune raison de disparaître puisqu'il avait su progresser et innover.

Qui explique la qualité des montres Lip. Fabriquées suivant les plus rigoureuses traditions horlogères, contrôlées avec un soin inimaginable, elles ont une précision, une durée de vie qui surprennent en 1974.

C'est cette qualité de la fabrication Lip qui a fait que les horlogers-bijoutiers sont restés fidèles à Lip. Malgré tous les avatars, ils n'ont pas hésité quand Lip est revenu les voir : Lip ça ne se remplace pas.

De la montre la plus simple (mais c'est déjà une Lip) à la plus élaborée (la Lip électronique de dame), vous pouvez donc de nouveau avoir une Lip.

Vous la trouverez chez tous les horlogers-bijoutiers qui ont, dans leur vitrine, un panneau avec ces mots tout simples, mais étonnants quand même : « De nouveau des Lip ».



LIP: RIEN NE SE FAIT BIEN SANS PASSION.

صكنا في العمل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LE MONDE — 5 octobre 1974 — Page 45

EMPLOI

1. Duraufour confirme que les aides de l'État aux chômeurs seront fortement accrues en 1975

M. Duraufour, ministre du travail, a fait le point devant la presse, le 4 octobre, sur les différents aspects de la politique de l'État en matière d'emploi. Il a annoncé que le gouvernement se propose de faire passer la production des entreprises devant la crise du chômage. Il fera connaître les mesures prises à la fin de l'année.

M. Duraufour a précisé que le budget du ministère du travail pour 1975 sera de 2,5 milliards, soit une augmentation de 20 % par rapport à 1974. Les crédits de l'État pour l'emploi seront de 1,5 milliard, soit une augmentation de 50 % par rapport à 1974. Il a souligné que ces mesures sont indispensables pour faire face à la situation du chômage.

SYNDICATS

LA C. G. T. APPELE

« mouvement de protestation nationale »

Le 4 octobre, la C.G.T. a appelé à un mouvement de protestation nationale. Elle a demandé aux travailleurs de manifester leur mécontentement contre la situation du chômage et les mesures gouvernementales.

La C.G.T. a souligné que le chômage est un problème grave qui nécessite des mesures urgentes. Elle a appelé les travailleurs à se mobiliser pour faire pression sur le gouvernement.

La C.G.T. a également appelé les travailleurs à participer à des actions de solidarité et de soutien mutuel.

Les représentants du ministère du travail ont annoncé que le gouvernement se propose de faire passer la production des entreprises devant la crise du chômage. Il fera connaître les mesures prises à la fin de l'année.

M. Duraufour a précisé que le budget du ministère du travail pour 1975 sera de 2,5 milliards, soit une augmentation de 20 % par rapport à 1974. Les crédits de l'État pour l'emploi seront de 1,5 milliard, soit une augmentation de 50 % par rapport à 1974.

Même un vrai coffre en plus des 4 roues pleines.



Grand Jeu Opel
GRATUIT: POUR UN AN
L'OPÉL DE VOTRE CHOIX

Kadett, Ascona, Monza, Rekord Diesel
AVANT LE 31 OCTOBRE
Gagnez une des 4 voitures ci-dessus. Elle vous sera prêtée gratuitement pour un an, assurée tous risques, avec 500 litres de carburant.

OPÉL
une valeur sûre

A L'ÉTRANGER

APRÈS LA FAILLITE D'HERSTATT

Démantèlement de l'« empire » Gerling

Bonn. — M. Hans Gerling, principal actionnaire de la Banque Herstatt, a annoncé qu'il se retire de la banque. Il a déclaré que la banque sera liquidée et que ses actifs seront vendus.

Un patron du dix-neuvième siècle

On ne sait pas encore quelles sont les sociétés du groupe qui seront vendues. Il est dit qu'il y aura une vente de l'ensemble de l'empire.



Grand Jeu Opel
GRATUIT: POUR UN AN
L'OPÉL DE VOTRE CHOIX

Kadett, Ascona, Monza, Rekord Diesel
AVANT LE 31 OCTOBRE
Gagnez une des 4 voitures ci-dessus. Elle vous sera prêtée gratuitement pour un an, assurée tous risques, avec 500 litres de carburant.

OPÉL
une valeur sûre

Participations croisées, car les sociétés du groupe ont des participations croisées. M. Gerling est encore un patron du dix-neuvième siècle. Il possède des actions dans toutes les sociétés du groupe.

La Chine populaire n'est pas encore ouverte à l'économie de marché. Le régime communiste a refusé de libérer le marché.



Grand Jeu Opel
GRATUIT: POUR UN AN
L'OPÉL DE VOTRE CHOIX

Kadett, Ascona, Monza, Rekord Diesel
AVANT LE 31 OCTOBRE
Gagnez une des 4 voitures ci-dessus. Elle vous sera prêtée gratuitement pour un an, assurée tous risques, avec 500 litres de carburant.

OPÉL
une valeur sûre

LA VIE ÉCONOMIQUE

MONNAIES ET CHANGES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL Les deux nouveaux comités sont mis sur orbite

De notre envoyé spécial

Washington. — Les dernières manifestations importantes des assemblées générales du Fonds monétaire international (F.M.I.) ont eu lieu à la fin de septembre. Les deux nouveaux comités ont été mis sur orbite. Le comité des affaires monétaires et financières internationales, présidé par M. John Turner, a pour tâche de déterminer le rôle que peuvent jouer les institutions monétaires et financières internationales dans le monde au cours des prochaines années. Le comité des affaires monétaires et financières internationales, présidé par M. John Turner, a pour tâche de déterminer le rôle que peuvent jouer les institutions monétaires et financières internationales dans le monde au cours des prochaines années.

POUR TENIR COMPTE DU RAMADAN La prochaine réunion aura lieu en décembre 1975

Washington (Reuters). — Pour tenir compte du Ramadan, la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale aura lieu en décembre 1975. La réunion aura lieu à Washington, D.C., les 15 et 16 décembre 1975.

ÉNERGIE

LA FRANCE A JUNE AVANCE DE CINQ A SEPT ANS DANS LE DOMAINE DES SURRÉGÉNÉRATEURS

Une délégalation de scientifiques, conduite par M. Michel Lacombe, a été envoyée en France par le gouvernement français pour étudier les réacteurs nucléaires à neutrons rapides. La délégalation a été envoyée en France par le gouvernement français pour étudier les réacteurs nucléaires à neutrons rapides.

BARÈME DES BRILLANTS			
POIDS	BRILLANT	BLANC FRANCE	ÉCRÉPIMENT TENDRE
1 carat	100.00	100.00	100.00
2 carats	200.00	200.00	200.00
3 carats	300.00	300.00	300.00
4 carats	400.00	400.00	400.00
5 carats	500.00	500.00	500.00
6 carats	600.00	600.00	600.00
7 carats	700.00	700.00	700.00
8 carats	800.00	800.00	800.00
9 carats	900.00	900.00	900.00
10 carats	1000.00	1000.00	1000.00

GODECHOT & PAULIET
ACHATS - VENTES EXPERTISES - RABATAGES
PARIS 10 - 100 rue de Valenciennes

Alors qu'elle s'oppose à un emprunt lancé par les Neuf L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE EMPRUNTE AU PROCHE-ORIENT

(De notre correspondant)

Bonn. — La République fédérale allemande a refusé de participer à un emprunt lancé par les Neuf. L'Allemagne fédérale a refusé de participer à un emprunt lancé par les Neuf.

PARIS Le marché des obligations a été très actif

Paris. — Le marché des obligations a été très actif. Les obligations ont été très recherchées.

PARIS

Le marché des obligations a été très actif

Paris. — Le marché des obligations a été très actif. Les obligations ont été très recherchées.

L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE EST PRÊTE À FINANCER LE DÉFICIT DE SES PARTENAIRES			
1 carat	100.00	100.00	100.00
2 carats	200.00	200.00	200.00
3 carats	300.00	300.00	300.00
4 carats	400.00	400.00	400.00
5 carats	500.00	500.00	500.00
6 carats	600.00	600.00	600.00
7 carats	700.00	700.00	700.00
8 carats	800.00	800.00	800.00
9 carats	900.00	900.00	900.00
10 carats	1000.00	1000.00	1000.00

GODECHOT & PAULIET
ACHATS - VENTES EXPERTISES - RABATAGES
PARIS 10 - 100 rue de Valenciennes

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie financière de Sue

Dans la lettre qu'elle adresse aux actionnaires de la Compagnie financière de Sue, le président général... La Compagnie financière de Sue a été créée en 1971. Elle a pour objet de gérer les affaires financières de la Compagnie.

CARREFOUR

Le bénéfice prévisionnel de Carrefour pour l'exercice 1974... Carrefour a annoncé ses résultats pour l'exercice 1974. Le bénéfice prévisionnel est de 100 millions de francs.

ENOE

École Nationale d'Organisation... ENOE est une école de formation pour les cadres de l'industrie et du commerce.

PARIS-BRUXELLES en 2 h 20

PARIS-BRUXELLES en 2 h 20			
PARIS	BRUXELLES	PARIS	BRUXELLES
10.00	12.00	10.00	12.00
11.00	13.00	11.00	13.00
12.00	14.00	12.00	14.00
13.00	15.00	13.00	15.00
14.00	16.00	14.00	16.00
15.00	17.00	15.00	17.00
16.00	18.00	16.00	18.00
17.00	19.00	17.00	19.00
18.00	20.00	18.00	20.00
19.00	21.00	19.00	21.00
20.00	22.00	20.00	22.00

GODECHOT & PAULIET
ACHATS - VENTES EXPERTISES - RABATAGES
PARIS 10 - 100 rue de Valenciennes

MARCHES

OCTON

